



## Pétrole et gaz : le choc énergétique s'aggrave

► Les carburants, le gaz et maintenant l'électricité... Les prix de l'énergie s'envolent, fragilisant les revenus des ménages et l'activité des entreprises

► Le litre de gazole coûtait en moyenne 2,34 euros, en France, mardi, tout proche du record d'avril (2,38 euros). Le SP95-E10 s'affichait à 2,15 euros

► La flambée est nourrie par le conflit au Moyen-Orient depuis que les houthistes contrôlent le détroit de Bab Al-Mandab, au large du Yémen

► Les prix des produits raffinés montent plus vite que celui du pétrole brut, en raison du blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran

PAGES 5 ET 14

**ÉDITORIAL**  
**L'ARABIE SAOUDITE ET L'ÉCONOMIE MONDIALE PRISES DANS UN ÉTAU**  
PAGE 31

### Lecornu Violences sexuelles : « La mort de Lyhanna nous oblige »

DANS UNE TRIBUNE au Monde, le premier ministre, Sébastien Lecornu, détaille les montants qu'il entend allouer à la loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, qui sera discutée au Parlement à l'automne. Plus de trois mois après le meurtre de la jeune Lyhanna, le gouvernement propose aux parlementaires une

enveloppe « de près de 1,5 milliard d'euros contre les violences sexistes et sexuelles » et de « 2,6 milliards pour la protection de l'enfance », écrit M. Lecornu, sans détailler ces chiffres, alors que le vote du budget s'annonce incertain, à l'avant-veille de la présidentielle

PAGE 12 ET IDÉES PAGE 28

### Disparition Catherine Ringer, voix libre des Rita Mitsouko



A Paris, le 28 avril 2011. SAMUEL KIRSZENBAUM POUR « LE MONDE »

LA CHANTEUSE Catherine Ringer est morte, lundi 14 septembre, à Paris, des suites d'un cancer foudroyant, à 68 ans. Autrice, compositrice, interprète, elle n'a pas été que la moitié des Rita Mitsouko, avec son conjoint dans la vie, Fred Chichin. Au long de quarante ans d'engagement artistique, elle a multiplié apparitions, confrontations, collaborations, en indépendante. Après la mort de son alter ego, en 2007, à 53 ans

– lui aussi d'un cancer foudroyant –, elle a tranché : « Y'a pas de malheur, y'a que de la vie, y'a pas de malheur, y'a du plaisir aussi ! » Catherine Ringer était dotée d'une voix solide, profonde dans les graves, aux aigus lancés comme des cris de libération. Les Rita Mitsouko ont composé une série de tubes euphorisants, entamée en 1984 par *Marcia baila*, l'histoire d'une danseuse argentine.

PAGE 22

## POUTINE UN PRÉSIDENT BUNKÉRISÉ, UNE RUSSIE SOUS CLOCHE

► A la veille du scrutin législatif russe, prévu du 18 au 20 septembre, « Le Monde » publie une série d'articles sur le « système Poutine »

► Le premier volet de cette enquête porte sur les « siloviki », ces officiers issus des services de sécurité, omniprésents dans les élites

► La guerre en Ukraine reste taboue, même si les frappes de drones menées par Kiev ébranlent l'économie russe

PAGES 2-3 HORIZONS PAGE 20



ANNE-GAËLLE AMIOT

### Israël Reportage dans le bastion électoral de Nétanyahou

PAGE 5

### Europe Paris et Berlin s'opposent sur le budget de l'UE

PAGE 4

### Corruption L'association Anticor risque d'être placée sous tutelle judiciaire

PAGE 13

### Social Le patron de la tour Eiffel contesté après l'éviction du personnel féminin

PAGE 18

### Présidentielle Cinq candidats pour la primaire sociale-démocrate

Olivier Faure, Raphaël Glucksmann, Jérôme Guedj, Emmanuel Maurel et Ségolène Royal seront départagés d'ici au 17 octobre

PAGE 8

### Politique Marine Le Pen courtise les retraités

Le RN s'oppose aux pistes d'économies du gouvernement, dans le but d'obtenir les voix des plus âgés

PAGE 11

**MACSF**  
ÉPARGNE

Venez avec des questions, repartez avec une stratégie

Profitez de l'accompagnement d'un conseiller expert, non commissionné, pour faire grandir et préserver votre patrimoine.

- ✓ Des solutions d'épargne pour accompagner vos projets, valoriser et diversifier votre patrimoine, protéger vos proches...
- ✓ Des supports financiers rigoureusement sélectionnés

Il existe un risque de perte en capital sur les supports en unités de compte\*

Ensemble, prenons soin de demain

macsf.fr

3233

Service gratuit

\* prix appel

PUBLICITÉ

\* L'assureur ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur. Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. La description et le fonctionnement des supports en unités de compte sont détaillés dans les Documents d'Informations Clés (DIC) ou la Note d'Information, disponibles sur la page Supports financiers du site macsf.fr.

MACSF assurances - SIREN n° 775 665 631 - SAM - Entreprise régie par le Code des assurances - MACSF épargne retraite - Société Anonyme d'Assurances sur la Vie régie par le Code des assurances, au capital social de 58 737 408 €, entièrement libéré - Enregistrée au RCS de Nanterre sous le n° 403 071 095 - Siège social : Cours du Triangle - 10 rue de Valmy - 92800 PUTEAUX - Adresse postale : 10 cours du Triangle de l'Arche - TSA 60300 - 92919 LA DÉFENSE CEDEX.



# L'économie russe affaiblie par les drones ukrainiens

Après plus de quatre années de guerre, les frappes sur les raffineries et des entrepôts aggravent l'inflation et le déficit

Vladimir Poutine l'a lui-même reconnu : les attaques des drones ukrainiens cet été sur les infrastructures à travers la Russie, principalement sur les raffineries, les ports et les dépôts pétroliers, mais aussi sur les entrepôts de géants de l'e-commerce, ont fait mal à l'économie nationale. «*Ils nous ont causé de réels dommages*», a déclaré le chef du Kremlin le 1<sup>er</sup> septembre, en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, à Tianjin (Chine). «*Ce n'est pas un préjudice critique pour nous*», a-t-il assuré, avant cependant de préciser : «*Le préjudice global, selon nos estimations préliminaires, est assez important, environ 1 % du produit intérieur brut (PIB)*.» En ciblant les raffineries, Kiev est notamment parvenu à provoquer une baisse de 20 % à 30 % de la capacité de traitement du pétrole. Une première depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022.

Cette déclaration est une rare reconnaissance par Vladimir Poutine de l'impact des frappes ukrainiennes et de la réalité des problèmes de l'économie russe, à la veille des élections législatives qui doivent se tenir du vendredi 18 au dimanche 20 septembre. Deux semaines plus tôt, mi-août, l'un des plus réputés économistes du pays venait pourtant d'être sèchement licencié pour avoir dit tout haut ce que beaucoup, dans les élites d'affaires, confient tout bas à Moscou.

Lors d'une conférence, Andreï Klepach, économiste en chef de Vnesheconombank, la banque de développement, a mis en garde : les pressions exercées sur l'économie par la guerre risquent d'entraîner une «*crise sociale*» qui éclatera «*au moment où personne ne s'y attendra particulièrement*». Il a expliqué que «*la Russie est à la traîne*» face à la Chine et aux Etats-Unis et même, «*à cer-*

*tains égards*», face à l'Ukraine. «*Nous nous berçons d'illusions en pensant que tout va s'effondrer là-bas*», a alerté Andreï Klepach qui, dans une interview au *Monde*, le 1<sup>er</sup> juillet 2025, avait déjà été l'un des premiers, à Moscou, à prévenir publiquement que la Russie était entrée en stagnation.

Après avoir livré ce constat très critique, Andreï Klepach, ex-vice-ministre du développement économique de 2008 à 2014, a donc été limogé. Beaucoup, à Moscou, partagent pourtant son diagnostic : après avoir été dopée par les dépenses militaires au début du conflit, l'économie russe a nettement ralenti. Le secteur non militaire est à la peine. La défense est devenue le principal moteur, pesant plus de 8 % du PIB (contre 5 % avant l'invasion de l'Ukraine). Mais, surtout, elle accapare l'Etat qui lui consacre 40 % de son budget, taillant dans ses dépenses sociales pour alimenter la machine de guerre. Le déficit public pourrait doubler par rapport à 2025, lorsqu'il avait déjà été multiplié par deux.

## CROISSANCE BRIDÉE

«*Les attaques ukrainiennes ont surtout aggravé le principal problème économique du pays : l'inflation, déjà alimentée par des dépenses militaires massives et des pénuries de main-d'œuvre engendrées par la guerre*», explique Pyotr Mironenko, l'un des fondateurs de *The Bell*, le principal média russe en exil spécialisé en économie. En grande partie à cause des effets des pénuries de carburant après les attaques ukrainiennes, l'inflation annuelle a dépassé les 6 % en septembre. Elle devrait frôler les 7 % d'ici à la fin 2026, au-delà de l'objectif du Kremlin de 4 % pour la septième année d'affilée.

Les frappes ukrainiennes sur les entrepôts de Wildberries, leader russe de l'e-commerce, puis sur ceux de son concurrent Ozon, ont in-



**LA DÉFENSE  
ACCAPARE L'ÉTAT,  
QUI LUI CONSACRE  
40 % DE  
SON BUDGET,  
TAILLANT DANS  
LES DÉPENSES  
SOCIALES**

fligé de lourdes pertes financières à leurs fournisseurs, et contribué à alimenter ces pressions inflationnistes. «*Du coup, l'accélération de l'inflation empêche la banque centrale de baisser ses taux d'intérêt, plongeant l'économie dans la stagnation. Même selon les prévisions officielles, le PIB ne devrait pas croître de plus de 1 % en 2026*», rappelle Pyotr Mironenko. La Banque centrale de la Fédération de Russie a été contrainte, vendredi 11 septembre, de maintenir son taux directeur à 14 %. Cela permet certes de limiter l'inflation, mais cela maintient les coûts d'emprunts à des niveaux prohibitifs, limite les investissements privés et, donc, bride la croissance.

Pour financer son déficit et les dépenses liées à la guerre, l'Etat, lui, augmente rapide-

ment sa dette. «*Compte tenu du fait que nous avons l'un des niveaux de dette publique les plus bas au monde, il n'y a rien de critique ici*», a temporisé Vladimir Poutine, le 3 septembre, lors d'un forum économique à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe. L'objectif officiel de déficit pour cette année est de 1,6 % du PIB, bien moins que les niveaux en Europe.

Malgré ces assurances présidentielles, le malaise est bel et bien palpable dans les cercles d'affaires à Moscou. *The Insider*, l'un des médias russes en exil, a publié le 25 août une note présentée comme une analyse interne de Sberbank, la principale banque publique russe : «*Scénarios pour parvenir à la paix dans le conflit Russie-Ukraine*», datée d'avril. Le document, révélé à l'origine par Black Mir-

## « Dans de nombreuses zones, l'essence est introuvable »

Désormais chercheur à Berlin, l'économiste russe Andreï Yakovlev souligne l'impact de l'inflation et des pénuries qui affectent la population

### ENTRETIEN

Andreï Yakovlev, économiste russe en exil, est chercheur invité à l'Université libre de Berlin. Ancien professeur, à Moscou, de la réputée Ecole des hautes études en sciences économiques, responsable de son Institut d'études industrielles et de marché, il analyse les conséquences des attaques ukrainiennes sur les raffineries russes et les entrepôts de Wildberries.

#### Les frappes de drones ukrainiennes ont-elles un effet sur l'économie russe ?

Oui, et Vladimir Poutine [*le président russe*] l'a lui-même reconnu. Mais il ne faut pas surestimer l'impact à court terme. Cela sera surtout à long terme avec des effets bien plus négatifs. Par exemple, les effets des attaques [*depuis juillet*] sur les entrepôts [*du spécialiste de l'e-commerce*] Wildberries se feront sentir dans six mois, un an. Des dizaines de milliers de fournisseurs ont perdu leurs marchandises et leur capital, sans chance de survie. La plupart dépendaient d'emprunts pour

fonctionner. Le gouvernement a annoncé un report de leurs impôts, et les banques ont instauré des moratoires sur leurs crédits. Mais ce n'est qu'un sursis. La faillite de ces dizaines de milliers de petites entreprises entrainera des centaines de milliards de roubles de prêts impayés, fragilisant davantage le secteur bancaire.

Quant aux pénuries d'essence engendrées par les attaques sur les raffineries, elles vont pareillement se faire sentir à terme. Grâce aux importations de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Inde, ainsi qu'au rationnement des ventes d'essence mis en place dans de nombreuses régions (par exemple, un automobiliste ne peut acheter que 30 ou 40 litres d'essence), les autorités parviennent tant bien que mal à gérer la situation. A Moscou, dans les autres grandes villes et le long des grands axes routiers, l'essence est disponible dans les stations-service. Mais, dans de nombreuses petites villes et zones reculées, l'essence est introuvable ou vendue à des prix deux à trois fois supérieures à ceux des grandes villes. Cette situation aura un impact négatif sur l'économie locale.

#### Après quatre ans et demi de guerre, l'économie russe est-elle affaiblie ?

Aujourd'hui, elle continue de fonctionner car, comme toute économie de marché, elle sait s'adapter. Mais les drones ukrainiens créent des problèmes qui s'ajoutent à toutes les difficultés accumulées depuis le début de la guerre [*en février 2022*]. Par exemple, les pénuries de carburant entraînent de nouvelles hausses de prix et accélèrent l'inflation. Il y a aussi les hausses d'impôts, notamment pour les petites entreprises, et celle de la TVA, introduites en début d'année.

De ce fait, la pression sur les entreprises s'accroît. De nombreuses sociétés non liées au secteur militaire ou ne bénéficiant pas de subventions sont contraintes de réduire ou de cesser leurs activités. Cette situation survient alors que, pour lutter contre l'inflation, la banque centrale maintient des taux d'intérêt élevés, freinant toute croissance. En fin de compte, les coûts, les dépenses et les impôts augmentent, tandis que les revenus diminuent dans une économie déjà en stagnation.

#### Ces dommages économiques menacent-ils de bousculer le contrat social entre le Kremlin et la population, et d'avoir un effet sur les législatives ?

Avec la multiplication et la diversification des frappes de drones ukrainiens, la guerre est entrée dans le quotidien des Russes et dans l'économie. La réalité de ces attaques contredit l'image de normalité alimentée depuis quatre ans par la propagande du Kremlin. Face à la lassitude croissante de la population, les élections pourraient être un moment dangereux pour les autorités car, a priori, elles devraient permettre d'exprimer par le vote des sentiments antiguerre. C'est pourquoi les autorités ont [*en août*] exclu du scrutin le parti labloko, avec son slogan «*Pour la paix et la liberté*».

Ces législatives, comme toutes les élections organisées depuis au moins quinze ans, ne sont qu'une mascarade. Les candidats de l'opposition sont écartés et les résultats seront truqués. Mais, si les résultats s'écartent radicalement de la perception des électeurs, dans un contexte de mécontentement général, cela pourrait pro-

voquer des manifestations, comme en Russie en 2011 ou en Biélorussie en 2020. C'est pourquoi de nombreux responsables de la sécurité [*principalement du FSB, le service fédéral de sécurité russe*] ont proposé d'annuler purement et simplement ces élections. Cependant, Vladimir Poutine en a besoin pour maintenir les apparences et sa propre légitimité au sein du système.

#### Les milieux d'affaires, et ce qui reste des élites libérales, peuvent-ils entreprendre des changements politiques ?

Malgré toutes les difficultés, l'économie russe se porte mieux que l'économie soviétique à la veille de l'effondrement de l'URSS. Mais le système politique est devenu bien plus répressif. Face à l'échec quasi total des tentatives [*du président américain*] Donald Trump pour mettre fin à la guerre, et face à la détérioration notable de l'économie, l'élite et une part importante de la bureaucratie commencent à comprendre qu'elles sont dans une impasse. Mais elles ne savent pas comment en sortir. Il ne

s'agit pas seulement d'affronter Vladimir Poutine, ce qui comporte des risques personnels très élevés. Elles ne voient aucune alternative positive et ne comprennent pas pourquoi elles devraient prendre ce risque. A la fin des années 1980, dans un contexte économique bien plus grave, les élites soviétiques voyaient dans la transition vers une économie de marché et vers la démocratie une vraie alternative au modèle communiste.

Aujourd'hui, il revient à l'opposition de formuler une nouvelle vision pour l'avenir du pays. Mais cela doit aussi venir du côté occidental, surtout européen. Pourtant, quatre ans et demi après le début du conflit, les responsables politiques européens n'ont toujours pas de réponse à ces questions : avec quelle Russie, après la guerre, l'Europe serait-elle prête à coexister ? Que peut-elle offrir, maintenant, aux opposants russes prêts à la confrontation avec le Kremlin pour que la Russie retrouve le chemin d'un pays normal ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BENJAMIN QUÉNELLE





Un centre logistique, à Kolpino, près de Saint-Pétersbourg (Russie), touché par des drones ukrainiens, le 23 août. AFP

ror, un groupe de hackers diffusant des données de responsables et d'hommes d'affaires russes, présente huit scénarios à partir de mails envoyés par German Gref, le patron de Sberbank : 7 % de probabilité pour un « *avantage militaire décisif* » en faveur de la Russie, loin derrière les 32 % pour un scénario gelant le conflit avec une levée partielle des sanctions. Les auteurs décrivent surtout une économie russe de plus en plus sous pression, selon les experts de Sberbank : chute des revenus pétroliers et gaziers, déficit budgétaire supérieur aux prévisions, épuisement progressif des fonds de réserves, stagnation du secteur civil sous l'effet des taux élevés.

« **NOMBRE CROISSANT DE DÉSÉQUILIBRES** » « *D'une part, l'économie russe continue de faire preuve d'une certaine résilience. D'autre part, un nombre croissant de déséquilibres, de problèmes latents et de distorsions structurelles s'accumulent* », résume Nikolai Kulbaka, professeur à l'Université européenne des humanités de Vilnius. Avec la multiplication des frappes de drones ukrainiens, la guerre est entrée dans le quotidien des Russes et de leur économie. « *Elles n'ont pas engendré de problèmes majeurs. Mais elles ont laissé une impression très négative sur un grand nombre de Russes* », prévient Nikolai Kulbaka.

Moscou et Kiev sont en fait entrés dans une nouvelle guerre d'usure, à coups d'attaque sur les infrastructures économiques adverses. Une guerre asymétrique. Le bilan estimé en juillet-août donne une fourchette d'environ 10 000 drones russes à long rayon d'action tirés sur l'Ukraine, contre quatre fois moins en sens inverse. Pour les missiles de croisière, le chiffre est autour de 300 tirs russes, contre 45 du côté ukrainien. L'objectif est le même des deux côtés : frapper en profondeur pour cibler l'économie, les recettes de l'Etat et le moral de la population.

« *Le problème principal en Russie est davantage psychologique qu'économique : les Russes constatent que la guerre a atteint leur territoire et que le Kremlin ne peut pas grand-chose pour protéger leur mode de vie habituel*, analyse l'économiste Vladislav Inozemtsev, cofondateur du Center for Analysis and Strategies in Europe, un groupe de recherche basé à Chypre. *Les frappes ukrainiennes sur les raffineries russes ont réduit les recettes pétrolières et gazières du budget fédéral d'environ 1500 milliards de roubles [environ 15,4 milliards d'euros], les faisant passer en dessous des niveaux de 2025. Mais elles ont surtout provoqué une inflation supplémentaire de 1 %, une forte hausse des coûts de transport et... une hausse du mécontentement dans la population.* » ■

BENJAMIN QUÉNELLE

# Un revers dans la région de Donetsk contredit le triomphalisme de Poutine

Prise en étau par les forces ukrainiennes, l'armée a dû céder du terrain près de Sviatohirsk

Quelle est la part de la facilité et celle de la déconnexion du terrain dans les propos de Vladimir Poutine ? Le 1<sup>er</sup> septembre, le président russe annonçait, devant un parterre de haut gradés, la prise de Sviatohirsk, une petite ville du nord de la région de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine. Or, ce haut lieu de l'orthodoxie orientale est resté sous le contrôle ukrainien depuis sa libération, il y a exactement quatre ans, à la suite d'une contre-offensive éclair des forces de Kiev. Démentant Vladimir Poutine, le brigadier général Andri Biletsky, commandant de corps d'armée ukrainien, s'est filmé, le 7 septembre, près de la fameuse laure de la Dormition-de-la-Mère-de-Dieu de Sviatohirsk, ironisant sur la « *culture du mensonge* » du chef d'Etat ennemi.

Cette culture a sans doute contribué à un revers essuyé par l'armée russe dans le saillant qu'elle occupait tout à fait au nord de la région de Donetsk, et qui avançait jusqu'à 12 kilomètres de Sviatohirsk. L'information circulait parmi les observateurs russes et ukrainiens depuis dix jours. Elle a été confirmée, mardi 15 septembre, par Andri Biletsky, qui revendique la liquidation des combattants russes infiltrés sur 75 kilomètres carrés et la libération de 10 kilomètres carrés supplémentaires.

Le saillant russe, après avoir été pris en étau par les forces ukrainiennes depuis plusieurs mois, a cédé sous la menace d'un encerclement. « *C'est l'une des victoires les plus importantes pour l'Ukraine en 2026, qui retardera l'offensive sur le nord du Donbass* », commen-

tait l'analyste militaire Clément Molin, sur X, dès le 8 septembre. L'armée russe aurait reculé à plus de 25 kilomètres de Sviatohirsk. Les commandants russes sont fréquemment accusés par leurs subalternes d'annoncer prématurément à l'état-major la conquête de localités, afin de satisfaire aux objectifs fixés et d'empocher des médailles. En conséquence, l'infanterie russe se trouve poussée à effectuer, sans soutien adéquat, des assauts extrêmement risqués pour prendre des positions prétendument déjà sécurisées.

## Bombes guidées planantes

Très irritée, la chaîne Telegram russe proguerre Rybar note que les « *problèmes de Lyman [la grande ville voisine de Sviatohirsk] ne se limitent pas à Sviatohirsk (...). Les échecs tactiques, qui ne sont pourtant pas critiques dans l'ensemble, risquent de se transformer en problèmes à portée stratégique en raison d'une mauvaise évaluation de la situation et de mensonges systémiques dans les rapports transmis à la hiérarchie.* »

Pour autant, la situation globale de la ligne de front n'est pas favorable aux forces ukrainiennes. L'offensive principale des forces russes vers la « muraille » constituée par les deux grandes villes de la région de Donetsk encore sous contrôle ukrainien, Sloviansk et Kramatorsk, connaît une inquiétante progression. « *La menace grandit, car les forces armées russes ne sont plus qu'à environ 7,5 kilomètres de l'aérodrome de Kramatorsk* », souligne l'analyste militaire ukrainien Kostiantyn Machovets. Il qualifie

POUR AUTANT, LA SITUATION GLOBALE DE LA LIGNE DE FRONT N'EST PAS FAVORABLE AUX FORCES UKRAINIENNES

« *d'extrêmement critique* » la situation de Kostiantynivka, au sud de Kramatorsk, où les forces russes « *considèrent les combats pour la ville comme presque achevés à leur avantage. Les forces armées d'Ukraine ne tiennent fermement que les quartiers nord et la gare.* »

« *La situation est particulièrement difficile autour de Sloviansk. Les positions avancées russes ne sont plus qu'à 10 kilomètres* », a reconnu son maire, Vadym Lyakh. « *L'artillerie russe est déjà capable de frapper le centre-ville, ce qui en fait une "ville du front"* », hantée par les drones russes. Plus au sud, sur les 700 kilomètres de front actif, une infiltration sur la route reliant Dobropillia à Kramatorsk menace de couper une importante voie logistique militaire.

Malgré un avantage technologique dans l'usage tactique des drones, l'armée ukrainienne continue de souffrir d'un manque de personnel pour tenir les lignes de défense. Les forces russes profitent de leur avantage numérique pour pratiquer des infiltrations ininterrompues de microgroupes d'infanterie (un ou deux soldats) qui exploitent les failles entre les positions ukrainiennes et les zo-

nes boisées, où la surveillance des drones est moins efficace.

L'aviation russe est mise à contribution avec une arme qui constitue le principal problème non résolu des Ukrainiens sur la ligne de front. Il s'agit des bombes guidées planantes, larguées en haute altitude par des bombardiers, en deçà de la ligne de front pour se protéger de la défense antiaérienne ukrainienne. Ces bombes très puissantes, entre 250 kilos et 1,5 tonne, déversées parfois par centaines, quotidiennement, sur une même zone, écrasent et démolissent n'importe quelle position défensive.

Ces derniers mois, les forces de Moscou ont affiné une tactique qui accroît l'impact de ces bombes planantes. Il s'agit de mener une reconnaissance au moyen de drones. Dès qu'une position ukrainienne est identifiée, les bombes l'écrasent. Les forces ukrainiennes sont contraintes d'abandonner leurs positions détruites, et les manœuvres d'infiltration russes démarrent immédiatement. Quant à la pénurie de couverture antiaérienne à longue portée, en particulier sur le front, elle empêche les Ukrainiens d'abattre les bombardiers russes avant qu'ils ne larguent leurs bombes.

Un mois après son entrée en fonctions en tant que commandant en chef, Mykhailo Drapaty procède à une réorganisation dans la région de Donetsk, toujours à 21 % sous contrôle ukrainien. Mais il ne dispose toujours pas des outils techniques ni de la quantité de personnel nécessaire pour bloquer l'avancée russe. ■

EMMANUEL GRYSZPAN

# L'intrigante mansuétude de la France à l'égard de l'oligarque russe Alicher Ousmanov

Paris demande que le milliardaire, réputé proche de Poutine, soit retiré de la liste des sanctions

Les ambassadeurs européens sont tombés de leur chaise. A l'heure du renouvellement (à l'unanimité) de la liste des personnalités russes sous sanction en lien avec la guerre en Ukraine – l'exercice a lieu tous les six mois et, cette fois-ci, il aurait dû être mené à terme mardi 15 septembre –, la France a demandé que le magnat Alicher Ousmanov, qui navigue entre Moscou, Tachkent et Dubaï (Emirats arabes unis), en soit sorti. Elle a ainsi rejoint la Slovaquie, qui milite depuis le début de l'été pour que le milliardaire soit retiré de la liste des sanctionnés, ainsi que l'oligarque Michael Friedman, également réputé proche de Vladimir Poutine.

Lundi 14 septembre, les ambassadeurs européens se sont donné jusqu'au 22 septembre pour décider quoi faire de ces deux noms, sur un ensemble de quelque 3 000 personnes et entités sous sanction. « *Avant l'été, il existait un consensus entre 26 des 27 pays pour reconduire la liste des personnalités sous sanction, seule la Slovaquie s'y opposait encore à l'époque. Désormais, il y en a deux, et cela suscite beaucoup d'incompréhension des partenaires de la France* », constate un diplomate européen.

Selon le *Financial Times*, les autorités françaises chercheraient à obtenir la libération de plusieurs ressortissants français, détenus en Azerbaïdjan de manière arbitraire, contre la levée des sanc-

tions qui touchent Alicher Ousmanov. Une source ukrainienne, qui souhaite rester anonyme, confirme qu'au moins « *un citoyen français en prison quelque part dans le monde pourrait être libéré* » en cas de mansuétude.

## Enjeu de «sécurité nationale»

Paris s'émue notamment du sort de Martin Ryan, homme d'affaires français condamné fin juillet en appel à dix ans de prison par la justice de Bakou pour « *espionnage* » – des accusations qu'il conteste. Le Quai d'Orsay a exigé « *sa libération sans délai* ». Mardi, le père du détenu a indiqué à l'AFP que la Cour suprême azerbaïdjanaise examinerait son cas le 25 novembre. Un autre Français, Anass Derraz, directeur pour le Moyen-Orient de l'industriel français de l'eau SAUR, avait été condamné en novembre 2025 à douze ans de prison pour avoir accepté un pot-de-vin du milliardaire russe d'origine azerbaïdjanaise Farkhad Akhmedov, dans une affaire où est cité Alexandre Benalla, ex-chargé de mission à l'Elysée, longtemps proche d'Emmanuel Macron.

Pour justifier sa démarche, Paris se drape derrière un enjeu de « *sécurité nationale* », restant évasif sur un éventuel troc. « *Nous souhaitons répondre positivement à nos partenaires internationaux qui nous démarquent au sujet de M. Ousmanov* », pointe l'Elysée sans donner plus de détails.

Balayant les critiques venant de Bruxelles, les autorités françaises rappellent que « *la France est un des pays les plus engagés pour renforcer la pression, par tous les moyens, sur l'appareil de guerre russe ainsi que pour soutenir l'Ukraine* ». Une nouvelle réunion sur le contenu de la liste des personnes sous sanctions doit se tenir vendredi 18 septembre. Contactée par *Le Monde*, l'équipe d'Alicher Ousmanov – qui, lui-même, ne se considère pas comme oligarque – n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Né en Ouzbékistan, l'homme d'affaires russe de 73 ans, dont la fortune faite dans les mines et les télécoms est évaluée à environ 14 milliards de dollars (soit 12 milliards d'euros) selon le magazine *Forbes*, fait partie de ce cercle restreint d'hommes d'affaires gravitant autour de Vladimir Poutine. Avant l'invasion de l'Ukraine, en 2022, Alicher Ousmanov avait l'habitude de retrouver une partie de ces riches businessmen, dont l'oligarque Roman Abramovitch, toujours sanctionné par l'Union européenne et le Royaume-Uni, à l'hôtel cinq étoiles Cala di Volpe, en Sardaigne. Durant l'été 2022, des employés de l'établissement de luxe avaient confié au *Monde* qu'Alicher Ousmanov y côtoyait Ilham Aliev, président de l'Azerbaïdjan, qui louait alors chaque année les 250 mètres carrés de la suite présidentielle du palace.

Jusqu'au printemps, la Hongrie, encore dirigée par Viktor Orban, multipliait les menaces de veto lors du renouvellement des listes de sanctions. En mars 2025, Budapest et la Slovaquie avaient obtenu le retrait de Gulbakhor Ismailova, la sœur d'Alicher Ousmanov. En mars, le site d'investigation *The Insider* avait rendu public un entretien téléphonique entre le chef de la diplomatie russe, Sergei Lavrov, et son homologue hongrois Peter Szijjarto, où le premier demandait ce service au second.

A Bruxelles, l'affaire inquiète. « *Paris sous-estime véritablement les répercussions qu'il y a à utiliser la promesse de lever les sanctions de l'Union européenne contre la Russie comme moyen de pression dans ses différends bilatéraux avec l'Azerbaïdjan*, s'alarme une source diplomatique. *Le précédent que cela crée est très regrettable. Le message envoyé au monde entier est le suivant : prenez un ressortissant de l'Union européenne en otage et tout devient possible.* » « *Ce n'est définitivement pas le moment de lever les sanctions, définitivement pas le moment de protéger les oligarques russes de ces sanctions et définitivement pas le moment pour l'Europe de faire le moindre cadeau à la Russie* », a-t-il annoncé, lundi, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. ■

CLAIRE GATINOIS, PHILIPPE JACQUÉ (À BRUXELLES) ET LUCAS MINISINI



# Le fossé se creuse entre Paris et Berlin sur le budget européen

Le président du Conseil, Antonio Costa, a entrepris un tour des capitales afin de trouver la voie d’un compromis pour les années 2028-2034

BRUXELLES - bureau européen,

Tandis que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, relira une dernière fois son discours sur l’état de l’Union, mardi 15 septembre dans la soirée, que la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, se préparera à accueillir, le lendemain à Strasbourg, le premier ministre canadien, Mark Carney, Antonio Costa, lui, dinera à l’Elysée avec Emmanuel Macron. Le président du Conseil européen et le chef de l’Etat français s’entendent bien, mais ce n’est pas une visite de courtoisie. Plutôt une visite à 2000 milliards d’euros.

Deux mille milliards d’euros, c’est le montant du budget de l’Union européenne (UE) que la Commission propose aux Vingt-Sept pour la période 2028-2034. Ils doivent servir à poursuivre la politique agricole commune, à continuer à soutenir les régions les moins favorisées et à financer de nouvelles priorités, au premier rang desquelles la compétitivité et la défense. La Commission réclame aussi des moyens pour ses nouvelles missions : elle doit notamment faire respecter ses grandes lois sur le numérique par les plateformes américaines ou chinoises. Elle doit enfin trouver dans ce budget de quoi rembourser les emprunts contractés pour financer le plan de relance post-Covid-19 (750 milliards d’euros).

Antonio Costa aimerait que les Etats membres, qui devront adopter ce budget à l’unanimité, parviennent à un accord avant la fin de l’année. Il sait qu’en 2027 il

leur sera très difficile de faire des compromis, compte tenu d’un agenda électoral dense et à hauts risques politiques. Des scrutins sont en effet prévus en Espagne, en France, en Italie ou en Pologne – sur fond de montée des nationalismes et de l’extrême droite.

## Berlin lié aux pays « frugaux »

Dans ce contexte, l’ex-premier ministre portugais socialiste a entamé, le 25 août, un tour des capitales européennes pour chercher avec les chefs d’Etat et de gouvernement européens un terrain d’entente. Sans grand succès, pour l’instant. Au contraire. Après Berlin, où Antonio Costa s’est rendu le 9 septembre pour rencontrer le chancelier Friedrich Merz, il honore, à Paris, son 22<sup>e</sup> rendez-vous et ne peut que constater à quel point les positions française et allemande semblent inconciliables.

Friedrich Merz a pris la tête des pays dits « frugaux », qu’il a réunis à Berlin le 27 août. Dans une déclaration commune, l’Allemagne, l’Autriche, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et la Suède ont réclamé plusieurs centaines de milliards d’euros de coupes dans les dépenses communautaires. Dans leur viseur, les frais

**L’Allemagne refuse de rééditer l’expérience de l’emprunt commun, et le recours à de nouvelles ressources propres**

de fonctionnement de la Commission. Mais aussi les fonds liés à la cohésion et à l’agriculture, afin de privilégier la compétitivité et à défense.

La France, comme la Pologne ou l’Italie, estiment qu’il faut moderniser le budget européen sans sacrifier ses politiques traditionnelles, et donc, pour cela, trouver de nouvelles ressources. Berlin refuse de rééditer l’expérience de l’emprunt commun mais aussi le recours à de nouvelles ressources propres (impôts, taxes, droits de douane...).

A l’inverse, Paris mais aussi le Parlement européen et le président allemand du groupe du Parti populaire européen, Manfred Weber, militent pour que l’UE se dote de revenus, qui ne dépendent pas des contributions des Etats membres. La France souhaite également qu’elle se réendette pour financer le remboursement de l’emprunt commun de 750 milliards que les Vingt-Sept ont contracté ensemble pour limiter les ravages économiques causés par la pandémie de Covid-19.

## Le prix de l’indépendance

Ce n’est pas tout. Comme l’a révélé le média *La Lettre*, le 9 septembre, Paris et Berlin s’opposent également sur la manière dont les 131 milliards d’euros du fonds de compétitivité qui sont prévus pour la défense et le spatial doivent être dépensés.

Pour la France, les conditions pour bénéficier de cet argent doivent être les mêmes que celles validées par les Etats membres en décembre 2025 dans le Programme pour l’industrie européenne de la défense, un premier fonds de 1,5 milliard d’euros : les

équipements éligibles doivent contenir au moins 65 % de composants européens. Emmanuel Macron en fait une affaire de principe. C’est à ses yeux le prix de l’indépendance de l’UE, si elle veut se doter d’une défense réellement européenne et partagée.

Mais l’Allemagne et les frugaux ne veulent plus être liés par ces critères, pour ne pas entraver leurs entreprises qui travaillent avec des groupes américains ou limiter une production d’armes sous licence américaine. Qu’à cela ne tienne, leur répond l’Elysée : puisqu’il faut couper dans le budget européen, supprimons ces fonds pour la défense. Cette menace devrait faire réagir les alliés de Berlin, qui comptent sur ces financements quand l’Allemagne a, elle, lancé un vaste programme d’investissements militaires. Elle n’effraie en revanche pas la puissante direction générale de l’armement du ministère de la défense français, plus favorable à des accords bilatéraux, de pays à pays.

Le président de la République pourrait aller plus loin dans ses menaces, selon une source bruxelloise, et refuser de valider un budget trop peu ambitieux, qui ne contient ni préférence européenne ni ressources propres, avant de quitter l’Elysée. Ce que redoutent ses partenaires, sous la menace d’avoir à négocier ce budget 2028-2034 avec le Rassemblement national, prêt à diviser par deux la contribution de la France à l’Europe, ou avec La France insoumise, qui table sur l’annulation d’une partie de la dette française. ■

SOPHIE FAY  
ET PHILIPPE JACQUÉ

# La France réaffirme son rôle au Liban en recevant le président Joseph Aoun

L’Elysée accueille un sommet international consacré au soutien à l’armée libanaise

BEYROUTH - correspondante

L’idée avait jailli fin juillet lors d’une conversation entre Emmanuel Macron et le roi Abdallah II de Jordanie, récoltant le soutien appuyé du président libanais, Joseph Aoun. L’Elysée doit accueillir, le 17 septembre, une réunion préparatoire de la conférence internationale de soutien aux forces armées libanaises et aux forces de sécurité intérieures. De quoi offrir « *un démenti cinglant à l’idée que nous ne serions pas dans le coup au Liban* », indique un proche du président de la République.

Depuis la reconnaissance de l’Etat palestinien par la France, le 22 septembre 2025, Israël, ulcéré par cette initiative, s’efforce de tenir Paris à distance du règlement des crises diplomatiques au Moyen-Orient, notamment du dossier libanais. « *Israël veut être seul avec les Libanais. Mais la France agit sans arrière-pensée, pour la sécurité du Liban, pour la restauration de son Etat et de sa souveraineté* », insiste-t-on dans l’entourage du président français.

Le 26 juin, après quatre mois d’une guerre entre le mouvement chiite libanais Hezbollah et Israël, durant laquelle l’armée israélienne s’est emparée de 6 % du territoire libanais dans le sud du pays, l’Etat hébreu et le Liban ont signé un accord-cadre pour obtenir un cessez-le-feu et le retrait progressif de l’armée israélienne contre le désarmement du Hezbollah. Cet accord-cadre s’est fait sous médiation américaine, sans que la France ni d’autres pays européens aient leur mot à dire.

La présence de Joseph Aoun aux côtés d’Emmanuel Macron, jeudi, témoigne donc de la ténacité française à l’égard de ce dossier si cher au président de la République, alors que le processus de désarmement du Hezbollah dans les zones pilotes, fixées par l’accord-cadre semble patiner. « *Les zones pilotes, ça n’avance pas car l’armée israélienne ne facilite pas le mouvement des Forces armées libanaises* [FAL]. *Les FAL ont déployé des troupes, mais pas de façon à saturer la zone. Il n’y a pas eu de découverte de caches d’armes* », estime une source onusienne.

« *La France ne vole pas au secours du Liban, mais elle agit dans la continuité d’une présence française, car il y a danger* », s’alarme un diplomate. Le Parti de Dieu, affaibli militairement, a regagné en popularité auprès des chiites libanais sous l’effet de l’occupation israélienne et de ses bombardements incessants. L’armée libanaise, composée en partie de membres de cette communauté, sait qu’un affrontement avec le Hezbollah peut, à tout instant, dériver vers une guerre civile. Et, sans avancée militaire majeure, Israël maintiendra durablement son occupation, redouté ce diplomate.

## « Liste de courses »

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, en contradiction avec la lettre de l’accord-cadre approuvé à Washington, a déjà indiqué que la sécurité du nord d’Israël serait assurée par la présence des forces israéliennes sur le territoire libanais. « *La situation rend difficile l’action des FAL. Elle est très conflictuelle. Le déploiement de l’armée sur tout le territoire est un processus qui ne peut se faire en un claquement de doigts. Mais la volonté existe* », estime Patrick Durel, ambassadeur de France au Liban.

La rencontre de jeudi s’inscrit dans le cadre dit du « processus d’Aqaba », une initiative internationale lancée en 2015 par le roi

**Depuis la reconnaissance de l’Etat palestinien par la France, Israël s’efforce de tenir Paris à distance**

Abdallah II de Jordanie pour lutter contre le terrorisme. Entièrement consacré au Liban, et destiné à soutenir son gouvernement dans sa lutte contre le Hezbollah, le sommet réunira un parterre de hauts gradés venus du pays du Cèdre, de Jordanie, mais aussi du Royaume-Uni, du Canada, d’Espagne ou des Nations unies. Côté Etats-Unis, le général Joseph Clearfield, chef du Groupe de coordination militaire pour le Liban, sera présent ainsi que l’ambassadeur américain à Beyrouth, Michel Issa, accompagnés de proches conseillers de Marco Rubio, le secrétaire d’Etat.

Ces experts militaires seront censés évaluer les moyens nécessaires à l’armée libanaise pour qu’elle respecte ses engagements au regard du désarmement du Hezbollah. Ces réflexions pourraient alimenter une conférence des donateurs, alors que celle prévue le 5 mars avait été ajournée du fait de la guerre. « *C’est une mobilisation internationale en soutien aux FAL et une occasion de se réunir avec le commandant en chef de l’armée libanaise pour écouter et échanger sur ce qu’ils font, ont intérêt à faire et prévoient de faire dans les semaines et mois à venir. Il s’agit de comprendre quels sont leurs besoins* », dit Patrick Durel.

« *Nous avions préparé – avec les Libanais – une “liste de courses” pour la conférence des donateurs. Il y a un double problème : les soldats ne sont plus suffisamment payés [depuis la crise financière de 2019], même si les soldes ont été augmentées de 20 %. Et, dans l’idéal, on voudrait que les FAL fassent ce que faisait la Force intermédiaire des Nations unies au Liban* [Finul, qui assure la maintien de la paix dans le pays], *mais pour cela il faut des véhicules, des armements, de l’essence, des munitions...* », observe le colonel Bruno Costantini, attaché de défense à l’ambassade de France au Liban.

Les FAL ne disposent pas de capacités suffisantes, notamment en matière de déminage ou d’ingénierie de combat. Elles ont très peu de moyens de surveillance pour se protéger des drones ou des roquettes.

A quelques mois de la fin du mandat de la Finul, le 31 décembre, il s’agira aussi de réfléchir à une alternative. Mais Paris met d’ores et déjà en garde contre l’idée simpliste d’une présence militaire internationale dont le rôle se limiterait à « cogner le Hezbollah ». « *Notre mission n’est pas d’intervenir militairement contre le Hezbollah, mais d’appuyer les autorités libanaises dans l’exercice du monopole de l’Etat sur les armes, ce qui se fera dans un cadre politique clair* », appuie un proche du président français. Pour Paris, le pays a avant tout besoin de réformes.

« *Au fond, il n’y a que des problèmes politiques au Liban* », décrypte ce proche d’Emmanuel Macron, conscient que le dossier libanais pourra difficilement progresser avant la tenue des élections législatives en Israël. Prévu le 27 octobre, le scrutin pourrait déloger Benyamin Nétanyahou du pouvoir. ■

CLAIRE GATINOIS  
ET HÉLÈNE SALLON

# A Okinawa, au Japon, la victoire conservatrice ouvre la voie à une militarisation accrue

Le nouveau gouverneur promet une intensification de la présence militaire dans la région

TOKYO - correspondance

Okinawa est passé au vert. Au terme d’une campagne électorale marquée par d’intenses opérations de désinformation en ligne, le département du sud-ouest du Japon est revenu dans le giron du Parti libéral-démocrate (PLD au pouvoir, dont la couleur est le vert). Le changement a été scellé, dimanche 13 septembre, par l’élection de Genta Koja au poste de gouverneur.

Né à Naha, la capitale du petit archipel, le quadragénaire a obtenu 59,4 % des voix, au terme d’une campagne marquée par son slogan « *Faisons avancer Okinawa!* ». Il a promis de « *créer de nouveaux secteurs d’activité rentables* », tout en s’inquiétant d’une « *situation sécuritaire dégradée autour d’Okinawa* ». Son succès promet une intensification de la présence militaire dans le département, qui se trouve en première ligne face aux menaces chinoises.

Genta Koja, 42 ans, est marié et père de cinq enfants. Après douze années au ministère de la gestion publique, ce passionné de marathon a été employé chez NTT Data, où il a travaillé à la promotion des start-up, avant de se lancer en politique et de devenir adjoint au maire de Naha. Il se présentait pour la première fois, en indépendant, avec le soutien de la

première ministre, Sanae Takachi, qui voyait dans ce scrutin un « *test de la solidité de [son] administration* », et d’une large coalition réunissant le PLD, mais aussi le très extrémiste Sanseito et le parti Komei (centre droit).

Genta Koja a battu le sortant, Denny Tamaki, qui a quitté la scène avec ses soutiens, sur une dernière *kachashi*, une danse traditionnelle d’Okinawa, à son siège de campagne. « Denny », comme l’appellent ses partisans, dirigeait l’exécutif local depuis huit ans. Il avait fait de son opposition à la militarisation du petit archipel le moteur de son action.

## Point de crispation

Comme toujours à Okinawa, cette question a occupé les débats, conjointement aux enjeux économiques, ce département étant le plus pauvre du Japon. Denny Tamaki avait été élu en 2018 et 2022 en martelant son opposition au transfert des activités de la base américaine des marines de Futenma, actuellement au cœur de la ville de Ginowan, vers un site aménagé sur un polder en construction à la pointe de Henoko, dans le nord d’Okinawa. Ce projet a toujours été un point de crispation pour la population locale, qui y voit l’expression du mépris du pouvoir central pour un département qui représente 0,6 % du ter-

ritoire nippon mais abrite 70 % des bases américaines de l’Archipel.

Mais la montée des tensions régionales et l’avancement des travaux à Henoko ont fini par affaiblir l’opposition au projet, plaçant les questions économiques au cœur des priorités des électeurs. Pour Genta Koja, Henoko est la « *solution réaliste pour éliminer les dangers que pose la base de Futenma* ». La décision de transférer celle-ci a été prise après la chute d’un hélicoptère, en 2004, sur le campus d’une université située près de la piste. Misant sur les attentes économiques, Genta Koja a promis de « *doubler le salaire net* », « *les aides à la garde d’enfants* », et « *les revenus du tourisme* ». Le tourisme et la construction sont les principales activités d’Okinawa. Il veut aussi investir dans l’intelligence artificielle (IA) ou les chantiers navals.

Par son opposition au transfert de Futenma, aux projets du gouvernement visant à renforcer la présence des Forces d’autodéfense (FAD, l’armée nippone) dans les îles du département et à l’intensification des exercices militaires conjoints nippo-américains, Denny Tamaki s’est aliéné le gouvernement qui a, en guise de représailles et sans état d’âme, réduit les subventions à Okinawa.

Dans ce contexte, Denny Tamaki n’est pas parvenu à se faire

réélire, malgré sa promesse d’« *une société solidaire, fidèle à l’esprit d’Okinawa* » et la mise en avant de son bilan caractérisé par l’utilisation de recettes fiscales en hausse pour financer les services de garde d’enfants et des politiques en faveur de la diversité, notamment le soutien aux couples de même sexe. Denny Tamaki et sa coalition All Okinawa ont aussi été la cible de fausses informations sur les réseaux sociaux, générées par IA. L’une d’elles avertissait que leur victoire permettrait à la Chine de « *prendre Okinawa* ». De faux messages présentés comme émanant du camp de Denny Tamaki ont également circulé. Ils promettaient des « *cadeaux* » – ce qui est illégal – à ceux qui voteraient pour lui.

Avec la victoire de Genta Koja, le PLD achève sa reprise en main du département. Les 20 candidats qu’il soutenait lors des élections départementales de 2024 l’ont emporté, faisant perdre la majorité à la coalition soutenant Denny Tamaki. En 2026, aux élections législatives de février, le PLD a remporté les quatre circonscriptions d’Okinawa. Voilà Sanae Takachi rassurée à la veille d’un remaniement destiné à enrayer sa baisse dans les sondages, et à l’approche, en octobre, du premier anniversaire de son arrivée au pouvoir. ■

PHILIPPE MESMER



# En Israël, les espoirs des opposants à Nétanyahou

A Dimona, bastion électoral du premier ministre, les débats se focalisent sur la gestion du 7-Octobre

DIMONA (ISRAËL) - *envoyé spécial*

Eden Abutbul n’a aucune hésitation. Si le 7 octobre 2023 a été aussi meurtrier pour Israël, c’est la conséquence d’un complot au sein de l’Etat hébreu. « *Ce n’est pas la faute de “Bibi”* » [surnom du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou]. *Il y a eu des trahisons à l’intérieur de l’armée. Des gens qui voulaient faire chuter “Bibi”* », assure la jeune femme, employée dans une entreprise de télécoms à Dimona, une ville du sud d’Israël.

Aucun fait ne vient corroborer cette théorie complotiste, mais elle continue de prospérer dans l’électorat de droite et d’extrême droite : six électeurs sur dix de l’actuelle coalition gouvernementale en seraient convaincus, selon un sondage publié au début de septembre par le journal *Maa-riv*. Eden Abutbul confie, mystérieuse, que, « *bientôt, il y aura des preuves* ». Sans en dire plus. Sinon que, comme sa famille et la plupart de ses amis, elle votera pour la liste du chef du gouvernement, le 27 octobre, lors des élections législatives. Avec une conviction telle qu’elle ne peut souffrir de contestation, même si elle n’a aucun sens : « *Les gens de gauche sont pour le terrorisme.* »

Trois ans après l’attaque du 7-Octobre, comme la jeune employée, une partie significative de l’électorat de Benjamin Nétanyahou demeure accrochée à son idole, boussole de la vie politique qui cumule dix-neuf années comme premier ministre, bien plus que le fondateur de l’Etat hébreu, David Ben Gourion.

Pourtant, Benjamin Nétanyahou a incontestablement perdu beaucoup de supporters. En novembre 2022, sa liste avait obtenu 32 sièges. Aujourd’hui, les sondages évoquent entre 20 et 22 sièges, soit la perte d’un tiers environ de son électorat. Il reste donc le noyau dur, au sens propre comme figuré, qui n’imagine pas l’avenir de l’Etat hébreu sans l’homme politique de presque 77 ans.

Dimona, ville populaire de 40 000 habitants, composée majoritairement de quartiers HLM dégradés, au milieu du désert du Néguev, en fait partie : dans ce bastion du Likoud, où vivent beaucoup de Mizrahis, des juifs venus



Portrait du maire de la ville, Benny Biton, à côté de Benjamin Nétanyahou, dans un restaurant de Dimona (Israël), le 14 septembre. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

d’Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Benjamin Nétanyahou avait dépassé 50 % des voix lors du précédent scrutin législatif, en 2022, un des records nationaux.

#### « “Bibi” a fait son temps »

Le 7 octobre 2023 a marqué une rupture sécuritaire, mais aussi politique. A l’échelle nationale, deux tiers des électeurs juifs affirment que leur choix électoral, le 27 octobre, se fondera sur cette journée tragique et sur les réponses qui lui ont été apportées, selon une enquête publiée par le think tank The Israel Democracy Institute, le 9 septembre.

« *Après le 7-Octobre, tout le monde a pris ses responsabilités, sauf un : “Bibi”* », remarque Nir, 24 ans (il n’a pas souhaité donner son nom, comme toutes les personnes citées par leur prénom), un ancien électeur de Benyamin Nétanyahou, convaincu de voter cette fois pour l’ancien premier

ministre Naftali Bennett, un des leaders de l’opposition. « *L’illusion du M. Sécurité a éclaté* », note Itzik Kadoche, photographe de 55 ans, opposant depuis longtemps, déterminé à voter pour l’ancien chef d’état-major Gadi Eisenkot, rival de Benyamin Nétanyahou, qui dispose d’une fragile avance dans les sondages. La question du partage du fardeau de la guerre est une plaie ouverte pour beaucoup de familles dont les enfants ont passé de longs mois à Gaza ou au Liban. Que les jeunes ultraorthodoxes continuent d’y échapper, grâce à l’actuel gouvernement, est perçu comme une rupture d’égalité majeure. Que leurs représentants, alliés à Benyamin Nétanyahou, aient obtenu des financements supplémentaires pour leurs écoles ces quatre dernières années est jugé inacceptable. Comme si le premier ministre, par ses choix à court terme, avait fissuré, de l’intérieur, les murs porteurs de la so-

ciété israélienne.

Ce que confirme un petit groupe de retraités installés dans le centre commercial de Dimona, où ils échangent bruyamment : une discussion informelle, souvent appelée *parlament* (« parlement ») en hébreu, au cours de laquelle les hommes parlent de tout haut et fort, au même endroit, tous les jours. Moshé, 72 ans, un ancien ingénieur qui partage sa vie entre le Maroc et Dimona, se retrouve seul à défendre l’actuel premier ministre : « *Nétanyahou a l’expérience. Il n’y en a pas un comme lui parmi ses opposants* », explique le retraité. Son soutien indéfectible irrite ses ex-collègues, tous anciens électeurs du Likoud. « *Quel leader dans le monde est resté en poste après le massacre de 1200 de ses citoyens ? Personne* », fait remarquer un des retraités. « *Nétanyahou et ceux qui l’entourent cherchent à diviser la société. Ils attaquent tout le monde. C’est pas possible* », explique un

autre, dont la famille est venue d’Inde pour s’installer là où il y avait du travail et des logements pas chers.

Jacques, 70 ans, dont la famille a émigré d’Oran (Algérie), l’interrompt. Lui aussi a longtemps voté pour le Likoud, mais il n’a pas digéré la catastrophe du 7-Octobre. « *“Bibi” dit qu’il n’a pas été réveillé le matin du 7, se moque-t-il. Il a fait son temps, c’est fini.* » Le retraité votera pour une liste de l’opposition. Mais pas ses quatre enfants, partagés entre le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, et celui des finances, Bezalel Smotrich, les deux leaders d’extrême droite, perçus comme plus religieux. Car Benyamin Nétanyahou doit aussi affronter la concurrence de ses alliés. Nuriel, 31 ans, employé dans l’administration pénitentiaire, d’origine russe, laisse entendre qu’il votera pour Itamar Ben Gvir. Sa mesure phare a été d’autoriser plus de 300 000 Israéliens à dispo-

**La campagne, âpre, sale, polémique, remplie de violences verbales, ne permet en réalité aucun débat**

ser d’un permis de port d’arme après le 7-Octobre. « *A Dimona, on est entourés de villages arabes, le sentiment d’insécurité est fort* », relève-t-il. Lui aussi a entendu des rumeurs circuler. « *Il y a des enregistrements du Hamas qui disent que le renseignement israélien leur a permis d’entrer en Israël le 7-Octobre* », croit-il savoir – une autre théorie conspirationniste.

La bataille politique est difficile parce que la vérité ne compte plus beaucoup pour une partie de l’électorat et que la campagne, âpre, sale, polémique, remplie de violences verbales et d’accusations, ne permet en réalité aucun débat. « *Les théories du complot permettent d’effacer les vraies questions du 7-Octobre* », estime Itzik Kadoche. « *C’est moins douloureux pour beaucoup de gens de se dire qu’il y a forcément eu une trahison et qu’il ne s’agissait pas d’une faillite collective* », ajoute Michal Elmalem, 55 ans, conseillère municipale, animatrice du parti de Gadi Eisenkot, à Dimona, depuis quelques mois.

Si le camp Nétanyahou peut difficilement rêver d’une victoire, il peut encore bloquer celle de l’opposition, en l’empêchant d’obtenir une majorité claire. Les militants de Gadi Eisenkot espèrent, eux, un vrai basculement, la victoire de la raison et d’une forme de tempérance. Leur candidat, issu d’une famille d’origine marocaine, peut séduire les classes populaires, pensent-ils. « *Beaucoup ne veulent pas dire publiquement qu’ils vont voter pour nous*, relate Michal Elmalem. *Quand je demande aux gens ce qui ne va pas aujourd’hui, ils ne me disent pas la “sécurité”, ils parlent des fractures et de la haine entre nous. Je leur dis : on a besoin de quelqu’un qui unit. Tout sauf Nétanyahou...* » ■

LUC BRONNER

# Au Yémen, les houthistes cherchent à asseoir leur légitimité

Les rebelles, qui contrôlent le détroit de Bab Al-Mandab, veulent devenir incontournables sur les questions de sécurité en mer Rouge

Après avoir pris le contrôle du détroit de Bab Al-Mandab, aux mains des forces gouvernementales, le 11 septembre, les houthistes, soutenus par l’Iran, ont revu leurs ambitions à la hausse. Ils cherchent désormais activement à transformer cette victoire militaire en reconnaissance politique. Au Yémen d’abord, mais surtout sur la scène internationale, en se posant en interlocuteur incontournable de la sécurité maritime régionale.

Le groupe rebelle a suivi le fil d’une stratégie constante tout l’été, au service de ses ambitions nationales et de son soutien à son mentor iranien. Après avoir annoncé l’instauration d’un blocus maritime contre l’Arabie saoudite, le 20 juillet, les houthistes ont ciblé les infrastructures et les pétroliers saoudiens. Ils ont cherché à asphyxier le royaume, principal soutien des forces gouvernementales, qui avait redirigé une partie de ses flux pétroliers en mer Rouge, par le détroit de Bab Al-Mandab, afin de contourner le détroit d’Ormuz bloqué par l’Iran. En septembre, ils

se sont emparés de tous les territoires le long de la côte ouest, jusqu’au détroit de Bab Al-Mandab. Ils peuvent dès lors décider quel navire a le droit de passer ou non.

S’ils ont annoncé que les navires saoudiens ne passeraient pas, les houthistes ont affirmé que le passage resterait gratuit et « *sécurisé* » pour les autres. Ils ont cependant précisé que les bateaux devaient les prévenir de leur arrivée et ne traiter avec aucun autre acteur. « *Les houthistes tentent d’apaiser les préoccupations internationales pour gagner du temps, afin d’ancrer leur contrôle* », analyse Maged Al-Madhaji, cofondateur du Sana’a Center for Strategic Studies, un laboratoire d’idées yéménite.

Nul besoin de fermer totalement le détroit. La menace suffit. « *Leurs missiles et leurs drones se sont avérés des facteurs de nuisance très puissants*, constate Sylvain Domergue, professeur à Sciences Po Bordeaux et auteur de *Géopolitique des espaces maritimes* (Armand Colin, 2025). *Les États et les compagnies se sentent contraints de s’accommoder de*

**Le groupe rebelle a annoncé l’instauration d’un blocus maritime contre l’Arabie saoudite, le 20 juillet**

*leurs conditions et de leurs calculs politiques.* » De fait, les acteurs du commerce maritime international semblent avoir accepté cette réalité comme la nouvelle norme. Les assureurs calculent leurs primes selon les intentions supposées des houthistes, tandis que les compagnies de transport cherchent des garanties directement auprès d’eux ou détournent leurs navires de la mer Rouge et empruntent de nouvelles routes.

La quête de légitimation internationale est une ambition nourrie par les houthistes depuis longtemps. « *Après s’être emparés de la*

*capitale du pays, Sanaa, en 2014, les houthistes ont repris l’ancien appareil d’Etat yéménite tout en conservant des diplomates qui, encore aujourd’hui, travaillent à entretenir des relations bilatérales avec Amman, Bagdad ou Le Caire par exemple* », explique Jules Grange Gastinel, doctorant qui travaille sur l’étatisation et la légitimation du mouvement houthiste au Yémen, à l’université d’Aix-Marseille.

#### Au cœur des rivalités régionales

L’accord de Stockholm, conclu sous l’égide de l’ONU, en 2018, entérinant une trêve entre les forces du gouvernement reconnu par la communauté internationale, qui siège dans le sud du pays, et les houthistes, leur a d’abord donné la première place dans un processus diplomatique parrainé au niveau international. « *Ce n’était pas une reconnaissance de leur administration comme gouvernement légitime du Yémen, mais participer à ce type de processus leur donne des occasions de se présenter comme un acteur politique incontournable* », souligne M. Al-Mad-

haji. Depuis, les houthistes négocient par l’intermédiaire d’Oman, ce qui contribue à confirmer l’idée que les acteurs régionaux et internationaux se doivent de composer avec eux.

L’Iran est le seul pays au monde à accorder au pouvoir houthiste une reconnaissance politique et diplomatique. Leur relation bilatérale est officielle : un ambassadeur houthiste se trouve à Téhéran, et un ambassadeur permanent iranien réside à Sanaa. La République islamique apporte aussi aux rebelles yéménites un soutien financier, logistique et militaire, « *jusqu’au sein du bureau du leader Abdel-Malik Al-Houthi, dans lequel se trouvent des membres de l’appareil [d’Etat] iranien*, précise Jules Grange Gastinel. *Les objectifs houthistes sont étroitement liés à ceux de l’“axe de la résistance”* [réseau d’alliés et de groupes armés soutenus par l’Iran pour contrer l’influence israélienne et américaine au Moyen-Orient] *dirigé par l’Iran* ».

Les agendas des deux acteurs n’ont d’ailleurs jamais été aussi ali-

gnés que ces dernières semaines. Le contrôle coercitif exercé dans le détroit de Bab Al-Mandab offre aux houthistes le moyen d’exporter leur influence au-delà du conflit yéménite et de se placer au cœur des rivalités dans la région et de l’équilibre entre puissances régionales et internationales. Pour Téhéran, ils sont devenus un levier supplémentaire à un moment particulièrement opportun, lui permettant de mettre les Etats-Unis et leurs alliés arabes sous pression, et de revoir leurs exigences à la hausse.

La rencontre qui devait avoir lieu entre l’Iran et les pays du Golfe, à Oman, le 14 septembre, pour aborder la question du détroit d’Ormuz a finalement été reportée, la veille, par l’Arabie saoudite, qui juge que la proposition irano-omanaise sur Ormuz est porteuse d’un « *nouveau statu quo inacceptable* » pour Riyad, selon le site d’actualités américain Axios. Un statu quo d’autant plus inacceptable que les houthistes ont pris Bab Al-Mandab. ■

FANNY ARLANDIS



# L'homme du « plus gros contrat pétrolier mondial »

Le Vénézuélien Alejandro Betancourt est le sulfureux partenaire de Trump pour l'exploitation des gisements

BOGOTA - *correspondante régionale*

Il est l'homme derrière le deal. L'accord conclu fin août entre l'administration américaine et une entreprise vénézuélienne privée prévoit de concéder à cette dernière l'exploitation pour un siècle de 17 gisements pétroliers – soit environ un quart des réserves du pays. Jusqu'en mai, Alejandro Betancourt Lopez, un temps visé par un mandat d'extradition émis par les autorités suisses dans le cadre d'une enquête

## LE PROFIL



### Alejandro Betancourt

Descendant d'un président du Venezuela du XIX<sup>e</sup> siècle, Alejandro Betancourt, 46 ans, a été scolarisé dans le collège privé catholique Cumbres de Caracas, avant de partir pour suivre le cursus d'une double licence en économie et gestion d'entreprise à l'université Suffolk à Boston (Massachusetts), puis celui d'un master en administration des affaires à l'université d'Oxford, en Angleterre.

pour blanchiment, n'avait pas le droit de quitter le sol britannique.

Et le voilà associé au « plus gros contrat pétrolier de l'histoire mondiale » – selon les propos du président américain – à travers sa compagnie, la North American Blue Energy Partners (Nabep), détentrice de la concession. Domiciliée à la Barbade, cette société est devenue il y a peu le deuxième producteur privé du Venezuela, derrière l'américain Chevron, et le département de la défense des Etats-Unis vient d'en acquérir 35 % des parts.

La réputation du milliardaire de 46 ans est pourtant sulfureuse, ses détracteurs le qualifiant de « *bolichico* », un terme qui désigne de jeunes hommes d'affaires proches du pouvoir qui se sont enrichis de manière spectaculaire sous les présidences d'Hugo Chavez (1999-2013) et de Nicolas Maduro. S'il n'a jamais été mis en examen, M. Betancourt a fait l'objet de multiples enquêtes, en Suisse, en Espagne et aux Etats-Unis, pour blanchiment et fraude fiscale. Madrid le soupçonne d'avoir versé 42 millions de dollars (36 millions d'euros) de pots-de-vin à des responsables de la compagnie pétrolière publique vénézuélienne PDVSA pour détourner 4,85 milliards de dollars dans des opérations de change liées au pétrole dont une partie aurait été investie en Espagne.

Sa nouvelle position de roi du pétrole nourrit la suspicion qui entoure l'accord entre la présidente vénézuélienne par intérim, Delcy Rodriguez, et les Etats-Unis.

« *L'une des préoccupations qui se font jour est le manque de transparence, ainsi que, bien sûr, le risque de détournement de fonds lors de l'obtention de ces ressources* », souligne le militant des droits humains Rafael Uzcategui, codirecteur du Laboratoire de paix et exilé au Mexique. « *Donner à Alejandro Betancourt le contrôle des réserves pétrolières vénézuéliennes, c'est un peu comme nommer Jeffrey Epstein [1953-2019] au poste de commissaire à l'éducation scolaire* », a ironisé de façon cinglante, le 4 septembre sur X, Francisco Rodriguez, économiste associé au Center for Economic and Policy Research.

### Centrales électriques

Sur le site Internet d'O'Hara Financiamiento, un fonds d'investissement « familial » que M. Betancourt dirige, ce dernier détaille les actifs qu'il détient dans une myriade de sociétés à travers le monde, dans le secteur bancaire en Afrique, des plateformes de réservation de terrains de padel, de recherche d'emploi, de paiement en ligne... Il est aussi à la tête d'une entreprise de lunettes de soleil fondée en Espagne, Hawkers, qui s'est hissée en peu de temps parmi les principaux fabricants mondiaux. Il relate aussi son expérience dans le secteur des matières premières et de la construction, acquise d'abord auprès de plusieurs multinationales implantées en Amérique latine. Au début des années 2000, le jeune Alejandro Betancourt fonde sa

**S'il n'a jamais été mis en examen, M. Betancourt a fait l'objet de multiples enquêtes**

propre société, Derwick Associates, qui remporte à partir de 2009 des marchés publics dans la construction de 11 centrales électriques au Venezuela, alors que le pays fait face à une grave pénurie d'électricité. L'organisation de lutte contre la corruption Transparencia Venezuela affirme qu'il a surfacturé ses contrats à hauteur de plusieurs milliards de dollars.

Les enquêtes restent ouvertes en Espagne et en Suisse – depuis 2019 –, indépendamment du retrait de la demande d'extradition qu'avait formulée le parquet de Zurich en novembre 2025. M. Betancourt avait alors été arrêté au Royaume-Uni puis assigné à résidence, privé de ses passeports italien et vénézuélien. Il pouvait néanmoins naviguer, à bord de son hélicoptère, entre deux de ses propriétés dont un manoir de 14 chambres.

Selon le média public suisse RTS, le parquet zurichois a justifié le retrait du mandat d'arrêt en mai par des « *particularités du droit britannique en matière d'extradition* », sans donner plus de détails. Le quotidien américain *The*

*Washington Post* évoque, pour sa part, la pression de hauts responsables américains pour permettre à l'homme d'affaires, qui nie toute malversation, de voyager. La presse américaine rapporte aussi que M. Betancourt a obtenu en juin un visa pour se rendre aux Etats-Unis à plusieurs reprises afin de négocier l'accord pétrolier avec Caracas. Le média *CNN* détaille enfin des pressions de Todd Blanche, procureur général des Etats-Unis et ancien avocat de Donald Trump, pour obtenir auprès du parquet fédéral de Miami le classement d'une enquête sur des soupçons de blanchiment de pots-de-vin liés à PDVSA et qui implique M. Betancourt.

### Les services de Rudy Giuliani

Lors d'une interview accordée au journaliste vénézuélien installé à Miami Sergio Novelli, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a ainsi pu assurer qu'« *aucune enquête* [n'était en cours aux Etats-Unis] *à son encontre* ». Lors de cet entretien, M. Rubio a rappelé que le milliardaire avait « *apporté un soutien important* » à l'opposant vénézuélien Juan Guaido en 2019, lorsque celui-ci s'était autoproclamé président – et avait été reconnu par M. Trump et une cinquantaine d'autres pays. Début 2020, Jorge Rodriguez, le frère de Delcy et alors ministre de la communication, avait d'ailleurs accusé M. Betancourt de financer l'opposition à hauteur de « *millions de dollars* ». Il soulignait que « *ce voleur* » s'était offert les servi-

ces de Rudy Giuliani, l'ancien avocat personnel de Donald Trump, pour obtenir l'abandon de poursuites contre lui aux Etats-Unis.

Mais le temps a passé. Dès 2023, Alejandro Betancourt est revenu en grâce au Venezuela – les poursuites le concernant y ont été abandonnées – et en force dans le secteur pétrolier, en fondant l'année suivante son entreprise Nabep. M. Rubio a justifié le choix – sans appel d'offres – de cette entreprise, dans laquelle le département de la défense américain aura donc désormais une participation de 35 %, par le fait qu'il s'agit de « *la plus grande entreprise privée que le Venezuela ait jamais eue en termes de production* ». « *Dans le monde des affaires, lorsque vous choisissez un partenaire, l'important n'est pas de savoir qui a raison, mais qui a prouvé sa capacité à obtenir des résultats* », a aussi justifié Chris Wright, secrétaire à l'énergie des Etats-Unis.

Le 3 janvier, alors que les forces spéciales américaines enlevaient Nicolas Maduro à Caracas, c'est, selon ce que rapporte le site *Axios*, M. Betancourt qui aurait œuvré pour convaincre Delcy Rodriguez de parler avec M. Rubio de la possibilité qu'elle dirige le pays. Le 2 septembre, Delcy Rodriguez prenait la défense de l'homme d'affaires, rappelant qu'« *il a été accusé à Venezuela il y a des années* ». Contacté, Alejandro Betancourt n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*. ■

JULIA PASCUAL  
ET ANGELINE MONTJOYA

## Démission du directeur de la Maison de l'Argentine de la Cité U de Paris

Santiago Muzio est un proche des milieux conservateurs argentins

Pour beaucoup, c'est un ouf de soulagement, tant le personnage était devenu encombrant. Après des mois de polémiques, l'avocat franco-argentin Santiago Muzio a finalement démissionné de son poste de directeur de la Casa Argentina, la Maison de l'Argentine de la Cité universitaire internationale de Paris (CIUP). Nommé en décembre 2024, alors qu'il était déjà en fonctions depuis cinq mois, ce proche des milieux conservateurs argentins et européens était critiqué en raison d'une série de décisions controversées : retrait d'une plaque rendant hommage aux victimes de la dictature argentine (1976-1983), organisation de réunions d'extrême droite dans les locaux de la maison, installation d'une statue de la Vierge dans le hall d'entrée, expulsion de résidents qualifiés d'« *idéologiques* », gestion opaque des fonds...

Santiago Muzio – qui n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde* – avait également refusé de signer la charte des valeurs de la Cité universitaire, qui interdit entre autres les discriminations fondées sur le genre ou l'orientation sexuelle. Parmi les autorités de la Cité U, qui accueille chaque année dans le sud de la capitale 12 000 étudiants, chercheurs et artistes de 150 nationalités répartis dans 47 maisons nationales, le malaise était palpable. Et certaines ne cachaient pas leur espoir de voir partir un personnage aux expressions racistes, homophobes, islamophobes et climatosceptiques, à l'opposé des valeurs de paix, d'humanisme, d'égalité et de respect et de non-discrimination portées par la CIUP depuis sa fondation en 1925. Mais la Maison de l'Argentine fonctionne de manière indépendante et ne dépend que du ministère du capital humain argentin.

Début septembre, Santiago Muzio avait déclaré au *Journal du dimanche*, propriété du milliardaire Vincent Bolloré, vouloir « *extirper ce lieu des griffes de l'extrême gauche et de l'idéologie woke* » et assurait avoir pour le président argentin d'extrême droite, Javier Milei, une « *loyauté inébranlable* ». Cela n'a visiblement pas été réciproque.

### Travaux de rénovation

Des rumeurs circulaient au sujet de son départ. Dimanche, le quotidien argentin *Clarín* a affirmé que la décision de l'écarter avait été prise en catimini, deux semaines plus tôt, par crainte que cette affaire ne gâche la visite à Paris du président Milei, qui doit assister le 30 septembre à la Argentina Week, un événement organisé par Buenos Aires jusqu'au 2 octobre pour promouvoir les entreprises argentines. La polémique autour de Santiago Muzio – ancien directeur de l'antenne de Madrid de l'institut privé de sciences politiques fondé par Marion Maréchal, nièce de Marine Le Pen – avait été relancée en juin par une lettre signée par un millier d'universitaires, écrivains, artistes français et argentins, qui s'inquiétaient, entre autres, de l'opacité dans laquelle se réalisent actuellement différents travaux de rénovation ou d'entretien menés à la Casa Argentina.

D'après certains résidents, ces travaux auraient permis d'améliorer le confort de l'habitation réservée à la famille du directeur, au détriment d'autres plus urgents, comme une rampe d'accès pour personnes handicapées ou les douches d'un pavillon. La lettre appelait le ministère du capital humain à « *procéder de toute ur-*

*gence à un audit et à un contrôle des dépenses engagées* ».

Le 30 juillet, la Mairie de Paris avait demandé une « *enquête* » sur la gestion de Santiago Muzio au ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, qui avait déclaré le 1<sup>er</sup> septembre mener « *des discussions avec les autorités argentines* », sans donner plus de détails.

La démission n'avait toujours pas été annoncée officiellement lundi après-midi, mais elle a été confirmée la veille à l'Agence France-Presse par le ministère du capital humain argentin. Selon la presse argentine, le successeur de Santiago Muzio serait Alfredo Soto, vice-recteur de la faculté de droit à l'université nationale de Rosario, qui a lui-même résidé à la Casa Argentina par le passé. Il aura la lourde tâche de reconstruire les liens avec les autorités de la Cité universitaire et avec les autres maisons du campus.

L'Assemblée des citoyens argentins de France, qui n'a eu de cesse pendant cinq mois d'exiger sa démission, s'est félicitée dimanche du départ de Santiago Muzio. Son successeur, estime-t-elle, devra en priorité « *annuler les expulsions de résidents menées par Muzio à titre de représailles politiques* », « *remettre en place les plaques commémoratives rendant hommage aux 30 000 disparus* » et signer la charte des valeurs de la Cité universitaire.

Face au tollé qu'avait suscité le retrait de la plaque, la CIUP avait décidé d'apposer, le 24 mars – jour du cinquantième anniversaire du coup d'Etat de 1976 –, sa propre plaque d'hommage aux victimes de la dictature sur la façade de la Maison internationale, juste en face de celle de l'Argentine. ■

ANGELINE MONTJOYA

Le Monde | Ateliers

Cours du soir

HISTOIRE DE L'ART

Comment regarder un tableau ?

à partir du 7 octobre

Tout un monde dans un tableau

avec Françoise Barbe-Gall, historienne de l'art et conférencière des musées nationaux

D'où vient la fascination exercée par un tableau ? De sa beauté plastique ? De sa profondeur spirituelle ? De son caractère énigmatique ? De sa simplicité déconcertante ? Derrière cette apparence, quelle histoire est-elle vraiment en train de se jouer ? Qu'a-t-elle changé dans l'histoire de la peinture ? A partir du 7 octobre, participez à notre nouveau cycle de cours du soir consacré à ces questions passionnantes, autour de cinq chefs-d'œuvre de la peinture et de leur héritage.



# En Colombie, les plaies béantes du Choco après le séisme

Dans le département le plus pauvre du pays, la plupart des sinistrés attendent encore l'aide promise

## REPORTAGE

QUIBDO ET UNION PANAMERICANA (COLOMBIE) - *correspondante*

Katherin Renteria Asprilla a trouvé une table et une chaise. Elle s'y est installée, sur le parquet du terrain de basket-ball, au milieu d'une cinquantaine de tentes et des gens qui vont et viennent. Cette fille de 11 ans fait partie des victimes du séisme de magnitude 7,4 qui a secoué l'ouest de la Colombie le 10 août, faisant au moins 331 morts. Et dans cet abri temporaire qu'est le gymnase de Quibdo, la capitale du département du Choco, elle entreprend de faire ses devoirs.

Avec sa mère Ingris Asprilla Moreno, Katherin vit depuis plus d'un mois une cohabitation précaire avec une centaine de personnes qui ont, comme elles, perdu leur maison. Au total, dans le pays, plus de 36 000 logements ont été détruits, plus de 100 000 sont considérés comme non habitables, 759 immeubles se sont effondrés et plus de 4 300 établissements scolaires ont été affectés, selon un bilan communiqué par l'unité de gestion des risques et des catastrophes, le 10 septembre.

Epicentre du tremblement de terre, le Choco est aussi la zone la plus déshéritée du pays : près des deux tiers de ses habitants – en très grande majorité afro-descendants – souffrent de pauvreté, son territoire est isolé géographiquement en raison de la faiblesse des infrastructures routières, et l'économie est fragilisée par une dépendance à l'exploitation minière et la présence de groupes armés.

Depuis le séisme, Ingris tente de maintenir un petit business de vente ambulante de produits cosmétiques qu'elle a rangés dans

une boîte en plastique, elle-même soigneusement conservée dans la tente qui lui sert de refuge. Sa fille essaye de suivre ses cours à distance car son collège, trop endommagé, a été fermé. Il en est de même de l'université technologique du Choco où la mère finissait un cursus d'ingénierie environnementale. Le sort de la famille est incertain. Ingris espère recevoir des dons de matériel pour reconstruire une maison. Même avec ça, il lui faudra trouver de quoi payer un maître d'œuvre.

### « Tout perdu »

Le président d'extrême droite élu en juin, Abelardo de la Espriella, a annoncé le début du versement d'aides au logement qui pourront s'établir jusqu'à environ 1 million de pesos colombiens (280 euros), soit peu ou prou la moitié du salaire minimum, pendant trois mois pour les personnes sinistrées. Mais ici, personne n'en a vu la couleur. Pas plus que dans le quartier Obrero, en périphérie nord de Quibdo. « *Les personnes qui vivent ici ont pour la plupart été déplacées au fil des années à cause des groupes armés, explique Carlos Fernando Jimenez, le chef de projet de l'organisation Action contre la faim dans le Choco, qui a notamment distribué de l'aide alimentaire aux habitants du quartier. La topographie y est accidentée, les constructions sont parfois artisanales, pas terminées, ou les matériaux de mauvaise qualité, ce qui explique que les dégâts causés sont plus importants.* »

Ici, une quinzaine de maisons se sont effondrées et une quarantaine ne sont plus habitables, détaille Eimer Andres Romaña, le président du conseil d'action communautaire. Lui-même a « *tout perdu* », alors qu'il désigne la maison de deux étages qu'il louait, et

dont une grande partie est détruite. De la Rubalise a été tendue ici et là pour interdire l'accès à des bâtiments jugés trop endommagés. De l'extérieur, le mal n'est pas toujours évident mais des inscriptions en rouge indiquent sur les façades le sort de chaque foyer : « Démolir », « Evacuer », « Usage restreint », « Non habitable », « Renforcer », « Murs effondrés »... Par endroits, ces inscriptions jouxtent les initiales « EGC », qui désignent la présence de l'Armée gaïtaniste de Colombie, la principale organisation paramilitaire et criminelle du pays, plus connue sous le nom de Clan del Golfo.

Les gens n'ont parfois nulle part où aller. A l'image de Leidy Yubeli, dont la maison, qu'elle habitait depuis sept ans et fruit d'années d'économies, est devenue trop dangereuse. Le sol s'est affaissé, et les murs sont lézardés de fissures béantes. « *La perte est grande* », lâche avec pudeur cette femme de 38 ans dont le mari est sorti glaner quelque travail comme ouvrier du bâtiment. Plus bas sur le même chemin pentu, Maria Mosquera Perrea, 61 ans, a fixé du bois entre les deux parois en briques des toiettes de sa maison, pour éviter qu'elles ploient sous le poids de la maison voisine, promise à la démolition, et qui, dans l'attente, menace de s'effondrer. « *Nous avons besoin de davantage de ma-*

**« Dans des grandes villes touchées, les gens peuvent faire des crédits. Ici, ils dépendent de l'Etat »**

**RAFAEL ANDRES BOLAÑOS PINO**  
maire de Quibdo

*chines pour démolir des bâtiments, dégager les décombres et stabiliser des talus qui présentent des risques d'éboulement, explique le maire de Quibdo, Rafael Andrés Bolaños Pino. Dans des grandes villes touchées comme Cali, les gens peuvent faire des crédits. Ici, les gens dépendent de l'Etat. »* Un Etat dont la présence est rare.

Dans le Choco, le tremblement de terre est venu s'ajouter à de nombreuses vulnérabilités. « *Notre communauté avait déjà des besoins. On a des problèmes sanitaires à cause des rats et des moustiques. Récemment, du fait des mines d'or, les chauves-souris quittent les zones déboisées et envahissent les maisons, l'eau des fleuves est contaminée...* », liste Jenny Mosquera Orehuero, la présidente du conseil d'action communautaire

de Plan de Raspadura, à 70 kilomètres au sud de Quibdo. Dans ce village de 1 500 habitants, il n'y a pas d'eau courante. Et celle apportée depuis le séisme par Action contre la faim, en association avec la fondation Veolia, n'est permise que par l'installation d'une station mobile de potabilisation.

### Spectacle crépusculaire

« *Celui qui se plaint doit se résigner, on doit se préparer à ce qu'il nous est donné de vivre* », philosophe Luz Dary, une habitante de 51 ans, assise devant sa maison, la main sur la poche gastrique qui lui a été posée à cause d'un cancer. Elle n'avait jamais vécu pareil séisme. A Plan de Raspadura, 50 maisons ont été détruites, une partie de l'église Divino Ecce Homo, lieu de pèlerinage pour la communauté afro-colombienne, a été arrachée et la crèche voisine a aussi été condamnée. Quelques kilomètres plus loin, à San Rafael El Dos, le collège offre un spectacle crépusculaire. Aucun élève n'a été blessé, assure un agent de sécurité qui surveille les abords, mais l'établissement n'est plus que l'ombre de lui-même : on y détaille des bureaux et des chaises abandonnés, des manuels détrempés par les pluies équatoriales... Ici, on dit que la chanteuse Shakira, à travers sa Fundación Pies Descalzados (« fondation aux pieds nus »), apportera

de l'aide. La star colombienne s'est rendue dans la région, le 18 août, en compagnie de philanthropes, promettant des investissements.

« *On a aussi eu la visite d'un vice-ministre et de l'organisation El Mito de Dios. On est identifié comme prioritaire mais pour le moment, on n'a rien reçu* », constate Yolanda Curi Palacios, 57 ans, coordinatrice du collège public San Joaquín, dans le village voisin d'Union Panamericana. Ici, moins de la moitié des classes sont encore accessibles aux 800 élèves et la cantine est fermée depuis que la réserve d'eau souterraine a été mise hors d'usage.

Alors, l'établissement fonctionne en demi-journée. Un pis-aller. « *L'après-midi, les parents travaillent à la mine d'or alors, bien souvent, les élèves sont laissés seuls et ne viennent pas* », regrette Yolanda Curi Palacios. Les enfants ne veulent surtout pas retourner à de l'enseignement en distanciel : « *Certains n'ont pas accès à un téléphone et la période du Covid-19 a laissé des séquelles en matière de savoirs académiques. Les élèves sont marqués émotionnellement. A chaque fois qu'on sent des répliques [au 8 septembre, quelque 300 avaient été enregistrées], il y a des mouvements de panique. On doit s'efforcer de ne pas pleurer.* »

**JULIA PASCUAL**

# A Orléans, un jardin devenu laboratoire du réchauffement

L'arboretum des Grandes Bruyères permet, par la diversité de ses variétés d'arbres, de tester leur résistance à la sécheresse et à la canicule

**A** première vue, ils vont bien. Il faut approcher des arbres pour s'apercevoir qu'ils ont souffert et continuent à subir. » En cet après-midi de septembre, Marie Degae, la guide et chargée de développement de ce « Jardin remarquable » – un label attribué par le ministère de la culture – de 14 hectares, ne quitte pas des yeux les feuillages des séquoias géants et des tulipiers de Virginie qui dominent le vaste arboretum des Grandes Bruyères, planté à Ingrandes, en forêt d'Orléans.

Au bout d'une petite allée, un pin sylvestre se dresse, partiellement déshabillé de ses aiguilles, brunies par l'été. Si un large parterre de trèfle, revigoré par les pluies récentes, a effacé le souvenir de trois mois de chaleurs extrêmes, les effets conjugués du manque d'eau et des canicules de l'été sur la futaie inquiètent Marie Degae.

« *Nous ne prendrons réellement la mesure des dégâts qu'au prin-*

*temps 2027. Pour le moment, il faut patienter, car les apparences peuvent s'avérer trompeuses*, souligne Thierry Lamant, dendrologue et expert arboriste pour l'Office national des forêts (ONF). Un arbre grillé, qui a perdu ses feuilles, est capable de repartir. En revanche, la combinaison des différents stress et la répétition des écarts de température peuvent conduire à sa mort. » Le botaniste estime que certains spécimens

**Scrutés rigoureusement, ces arbres qui s'épanouissent aux portes de la plaine de Beauce racontent ce que pourrait être la forêt de demain**

pourraient ainsi ne pas survivre à l'été 2026. Un zelkova du Japon, dont la silhouette et les feuilles dentelées rappellent celles de l'orme, déjà affaibli par les sécheresses précédentes et les tempêtes hivernales, et grignoté par les insectes ravageurs, a d'ailleurs été abattu fin août.

### Risque d'embolie létal

En lisière de domaine, à proximité d'une pièce d'eau artificielle, certains feuillages revêtent déjà leur robe rousse d'automne. D'autres, en réaction au déficit hydrique, se sont défoliés pour économiser leurs forces. Si la plante tourne au ralenti, la photosynthèse aussi s'interrompt, ce qui fait peser sur elle un risque d'embolie létal.

« *Cela agit comme des coups de soleil sur l'écorce, qui protège le système vasculaire de l'arbre*, observe Marie Degae. Sous l'effet de la chaleur, des nécroses se créent. Soit il arrive à cicatriser, soit il est amoindri et voit proliférer cham-

pignons et parasites. » C'est la promesse, alors, d'une longue agonie. « *Les étés précédents ont déjà fragilisé des arbres, les canicules de 2026 pourraient être celles de trop* », confirme la chargée de développement.

L'arboretum, façonné par un couple d'amoureux de la nature depuis la fin des années 1960, n'a plus rien de la friche forestière trouvée à l'abandon. Bernard et Brigitte de La Rochefoucauld, ses créateurs, avaient rêvé un jardin d'ornement : il est devenu un conservatoire d'espèces botaniques à la biodiversité foisonnante visité chaque année par près de 12 000 visiteurs, selon les chiffres communiqués sur place.

C'est un laboratoire à ciel ouvert pour les chercheurs de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et pour les experts de l'ONF. Dessinées à mesure que des graines d'espèces rares étaient rapportées du monde entier, ses parcelles expérimenta-

les permettent de tester la capacité d'adaptation d'arbres rapatriés du continent américain, du Moyen-Orient ou de l'Asie méridionale. « *Il faut miser sur des variétés provenant de milieux semi-arides, concentrés majoritairement entre le sud de la Californie et le nord du Mexique, capables de supporter toutes les variations de température et d'humidité* », explique Thierry Lamant, par ailleurs membre du conseil scientifique des Grandes Bruyères.

### Trop vite

Scrutés rigoureusement, ces arbres qui s'épanouissent aux portes de la plaine de Beauce racontent ce que pourrait être la forêt de demain. « *Nous faisons en sorte de bichonner ces espèces. Notre espoir est que ce que nous tentons de comprendre ici soit utile au plus grand nombre, mais notre vocation reste d'être un parc de collections : à charge aux forestiers, aux organismes publics ou aux gestionnaires privés qui le*

*souhaiteraient de les multiplier* », sourit Marie Degae.

Dans cette partie du Loiret, où prévaut un climat de type océanique altéré, ces arbres importés constituent déjà des solutions aux hêtres ou aux chênes pédonculés, emblèmes nationaux devenus inadaptés à leur nouvel écosystème. Le résultat d'une réflexion qui occupe les scientifiques depuis le milieu des années 1980 et les premières inflexions à la hausse de la courbe des températures.

Depuis, la France a continué à se réchauffer, trop vite pour que les espaces forestiers parviennent à s'adapter. « *Il nous reste une dizaine d'années seulement pour espérer mettre les gens à l'ombre*, dit Thierry Lamant. Nous n'avons plus le temps de nous poser des questions en espérant voir nos forêts continuer à s'adapter, ni pour fermer les portes à des espèces venues d'ailleurs. Il faut agir vite, sinon, nous allons dans le mur. »

**VICTOR RIALLAIS**





A l'université d'été du Parti socialiste, à Blois, le 29 août. GUILLAUME HERBAUT POUR « LE MONDE »

# Cinq candidats pour la primaire à gauche

Le scrutin doit désigner, d'ici au 17 octobre, le candidat de l'« espace social-démocrate » pour la présidentielle

Ils devaient être six, ils seront finalement cinq sur la ligne de départ de la primaire de « l'espace social-démocrate ». Olivier Faure, Jérôme Guedj et Ségolène Royal concourront sous les couleurs du Parti socialiste (PS); Raphaël Glucksmann au titre de Place publique et Emmanuel Maurel pour la Gauche républicaine et socialiste (GRS), lors du premier tour prévu les 9 et 10 octobre – le second tour est prévu les 16 et 17 octobre.

Selon les informations du Monde, mercredi matin, lors d'un bureau national, le député de l'Eure Philippe Brun, qui avait déposé ses parrainages pour concourir à la primaire, a été suspendu du PS à titre conservatoire. Ce vote intervient après « une saisine de la direction pour des faits graves susceptibles de relever du pénal ». Ce casting a été définitivement validé mercredi 16 septembre par le comité d'organisation de la primaire.

D'autres sont restés au bord du chemin. Comme le député de la Somme et fondateur du parti Debout!, François Ruffin, qui a redit son amertume, mardi. « Bon allez, fin de partie. Les éléphants ont peur d'une souris ! », a-t-il écrit sur les réseaux sociaux. Si le député a fait campagne publiquement, il n'a pas fait la démarche d'aller voir le comité d'organisation de la primaire, estimant que Raphaël Glucksmann et sa formation Place publique s'y seraient opposés.

Au sein du comité, on souligne les divergences de ligne avec l'ancien cadre de La France insoumise (LFI). « Comment Ruffin aurait-il pu participer à une primaire où il faut signer une charte qui demande à respecter les principes du

**La charte de la primaire exige que les perdants soutiennent ensuite le gagnant**

*Parti socialiste européen [PSE] ? Ce n'est pas sa position. Nous avons fait une primaire fondée sur un corpus idéologique »,* détaille le président du comité de coordination, Patrick Mennucci.

De fait, la charte, consultée par Le Monde, qui exige que les perdants soutiennent ensuite le gagnant, mentionne le PSE et précise que la ligne politique des candidats doit être fondée sur le « socialisme », la « social-démocratie » et l'Union européenne. Même si le député de la Somme s'était dit « social-démocrate » dans un entretien au Nouvel Obs de novembre 2022, il avait depuis pris ses distances avec ce qualificatif.

Autre personnalité écartée du processus, l'ancien maire PS de Châteaudun (Eure-et-Loir), Fabien Verdier, qui n'a repris sa carte au PS que très récemment et n'est pas parvenu à réunir les parrainages nécessaires, comme l'a précisé son entourage à l'Agence France-Presse. Quant au banquier d'affaires Matthieu Pigasse (membre du conseil de surveillance du Monde), il n'a pas réussi à aller au bout de sa candidature, affirmant s'être retrouvé face à « un bunker » et accusant les organisateurs, dont Olivier Faure et Raphaël Glucksmann.

Si les candidats sont déjà en campagne, les hostilités doivent

démarrer le 23 septembre lors d'une émission sur LCI au cours de laquelle ils seront confrontés à un « panel de Français ». Le 1<sup>er</sup> octobre, tous débattront en prime time, sur France 2 et France Inter. Une troisième émission sera organisée avant le premier tour, sur BFM-TV. Le processus sera-t-il attractif, alors que les non-adhérents des partis politiques concernés devront déboursier 15 euros pour y participer ? Les votants ont jusqu'au 5 octobre inclus pour s'inscrire. La taille du corps électoral sera l'un des enjeux-clés d'un scrutin verrouillé de prime abord.

## Se concentrer sur le fond

Dans un parti cartellisé comme le PS, qui recense actuellement 27 000 votants, selon Patrick Mennucci, cette primaire est de facto favorable à Raphaël Glucksmann, qui y compte de très nombreux soutiens. En plus du vote des militants de Place publique (entre 8 000 et 10 000 votants, selon une source interne). GRS, la formation politique d'Emmanuel Maurel, revendique environ 2 000 adhérents. « Entre les trois partis, nous ne serons pas loin des 50 000 votants. Et j'espère qu'avec les débats, il y aura finalement entre 80 000 et 90 000 votants », ajoute l'ancien député des Bouches-du-Rhône.

Maintenant que la ligne de départ est connue, les candidats vont devoir se concentrer sur le fond des propositions, qui peinent à émerger pour l'instant. Un premier point fait consensus : tous veulent s'attaquer aux rentiers et aux plus gros héritages. « C'est une bataille culturelle à mener face à la droite qui veut baisser les droits de succession des plus ri-

ches. Il faut reprendre la logique de l'ISF [impôt sur la fortune] et faire comprendre qu'on ne s'attaque pas à la petite maison familiale, mais aux 1 % des super-héritages, ceux au-delà de 2 millions d'euros », défend le sénateur socialiste de l'Oise Alexandre Ouzille, investi dans la campagne de Raphaël Glucksmann.

Une telle mesure dégagerait 15 milliards d'euros par an, selon les calculs des candidats, qui se divisent sur le fléchage de cette somme dégagée. Raphaël Glucksmann veut l'utiliser pour mettre en place une contribution sociale généralisée dégressive. Autrement dit, une baisse des charges sociales de façon à rapprocher le salaire brut du salaire net et à rendre du pouvoir d'achat aux Français, identifié comme une priorité pour la campagne. Olivier Faure, lui, s'y oppose, au motif que « c'est du salaire différé », répète-t-il, qui finance la Sécurité sociale. Emmanuel Maurel est sur la même ligne, rappelant que « les exonérations de cotisations coûtent déjà des milliards d'euros » à l'Etat.

Le premier secrétaire préférerait plutôt investir cet argent dans la transition écologique. Il souhaite aussi « suspendre le versement de

dividendes pour toute entreprise qui ne s'engage pas dans sa transformation écologique » et empêcher l'Etat de présenter un budget qui « demande plus à notre Terre que ce qu'elle peut nous donner ». Deux concepts théoriques dont il devra prouver la faisabilité. Egalement engagé sur la question environnementale, Raphaël Glucksmann, qui a demandé à l'écologiste Yannick Jadot de présenter d'ici début octobre un plan des « cent jours de la révolution écologique », devra, lui aussi, apporter des idées concrètes.

## Enjeux stratégiques

Chaque candidat s'attachera aussi à cultiver sa singularité. Le député de l'Essonne Jérôme Guedj, chef de file des socialistes lors des dernières discussions sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, veut porter les sujets de santé et de vulnérabilité. Au cœur de sa proposition, l'idée d'une « sécurité sociale intégrale », qui aurait comme conséquence la fin des mutuelles. Quant à Emmanuel Maurel, il projette de « décliner trois ruptures : la démondialisation, la démarchandisation, en sortant du tout-marché, et la démocratisation, avec plus de participation directe et citoyenne, ou en donnant plus de pouvoir aux salariés ».

Seule femme de la compétition, Ségolène Royal devrait cristalliser l'attention. L'ancienne candidate à la présidentielle de 2007, que plusieurs adversaires craignent pour son caractère « no limit », a fait de « l'ordre juste » son cheval de bataille. L'ex-ministre de l'environnement répète qu'elle n'a « rien à prouver » à travers cette candidature et promet une « France tranquille », sans mouve-

ments sociaux, mais sans réel programme pour l'instant.

Au-delà des thématiques de fond, les enjeux stratégiques pour la présidentielle devraient aussi rythmer les débats de la primaire. La publication, le 13 septembre, de l'enquête électorale réalisée pour Le Monde par Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, plaçait Raphaël Glucksmann entre 11,5 % et 13,5 % des intentions de vote au premier tour, selon les hypothèses, contre entre 4,5 % et 5,5 % pour Olivier Faure. De quoi peser sur le scrutin mais aussi placer une cible sur le coprésident de Place publique, dont les équipes craignent un « front anti-Glucksmann » durant la primaire.

Autre question cruciale, celle des futures alliances avec LFI, alors que des législatives devraient logiquement suivre le scrutin présidentiel. Raphaël Glucksmann ou Jérôme Guedj y sont radicalement opposés, pas Olivier Faure. Interrogé sur BFM-TV pour savoir s'il « pourrait y avoir des ministres LFI dans un gouvernement Faure », le premier secrétaire a éludé la question et refusé d'exclure d'emblée des discussions avec la première force de gauche de l'Assemblée nationale. Il compte même fièrement revendiquer l'héritage de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, en 2022, et du Nouveau Front populaire, en 2024. Un signal envoyé à des élus socialistes qui jouent ces prochaines années leur élection ou leur réélection. ■

SANDRINE CASSINI  
ET ROBIN RICHARDOT

**Les candidats vont devoir se concentrer sur le fond des propositions, qui peinent à émerger pour l'instant**



# La campagne se tend à droite et au centre

Les divisions entre Attal, Philippe et Retailleau inquiètent leurs camps

Edouard Philippe trébuche, Gabriel Attal saisit la balle au bond, pour le plus grand plaisir de Bruno Retailleau. Il aura suffi d'une vidéo tronquée du candidat Horizons dissertant sur l'hypothèse d'« un système dans lequel le président est élu en mai et prend ses fonctions en septembre », pour qu'il soit pris à partie. « *Je ne dis pas que [le président élu] doit prendre trois mois de vacances, mais franchement, une semaine, deux semaines, ça ne fait pas de mal avant de repartir* », a déclaré l'ancien premier ministre dans un podcast de l'entrepreneuse Pauline Laigneau, mis en ligne le 7 septembre.

Trois jours plus tard, le Rassemblement national (RN) a profité de la viralité de l'extrait pour attaquer le prétendant à l'Élysée le mieux placé de la droite et du centre, en lui accolant le surnom d'« Edouard le flemmard ». Son challenger Gabriel Attal ne s'est pas privé d'enfoncer le clou. « *Moi, je considère que la France n'a plus une minute à perdre (...). Faut que ça bouge, tout de suite!* », a appuyé le secrétaire général de Renaissance, le 11 septembre, lors de la rentrée des Jeunes Agriculteurs à Metz. Le lendemain, au même endroit, Edouard Philippe a feint l'indifférence. « *Moi, je ne suis pas du tout dans l'excitation, je ne suis pas du tout dans l'agressivité* », a-t-il répondu, sous-entendant que son cadet trentenaire était un « *homme trop pressé* ». Cette acrimonie qui s'enracine entre les deux ex-chefs du gouvernement n'a pas échappé au camp Retailleau. « *Attal a plus ou moins les mêmes électeurs que Philippe. Ces derniers risquent de ne pas apprécier son agressivité* », relève un proche du président du parti Les Républicains (LR).

Ainsi va la campagne présidentielle de la droite et du centre, qui voit concourir ses trois principaux chefs de parti (Horizons, Renaissance et LR) : depuis le prin-

temps, ces prétendants à la succession d'Emmanuel Macron sont engagés dans une guerre de position qui pourrait durer jusqu'au début de l'année 2027. Pendant que les deux anciens locataires de Matignon sont englués dans leur duel, l'ancien ministre de l'intérieur estime, lui, avoir le champ libre pour occuper le créneau d'une droite radicale qui lorgne l'extrême droite. « *Que les candidats du bloc central s'arrangent entre eux, mais moi je ne suis pas centriste* », a asséné Bruno Retailleau, ce week-end, auprès du *Journal du dimanche*.

Le climat de division inquiète les cadres et les élus de ces formations politiques. « *Gabriel Attal et Bruno Retailleau sont de plus en plus éloignés par leurs positionnements. Pour les ramener dans le même périmètre qu'Edouard Philippe, il va falloir un sacré électrochoc* », alerte le chef de file des sénateurs centristes, Hervé Marseille.

## Attal « va-t-en-guerre »

Ce danger de la fragmentation à droite et au centre est confirmé par l'enquête électorale réalisée du 3 au 9 septembre pour *Le Monde* par Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs, en partenariat avec le Centre de recherches politique de Sciences Po, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne. Edouard Philippe a beau bénéficier d'une avance notable sur ses concurrents, oscillant entre 14 % et 21 % des intentions de vote au premier tour, son socle reste bien plus friable que ceux des candidats du RN et de La France insoumise (LFI). Sans union, la menace d'un second tour entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon – tous deux se présentent pour la quatrième fois – devient tangible.

Comme dans un jeu de vases communicants, la dynamique électorale espérée par le candidat Horizons dépend du retrait de Gabriel Attal et, dans une moindre

mesure, de celui de Bruno Retailleau. « *L'enjeu pour Edouard Philippe, c'est d'être identifié par les électeurs de la droite et du centre comme un candidat utile* », résume un membre de l'équipe de campagne du maire du Havre (Seine-Maritime). Un ministre compare le choix pour Edouard Philippe à un « *vote d'élimination* » : « *Voteront pour lui ceux qui ne veulent pas d'Attal, pas de Retailleau... Philippe est aujourd'hui le moins mauvais des candidats.* »

Ces sondages, qui auraient dû asseoir son leadership, ne suffisent pas à le légitimer auprès de sa famille politique. Ces doutes ont redonné du souffle aux partisans de l'organisation d'une primaire. Face à la formation de ce front anti-Philippe, le maire du Havre s'efforce d'incarner une figure rassembleuse. Il a ainsi proposé une rencontre à la Toussaint, conviant des ténors de la droite et du centre, du président du MoDem, François Bayrou, au président du parti Nouvelle Énergie et maire de Cannes (Alpes-Maritimes), David Lisnard, lui aussi candidat.

C'est une nouvelle brique dans son entreprise de réunification après son appel à la construction d'un « parti unique » ou d'une

**Chacun cherche à se défaire du stigmate macroniste, au risque de voir la campagne cannibalisée par cet enjeu**

« *confédération* », fin août. « *Même pas en rêve!* », a tonné Gabriel Attal en privé, multipliant les appels auprès de ses homologues. Pour barrer la route à Edouard Philippe et marquer son antagonisme avec Bruno Retailleau, le secrétaire général de Renaissance prône depuis peu un rassemblement « *de la droite républicaine à la gauche* » à l'instar de François Bayrou. Les deux hommes partagent la conviction que la seule union du centre et de la droite « *c'est trop étroit pour gagner, trop étroit pour gouverner.* »

Dans l'entourage d'Edouard Philippe, on se méfie de plus en plus du député des Hauts-de-Seine et de ses proches jugés « *capables de tout* » et « *va-t-en-guerre* ». En se

démultipliant comme un « *lapin Duracell* » de foires estivales en bistrot, avec des propositions toujours plus « *radicales* », Gabriel Attal joue son va-tout, observe un membre de l'exécutif, qui juge le contraste saisissant avec la campagne mesurée du maire du Havre : « *Si on ne fait pas du judo avec l'actualité, on ne décolle pas* ». Le déploiement tous azimuts du chef de file de Renaissance ne lui a pas permis de progresser dans les sondages. Mais il a bousculé son prédécesseur à Matignon.

## « Asphyxier Retailleau »

Edouard Philippe, qui a renoncé à dévoiler son « *projet massif* » promis au printemps, égraine désormais au compte-gouttes les mesures de son programme. Fin août, il avait choisi Mayotte afin de préempter le sujet migratoire. Après l'éducation et la lutte contre le narcotrafic, il présentera, jeudi, sa vision de la lutte contre le changement climatique. Et dévoilera, d'ici à la fin du mois, sa réforme des retraites, qui suscite nombre d'interrogations.

« *Quand vous êtes un candidat sérieux, vous ne restez pas dans l'ambiguïté pour en dire le moins possible afin de garder votre*

*avance* », critique le porte-parole de Bruno Retailleau, Othman Nasrou. Mais les partisans d'Edouard Philippe sont soucieux de maintenir des relations cordiales. Même lorsque le candidat de LR marche sciemment sur les plates-bandes du RN, y compris sur l'Etat de droit, le candidat d'Horizons manie les circonlocutions pour le ménager. « *L'idée, c'est d'abord d'asphyxier Retailleau* », glisse un stratège philippiste qui assume de mener une campagne de premier tour focalisée sur les préoccupations de la droite – immigration, sécurité, orthodoxie budgétaire. En parallèle, les ralliements doivent essouler le président de LR, ainsi que Gabriel Attal, dont les campagnes représentent sur de petits cercles de fidèles.

Convaincu que la nécessité de l'union prévaudra, le candidat Horizons ne s'offusque pas des rebuffades essuyées après sa main tendue. « *Ce serait coupable de ne pas réfléchir avec qui on gouverne, pourquoi, et sous quelle forme. Ce sont des choses qui ont été sous-estimées ces dix dernières années* », appuie son codirecteur de campagne, Gilles Boyer.

A l'heure où le désir de rupture domine dans l'opinion en vue de 2027, chaque candidat cherche d'abord à se défaire du stigmate macroniste, au risque de voir la campagne cannibalisée par cet enjeu. De quoi brouiller encore un peu plus l'identité du bloc central, qui peine à se définir par lui-même. « *Macron a généré cette situation, accuse le maire de Meaux (Seine-et-Marne), Jean-François Copé (LR). En gouvernant selon le "en même temps", en détruisant systématiquement tous ceux qu'ils promouvaient, en provoquant la dissolution [de l'Assemblée nationale] et en négligeant d'organiser la majorité présidentielle.* »

Edouard Philippe, qui préfère parler de son propre bilan à Matignon en invisibilisant le président de la République, se projette dans une recomposition politique à même de rétablir le clivage traditionnel entre la gauche et la droite. Gabriel Attal, lui, revendique sa filiation avec « le dépassement », mais allonge chaque jour la liste des « *échecs* » et des « *angles morts* » des deux quinquennats – réformes institutionnelles, des retraites, politiques de la jeunesse, régaliennes, du logement... – en signe de repentance. Enfin, Bruno Retailleau s'échine à renier son expérience gouvernementale sous Emmanuel Macron. Mais pour le président du groupe des députés LR, Laurent Wauquiez, aucun des trois candidats n'échappera à un « *devoir d'inventaire du macronisme* », une des conditions « *préalable au rassemblement* ». ■

MARIAMA DARAME  
ET MARIE POUZADOUX



## CHRONIQUE

SOLENN DE ROYER

## De la difficulté de faire campagne sans être candidat

IL N'Y A JAMAIS eu autant de candidats à une présidentielle : plusieurs dizaines. Il y a les officiels, déjà déclarés. Et les putatifs ou conditionnels, qui cherchent comment se faire entendre et le bon moment pour se lancer. Depuis la fin de l'été, Bruno Le Maire effectue une tournée pour promouvoir son manifeste « *pour une autre France* », publié le 23 août. Pour l'ancien ministre de l'économie, qui s'était présenté à la primaire du parti Les Républicains (LR) de 2016 sous le signe du « *renouveau* », le redressement doit passer par un bouleversement institutionnel : d'un côté, un Etat qui se concentre sur des priorités fortes et délègue le reste ; de l'autre, une fédération d'Etats-nations à six (France, Allemagne, Italie, Espagne, Pologne et Pays-Bas) pour peser au sein de l'Union européenne.

Si ses propositions, qu'il a encore développées, dimanche 13 septembre sur RTL, rencontrent un écho chez les Français, et s'il parvient à se défaire de l'étiquette qui lui colle à la peau (« *l'homme aux 1 000 milliards de déficit* »), Bruno Le Maire sera candidat. Sinon non. Même attentisme chez Xavier Bertrand,

qui a dit qu'il serait candidat, oui, mais... pas tout de suite. Pour le président de la région Hauts-de-France, défait à la primaire de LR en 2022, faire campagne sans être candidat est le moyen de « *tester ses idées grandeur nature* » et de tenter d'agréger. Fort de son combat électoral gagné deux fois contre le Rassemblement national, aux régionales de 2015 et de 2021, il attend la fin de l'année pour monter sur le ring. Sa candidature dépendra de sa capacité à créer le débat autour des propositions qu'il prépare et d'un éventuel décrochage d'un ou de plusieurs candidats occupant le même espace politique – Edouard Philippe pour Horizons, Gabriel Attal pour Renaissance et, dans une moindre mesure, Bruno Retailleau pour LR.

A gauche, François Hollande attend, lui aussi, la fin de l'année pour dévoiler ses intentions. L'ancien président de la République fait le pari du recours, en cas d'échec de la primaire sociale-démocrate, ou d'effondrement sondagier du vainqueur. En attendant, il peaufine son offre, qui passe par un aggiornamento et un glissement vers le centre, sur une ligne économique plus favo-

rable au travail et à la compétitivité et actant les limites de l'ancienne stratégie d'union de la gauche. L'ancien chef de l'Etat a loué un local de campagne et multiplie les déplacements, sans savoir s'il pourra être candidat.

## Aucun décrochage décisif

D'autres encore tournent autour du ring, sans y monter : François Baroin, Jean-Louis Borloo, Dominique de Villepin, Bernard Caze-neuve, qui a envoyé une longue lettre aux Français et entretient l'ambiguïté sur le statut de sa candidature (déclaré ou pas), ou Elisabeth Borne, qui souhaite que « *le centre soit représenté* » en mai 2027. Du 18 au 20 septembre, le président du Mouvement démocrate, François Bayrou, invite à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse) une partie de ces vrais-faux candidats – Xavier Bertrand, Jean-Louis Borloo, Elisabeth Borne, Thierry Breton et Bernard Caze-neuve – pour « *un rendez-vous de ceux qui veulent un autre chemin* » pour la présidentielle.

La multiplication de ces candidatures potentielles dit l'affaiblissement des partis traditionnels, qui ne parviennent pas à imposer une ligne et une seule incarna-

tion à leurs membres. Au moins, tous semblent d'accord sur un point : pour « *desserrer les deux mâchoires Le Pen-Mélenchon* », il faudra une offre « *forte* », qui « *impacte* », alors que les Français ont un profond désir de changement et de radicalité, comme l'indique la troisième vague de l'enquête électorale réalisée pour *Le Monde* par Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, publiée le 13 septembre.

« *Si c'est "more of the same" ["du pareil au même"], l'offre ne sera pas suffisante pour desserrer l'étau* », juge Bruno Le Maire. « *Je ne présente pas un programme qui serait celui de 2012 en mieux* », répète François Hollande. Encore faut-il pouvoir se faire entendre. La fragmentation du paysage médiatique et l'affaiblissement des grands rendez-vous fédérateurs – en vingt ans, le « 20 heures » a divisé par deux ses chiffres d'audience – sont un handicap pour tous ceux qui aimeraient que leurs idées structurent le débat public, et plus encore pour ces candidats en suspens, qui cherchent à exister.

Ces derniers se heurtent à un autre écueil. Leur stratégie est liée aux mouvements de l'opinion. Ils attendent que le paysage se clarifie afin de se lancer : un décrochage d'Edouard Philippe ou de Gabriel Attal pour les uns, l'échec du candidat issu de la primaire sociale-démocrate pour les autres. Xavier Bertrand le théorise : il veut être « *un candidat à la place, pas un candidat de plus* ». François Hollande, lui, guette le « *trou de fourmi* ». Autrement dit, chacun attend qu'une place se libère.

Or la rentrée n'a pas apporté la clarification qu'espéraient les stratèges du bloc central avant l'été. Les lignes bougent peu. Aucun décrochage décisif ne vient redistribuer les cartes. Si le départage entre les uns et les autres est lié aux dynamiques d'opinion, comment peut-il s'opérer en l'absence de dynamique ? L'automne s'annonce comme un triangle des Bermudes, où plus d'une ambition présidentielle pourrait se perdre. En attendant, la multiplication des candidats en embuscade complique encore un peu plus une équation présidentielle déjà trouble et à haut risque. ■



# Darmanin tente de se ménager un avenir politique

Le ministre de la justice veut incarner la « droite sociale » auprès d'Edouard Philippe. Tout en préparant la suite

Gérald Darmanin ajoute son grain de sel à la campagne d'Edouard Philippe. Dimanche 30 août, à Tourcoing (Nord), le ministre de la justice assaisonne les frites servies par le candidat à l'élection présidentielle devant un rideau de caméras et d'objectifs. « *Voilà à quoi je sers dans cette campagne!* », lance-t-il, rieur, après avoir incité le président d'Horizons à se montrer plus « *généreux* » dans les portions servies.

Les deux anciens comparses de l'Union pour un mouvement populaire (UMP, l'ancien nom du parti Les Républicains) ont mis en scène leur tandem, à l'occasion de la rentrée politique de Gérard Darmanin, pour officialiser le soutien de ce dernier à son « *ami de vingt ans* ». Un ralliement conséquent salué par Edouard Philippe, engagé dans une campagne où le bloc central, pour l'heure dispersé, a de son propre aveu « *le vent de face* ». A sept mois de l'élection suprême, Gérard Darmanin ne cesse, lui aussi, d'alerter sur le risque de la marginalisation en cas de défaite de son camp face au Rassemblement national et à La France insoumise. « *Ce ne sera pas simplement la victoire de Marine Le Pen ou de Jean-Luc Mélenchon, ça veut dire que nous ne serons même pas l'opposition* », a-t-il mis en garde dans un entretien à *La Voix du Nord*, le 17 août.

## « Moments difficiles »

Après dix ans passés dans les arcanes du pouvoir macroniste, le ministre de 43 ans éprouve le vertige de cette fin de règne. En appelant durant des mois à l'organisation d'une primaire de la droite et du centre, le garde des sceaux a espéré un temps pouvoir prétendre à la succession d'Emmanuel Macron. Mais l'entrée en lice des trois principaux présidents de partis de la droite et du centre (Gabriel Attal pour Renaissance, Edouard Philippe pour Horizons et Bruno Retailleau pour Les Républicains) a obstrué son avenir élyséen.

Alors qu'il s'exclamait, le 13 mai, au micro de France Inter: « *Inch' Allah, inch' Allah* », entretenant sciemment le doute sur ses ambitions présidentielles, Gérard Darmanin a fini par se résoudre durant l'été à « *ne pas ajouter de la division* », considérant qu'Edouard Philippe se trouve « *le mieux placé* » dans les sondages. Le loca-

**Après dix ans dans les arcanes du pouvoir macroniste, le ministre éprouve le vertige de cette fin de règne**

taire de la place Vendôme a vu son choix scellé par le retentissement de l'affaire du meurtre de Lyhanna – du nom de la collégienne de 11 ans assassinée fin mai dans le Gers. « *Les mésaventures de son ministère, de l'affaire Lyhanna à la lettre adressée à Laurent Nuñez* [datée du 29 juillet, et qui dévoile les défaillances dans la prise en compte des violences faites aux mineurs], *en passant par la colère des syndicats de magistrats et de police, l'ont affaibli ces derniers mois. Il a compris qu'il ne pourrait pas y aller* », commente un chef de parti du bloc central.

Gérald Darmanin, lui, nie avoir été fragilisé par la révélation des dysfonctionnements de la chaîne pénale dans cette affaire. « *Ce n'est pas dans des péripéties que l'on tire des conclusions politiques qui engagent un pays ou soi-même* », a-t-il répondu à *La Voix du Nord*, arguant avoir vécu « *plein (...) de moments difficiles* », en dix ans de vie ministérielle. Alors, comment exister autrement? D'abord, en faisant valoir sa « *loyauté* » auprès d'Edouard Philippe, qui dès son arrivée à Matignon en 2017 a fait de lui son ministre de l'action et des comptes publics. Ensuite, en misant sur sa sensibilité de « *droite sociale* », alors que l'ancien premier ministre (2017-2020) a des vues plus libérales. Outre la défense d'une ligne ferme en matière de sécurité et d'immigration, le garde des sceaux espère jouer auprès du maire du Havre (Seine-Maritime) le rôle d'« *aiguillon social* » qu'a occupé son modèle Philippe Séguin en 1995 auprès de Jacques Chirac.

La retraite à 67 ans, un temps évoquée par Edouard Philippe? Gérard Darmanin la juge trop brutale. Il exhorte le candidat à la présidentielle à s'adresser aux classes populaires, pour mieux rompre avec son image de technocrate, sans quoi « *il sera battu* ». A Tourcoing, Gérard Darmanin a dressé un portrait élogieux de son compagnon de route, tout en



Gérald Darmanin, lors de sa rentrée politique à Tourcoing (Nord), le 30 août. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

reconnaissant qu'il « *l'aime pour les qualités pour lesquelles les gens ne l'aiment pas* ».

Loin d'être un blanc-seing, ce soutien a réveillé au sein du bloc central les suspensions sur les intentions réelles de Gérard Darmanin. Nombre de cadres ironisent sur ses commentaires doux-amers, prononcés en public ou en aparté, trahissant l'inquiétude qu'Edouard Philippe ne finisse par incarner qu'un vote par défaut. Aucun d'entre eux n'a oublié qu'au printemps Gérard Darmanin questionnait encore le désir du Normand de faire campagne. A la même période, les soutiens d'Edouard Philippe voyaient pourtant en Gérard Darmanin le directeur de campagne idéal. Une offre déclinée par ce dernier, au motif qu'elle n'était « *pas de son niveau* », selon l'un des proches de celui qui a déjà occupé cette fonction auprès de Nicolas Sarkozy, lors de la primaire de l'UMP en 2016.

Ce message a été entendu par Edouard Philippe, qui rêve de fé-

dérer la droite et le centre: il a confié à ce fin connaisseur de la carte électorale la négociation des investitures de son parti aux futures élections législatives. « *Son expérience, sa capacité à parler avec tout le monde lui conféreront un rôle assez central* », loue-t-on dans l'entourage du candidat du parti Horizons.

## « Le premier matelot »

En cas de victoire, certains imaginent Gérard Darmanin briguer la présidence de l'Assemblée nationale, ou même s'installer à Matignon. Dans *La Voix du Nord*, Gérard Darmanin a suggéré Xavier Bertrand comme potentiel premier ministre d'Edouard Philippe – sans même prévenir le principal intéressé, qu'il avait pourtant croisé la veille. Mais l'ancien maire de Tourcoing, à qui le poste de chef de gouvernement a échappé plusieurs fois sous Emmanuel Macron, n'a pas dit son dernier mot. N'a-t-il pas affirmé qu'il serait « *le premier matelot* » du Havrais?

**« Je ne crois pas qu'on fait des choix en politique par amitié, mais je sais que ça compte »**

ÉDOUARD PHILIPPE  
candidat à la présidentielle

En cas de déroute électorale, beaucoup imaginent Gérard Darmanin se placer à la manœuvre de la recomposition politique qui naîtra des scrutins de 2027. En bon pragmatique, le ministre anticipe toutes les éventualités. « *Si jamais, par malheur, on n'est pas élu à la présidence de la République, il faudra bien incarner une opposition* », s'épanche-t-il auprès de plusieurs interlocuteurs. Chez Horizons, on affirme qu'il est normal que « *tout le monde joue la suite* ». Edouard Philippe rassure,

en privé: « *Je ne crois pas qu'on fait des choix en politique par amitié, mais je sais que ça compte.* »

Un membre de l'équipe de campagne du candidat préfère voir dans les calculs de Gérard Darmanin le symptôme de son pessimisme chronique. Déjà, en janvier 2017, dans une tribune publiée par le quotidien *L'Opinion*, celui qui était alors secrétaire général adjoint du parti Les Républicains prédisait le pire en cas d'élection d'Emmanuel Macron: « *Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif. Son élection, ce qu'au diable ne plaise, précipiterait la France dans l'instabilité institutionnelle et conduira à l'écatement de notre vie politique. Alors, dans ce vide, le populisme le plus abject arrivera, celui de Mme Le Pen. A n'en point douter.* » Une telle prophétie ne l'avait pas empêché de rallier, quelques mois plus tard, le nouveau président de la République. ■

MARIAMA DARAME  
ET MARIE POUZADOUX

## Bruno Retailleau repart sur le terrain du pouvoir d'achat

Le candidat Les Républicains a rappelé ses principales mesures pour augmenter les salaires et faire baisser les prix de l'énergie et de l'essence

La politique est l'art de la réputation, mais aussi de l'adaptation. Même lieu, même thème mais autre contexte. Huit mois après une première conférence de presse intitulée « *Travail gagnant* », Bruno Retailleau a remis sur la table ses propositions sur le pouvoir d'achat, mardi 15 septembre, au siège parisien de son parti, Les Républicains (LR). Plutôt qu'une rediffusion, l'entourage du candidat à l'élection présidentielle de 2027 avance une « *mise à jour* » et admet que le premier exercice un brin technique était passé sous les radars.

« *Les Français commencent tout juste à avoir la tête à 2027* », explique un des conseillers de l'ancien ministre de l'intérieur. Ils ont aussi la tête levée en direction des totems à l'entrée des stations-service. Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen y sont déjà allés de leurs idées pour soulager le portefeuille des Français. Le candidat « *insoumis* » à la présidentielle propose de bloquer les prix des

carburants à la pompe (à 1,70 euro le litre d'essence et 1,80 euro le gazole) quand celle du Rassemblement national (RN) plaide pour baisser le taux de TVA sur l'énergie et les carburants de 20 % à 5,5 %.

Impossible de laisser le champ libre à ces « *bonimenteurs* », coupe Bruno Retailleau. « *Ce que propose M. Mélenchon, c'est tout simplement la pénurie assurée* », avance-t-il. Toujours prompt à vanter le « *sérieux* » de son projet, le président de LR a donc décidé, « *dans le week-end* », d'organiser cette conférence de presse. Une version plus courte, plus rythmée et sans l'avalanche hivernale de chiffres et de diapositives présentées en janvier. Le candidat s'est cette fois-ci efforcé de formuler des propositions concrètes.

Le patron de la droite promet ainsi de réduire les prix à la pompe de « *15 à 17 centimes d'euro par litre* ». Pour obtenir cette ristourne, M. Retailleau souhaite supprimer les certificats d'économie d'énergie (CEE). Ce dispositif

**Le patron de la droite promet de réduire les prix à la pompe de « 15 à 17 centimes d'euro par litre »**

oblige les fournisseurs d'énergie à financer des actions de réduction de la consommation d'énergie, d'amélioration de l'efficacité énergétique et de développement de la mobilité électrique.

Créé en 2005, le CEE est un dispositif fondé sur le principe du pollueur-payeur et sur la loi du 2 février 1995, portée à l'époque par Michel Barnier, ministre de l'environnement et aujourd'hui soutien de Bruno Retailleau. Celui-ci propose aussi d'abroger – comme Marine Le Pen – la troisième loi de programmation pluriannuelle de l'énergie. Son tort? Ce plan serait trop favorable aux énergies re-

nouvelables subventionnées, avec pour conséquence, selon le candidat LR, « *de rajouter trois mois de plus sur la facture des Français* ».

## « Crise grave »

Bruno Retailleau le revendique. Il est le « *candidat qui augmentera le pouvoir d'achat des Français sans 1 euro de dette en plus* ». Un pouvoir d'achat grevé notamment par un poste de dépense, celui du logement. En la matière, ses propositions sont, pour certains, proches de celles formulées par Marie Le Pen, dimanche 13 septembre. Pour « *lever les verrous normatifs* », le sénateur de Vendée souhaite supprimer le zéro artificialisation nette (ZAN) et l'obligation de diagnostic de performance énergétique (DPE), mais aussi durcir la lutte contre les squats et mettre fin à l'encadrement des loyers.

La différence avec la candidate RN serait ailleurs. Sur le terrain de la compétence, argument cher à la droite pour renvoyer le RN à son

amateurisme supposé. « *Quand Marine Le Pen présente son plan logement, elle ne donne pas un seul chiffre* », souffle un cadre de la campagne Retailleau. Autre différence, cette dernière propose d'accorder la priorité aux seuls Français pour l'accès au logement social. Bruno Retailleau ne va pas sur ce terrain. Le candidat l'assume, il ne cherche pas à faire une campagne positive. « *Les conditions d'une crise grave sont déjà enclenchées. Si rien ne change, nous pourrions connaître un scénario à la grecque* », prévient Bruno Retailleau, décrivant des Français obligés de « *compter chaque euro quand ceux qui les gouvernement ont mis l'Etat en faillite* ». Une pierre dans le jardin de ses deux rivaux du bloc central, Edouard Philippe et Gabriel Attal, qu'il désigne – sans les nommer – comme les « *candidats rafistoliers* ». Pour faire mieux que « *rafistoler* », Bruno Retailleau entend mener une politique axée sur la revalorisation du travail et sur le pouvoir d'achat. Mardi, il a eu l'oc-

casion d'expliquer à nouveau son idée de « *deux mois de salaire en plus* » à tous les Français en contrepartie de « *trente minutes de plus de travail chaque jour* ». Sur le papier, la mesure paraît alléchante: sortir des 35 heures avec l'instauration d'un seuil « *zéro cotisation* » pour les heures travaillées au-delà de 1623 heures annuelles. A partir de la 36<sup>e</sup> heure travaillée, le brut serait alors égal au net. Reste à en mesurer les possibles effets d'aubaine et son application selon la taille des entreprises. Et surtout à emporter l'adhésion des Français.

Energie, éducation, travail, réforme de la Constitution... Bruno Retailleau accumule les propositions, a publié plusieurs livres thématiques, mais peine à décoller dans les sondages. Il est donné au premier tour à 7 % dans l'enquête électorale réalisée par ipsos BVA-CESI pour *Le Monde*. A croire que, comme le travail, le « *sérieux* » ne paye pas toujours en France. ■

ALEXANDRE PEDRO



# Marine Le Pen consolide son ancrage chez les retraités

Le RN s’attache à marquer son soutien à un électorat jusqu’ici rétif au discours d’extrême droite

Quelle aubaine ! Deux des pistes prioritaires du gouvernement pour réduire le déficit menaceraient le pouvoir d’achat des retraités : la désindexation des pensions est évoquée, comme la suppression de l’abattement de 10 % sur le revenu fiscal des retraités. Impossible, pour le Rassemblement national (RN), de rater une telle passe décisive. Lundi 14 septembre, Jean-Philippe Tanguy transforme l’essai sans trembler : « Là, c’est une ligne rouge ! », prévient sur TF1 le député de la Somme, sautant sur l’occasion de défendre ce grand contingent d’électeurs. Et de le justifier par l’inclusion baroque des retraités dans « la France du travail » qui devrait être préservée de toute hausse d’impôt.

Comme chaque automne, l’extrême droite devrait faire de la défense des retraités sa ligne directrice lors de l’examen du budget

au Parlement. Toucher à leurs pensions serait une source d’importantes économies, dans un contexte de chasse aux milliards d’euros ; mais un obstacle dans la tentative de faire tomber ce « *plafond en béton armé* » – selon le mot de l’idéologue de l’« union des droites », Patrick Buisson – qui a barré l’accès de Marine Le Pen à l’Elysée, en 2017 puis 2022 : le vote des retraités.

« Les retraités [sont] un électorat qui a besoin d’être rassuré plus qu’un autre, et on a su leur parler »

JEAN-LIN LACAPELLE  
membre du bureau national du RN

En 2024, la présidente du groupe RN à l’Assemblée nationale avait censuré le premier ministre, Michel Barnier, parce qu’il voulait sous-indexer les pensions supérieures au smic – soit les augmenter moitié moins que l’inflation. Une position électoraliste assumée à l’époque par Jean-Philippe Tanguy, compte tenu « *du poids des retraités dans l’électorat des Français* [entre un tiers et la moitié des votants] *et du RN* ».

« **Alerte rouge** » Ironie de la vie politique, en 2024, le RN avait proposé, lui aussi, de supprimer l’abattement de 10 % sur le revenu fiscal de référence des retraités, instauré en 1978, qui coûte 6 milliards d’euros par an – l’amendement proposait de le remplacer par un abattement forfaitaire de 1000 euros. Il avait été prestement supprimé. Jean-Philippe Tanguy avait osé en parler en direct sur BFM-TV. Il s’en souvient encore : « *Dans l’après-midi, mon équipe m’a appelé pour me dire “Alerte rouge”. On recevait des e-mails, des appels à la permanence pour protester.* » D’autres députés avaient immédiatement eu des retours négatifs de leur électorat retraité en circonscription.

Une autre piste évoquée en interne, consistant en un mécanisme d’indexation des pensions concentrant les efforts sur les plus aisés, avait également été rejetée par Marine Le Pen. De la même manière, la candidate se fait fort d’abaisser encore la fiscalité sur les successions, une autre priorité de l’électorat âgé. La rigueur budgétaire y perd ce que le RN y gagne dans l’électorat retraité. Dans la troisième vague de l’enquête électorale réalisée pour *Le Monde* par Ipsos BVA-CESI Ecole d’ingénieurs, en partena-

riat avec le Centre de recherches politique de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l’Institut Montaigne, publiée dimanche 13 septembre, les intentions de vote des retraités en faveur de Marine Le Pen sont quasiment au niveau de l’ensemble de l’électorat, à 30 % (contre 33 %). En affinant en fonction de la catégorie socioprofessionnelle, les retraités CSP+ voteraient à 21 % pour Marine Le Pen, contre 38 % pour les CSP-.

Le politologue Luc Rouban, du Cevipof, distingue deux évolutions dans la montée du vote des retraités à l’extrême droite, qui correspond toujours à une radicalisation de l’électorat de droite. Le phénomène a d’abord concerné les retraités CSP-, entre 2012 et 2017 (de 17 % à 30 % des voix, si l’on ajoute celles pour Nicolas Dupont-Aignan, le candidat de Debout la France). Puis les CSP+, entre 2017 et 2022 (de 13 % à 24 % des voix, en ajoutant celles d’Eric Zemmour, le candidat de Reconquête !). Depuis, l’adhésion des retraités à l’extrême droite n’a pas été freinée : notre première enquête électorale pour 2027 ferait passer le total des intentions de vote pour l’extrême droite à 44 % pour les retraités CSP- et 31 % pour les retraités CSP+.

Jean-Philippe Tanguy y voit la conséquence, « *pour l’essentiel, du vieillissement naturel de nos électeurs, mais aussi du travail de fond sur le budget, de la défense de l’indexation des retraites et de la “stratégie de la cravate”* », qui a consisté, pour les 89 députés RN élus en 2022, à ne pas trop faire d’esclandre à l’Assemblée nationale.

La présence en circonscription des députés a été la clé de voûte de cette stratégie de réassurance, poursuit-il : « *Depuis quatre ans, les circonscriptions RN représentent*

Le temps qui passe diminue le nombre d’électeurs ayant vécu les déclarations négationnistes de Jean-Marie Le Pen

près de 20 % du territoire, et 50 % si l’on ajoute les circonscriptions voisines. Et les députés font beaucoup de thés dansants ! » Le temps qui passe contribue aussi à diminuer le nombre d’électeurs ayant vécu les déclarations négationnistes de Jean-Marie Le Pen (1928-2025), le cofondateur du Front national (l’ancien nom du RN).

### Libéralisme économique

Selon l’analyse de Luc Rouban, l’évolution procède moins de l’évolution du positionnement du RN que de celle du jeu politique : « *Ils se rabattent sur le RN en raison de l’inconsistance de l’offre politique du parti Les Républicains. Ce vote utile est favorisé par la focalisation du RN sur les questions budgétaires, l’économie restant la première préoccupation de cet électorat.* » Dans l’électorat retraité, le chercheur perçoit moins d’insécurité culturelle que de libéralisme économique, dont la progression est spectaculaire. Ce qui tombe bien : c’est un créneau labouré depuis 2022 par le RN, de plus en plus ouvertement hostile aux normes et à la dépense publique.

Comme l’observe Jean-Lin Lacapelle, membre du bureau national du RN, « *les retraités ne se sentent aujourd’hui plus protégés ni*

rassurés. Or, c’est un électorat qui a besoin d’être rassuré plus qu’un autre, et on a su leur parler. » Rassurer : le maître-mot des stratèges lepénistes, répété sur tous les tons depuis 2017. En abandonnant la sortie de l’Union européenne, en gommant tout langage outrancier ou en présentant ce à quoi ressembleraient les six premiers mois d’exercice du pouvoir de Marine Le Pen.

Mais rassurer, aussi, toute une série d’acteurs sur l’impact qu’aurait son élection sur la France. En 2023, le sondeur et conseiller du RN Jérôme Sainte-Marie faisait le diagnostic suivant : « *La réticence des retraités n’est pas culturelle. En 2022, ils n’ont pas eu peur de son programme, mais de la pérennité du système. Ils ont peur de la peur qu’ont les gens de Marine Le Pen et qui pourrait provoquer, craignent-ils, une panique financière ou un effondrement de l’immobilier. C’est l’idée que les touristes ne viendraient plus, que l’Europe couperait les vivres, que les investisseurs partiraient. C’est cette peur qu’il faut lever pour que Marine Le Pen l’emporte.* »

Sur ce point encore, les lepénistes verront dans l’enquête Ipsos BVA-CESI Ecole d’ingénieurs des indicateurs intéressants, observe Luc Rouban : « *Les retraités sont les plus inquiets de la situation actuelle, mais sont très demandeurs, à 58 %, d’une “réforme en profondeur” de la société française, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle.* » Ils sont aussi 45 % à souhaiter davantage d’« *idées et de comportements radicaux dans la vie politique française pour faire avancer les choses* ». Une aspiration à laquelle Marine Le Pen semble en mesure de répondre. ■

CLÉMENT GUILLOU  
ET CORENTIN LESUEUR

## Bonnes adresses



L 120 > 180 x P 96 x H 76 cm. Plateau et allonges en céramique coloris Eramosa (12 autres coloris disponibles). Fabrication européenne. Existe en L 130 et L 180 cm.

**TABLE EXTENSIBLE GILBERTO**

**1850€**

Ecopart, incluse, prix hors livraison et installation. Photo non contractuelle.



Akante, Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Cattelan, Kartell, Mobilier de France, Mobliberica... Les plus grandes marques au meilleur prix dans le plus grand espace tables et chaises à Paris.



EspaceTopper® 100 ans  
Maison familiale depuis 1926  
Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels  
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40  
145-147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81  
Canapés, literie, mobilier :  
nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)

Mobilier de France

**DESTOCKAGE**  
DU 10-09 AU 11-10 2026

**-50%**

**2896€** Stock limité\*\*\*  
**1690€** Dont 35,31€ d'écou-part

CANAPÉ RELAXATION FORTUNA™

2 DOSSIERS ÉLECTRIQUES | PROFONDEUR MODULABLE | ACCOUDOIRS MULTIPPOSITIONS

\*Offres sur modèles d'exposition signalés, dans la limite des stocks disponibles. \*\*Fortuna : Canapé 2,5 places avec dossiers avance/recule électriques L 242 x H 90 x P 117/124 cm en tissu BFA-BEM-07 Bellsiem Navy. \*\*\*1 unité minimum par magasin. Prix hors livraison. Photo non contractuelle.



EspaceTopper® 100 ans  
Maison familiale depuis 1926  
EN EXCLUSIVITÉ À PARIS  
63 rue de la Convention Paris 15 • 7j/7  
01 45 77 80 40 • M° Charles Michels

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



La maison recherche également bien d'autres produits  
Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France  
Expertises gratuites & paiement immédiat  
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement  
**par téléphone au 06 19 89 55 28**  
email : [antique.charles@gmail.com](mailto:antique.charles@gmail.com) / [maison-charles-antique.fr](http://maison-charles-antique.fr)



RUBRIQUE **BONNES AFFAIRES**  
**POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?**  
[stephane.pesque@mpublicite.fr](mailto:stephane.pesque@mpublicite.fr)



RUBRIQUE **BONNES ADRESSES**  
POUR VENDRE, **VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?**

**Professionnels ou particuliers, Le Monde devient votre vitrine**  
[stephane.pesque@mpublicite.fr](mailto:stephane.pesque@mpublicite.fr)



# Lecornu rabote son budget et met les partis sous pression

Le premier ministre souhaite des dépenses de l'Etat « strictement au même niveau » qu'en 2026

Le texte était presque prêt. Il devait être envoyé d'ici au 18 septembre aux experts du Haut Conseil des finances publiques. Mais au dernier moment, Sébastien Lecornu a décidé de revoir son projet de budget 2027 pour s'adapter à la nouvelle donne économique et politique. D'un côté, le premier ministre s'ajuste au durcissement de la conjoncture en rabotant les dépenses publiques ; de l'autre, en réponse notamment à l'affaire Lyhanna, il promet un geste financier pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles et mieux protéger les enfants. Ces ultimes corrections permettront-elles au dernier budget d'Emmanuel Macron d'être adopté ? L'enjeu est là.

Pour les dépenses, tout était en principe arrêté depuis le 15 juillet, date à laquelle Sébastien Lecornu avait envoyé à ses ministres les « plafonds » prévus en la matière pour 2027. Les dépenses publiques dans leur ensemble devaient alors croître de 0,8 % hors inflation, la hausse étant tirée par celles de l'Etat (+ 2,5 %), en raison surtout du réarmement militaire (+ 15 %) et par l'alourdissement des intérêts à payer sur la dette (+ 13 %). Les autres crédits ministériels devaient progresser d'un modeste 0,4 %.

Modeste, mais encore trop élevé, a finalement tranché le premier ministre. Ce sera plutôt un strict 0 %. « Face à la situation dégradée » sur le plan économique, « j'ai décidé de rouvrir les lettres plafonds afin de dégager un effort supplémentaire sur les dépenses de l'Etat », écrit-il dans un courrier transmis le 14 septembre aux membres de son gouvernement.

Son but est que ces dépenses, hors défense, soient « strictement

au même niveau dans le budget 2027 que dans le budget 2026 ». Tous les ministères devraient être concernés par ce coup de rabot de dernière minute. Matignon pense ainsi économiser environ 1,2 milliard d'euros.

Ces derniers jours, les nuages se sont accumulés au-dessus de l'économie française, obscurcissant l'horizon budgétaire. Les cours mondiaux du pétrole sont remontés, annonçant un choc énergétique de longue durée. Les taux d'intérêt que doit payer la France pour s'endetter ont atteint des sommets jamais vus depuis les années 2000.

La croissance de la France est tombée à zéro, ou presque. Résultat, en 2026, le déficit public « sera supérieur à 5 % du produit intérieur brut », reconnaît Sébastien Lecornu dans sa lettre, qui officialise ainsi l'abandon de son objectif central : au lieu de baisser, le déficit va stagner ou augmenter. Et, en 2027, il a peu de chances de reculer vraiment, malgré le 1,2 milliard d'euros déga-

## Tentation de la « castagne »

Face au risque de crise financière, Sébastien Lecornu fait feu de tout bois. Dans un courrier à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, que *Le Monde* a pu consulter, le premier ministre préconise que le montant de l'amende infligée à Google (4,6 milliards d'euros avec les intérêts) n'aille pas dans les caisses de l'Union européenne, mais soit redistribué directement aux Etats membres, « compte tenu des fortes pressions exercées sur les budgets nationaux cette année ». Cela représenterait quelque 800 millions d'euros pour la France.



Sébastien Lecornu, lors de l'université d'été du Laboratoire de la République, à Sens (Yonne), le 29 août. AGNÈS DHERBEYS/MYOP POUR « LE MONDE »

**En juillet, les dépenses devaient croître de 0,8 %. Modeste, mais encore trop élevé, a finalement tranché le premier ministre**

Car dans le même temps, le premier ministre entend répondre à de nouveaux besoins jugés prioritaires. Une aide de 1,3 milliard d'euros a ainsi été promise aux agriculteurs victimes de la sécheresse. Et « malgré les difficultés financières que nous connaissons », Sébastien Lecornu propose de consacrer près de 1,5 milliard à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et 2,6 milliards pour la protection de l'enfance, à une semaine du début de l'examen à l'Assemblée nationale de la « loi intégrale » en réponse à l'affaire Lyhanna.

Une enveloppe un peu plus garnie que prévu. Si ces crédits sont votés lors du débat budgétaire, « ils permettront de recruter 300 magistrats », de « conforter le

budget des associations », et de « recruter 700 nouveaux enquêteurs et 300 encadrants scolaires, dont des infirmières scolaires », détaille Sébastien Lecornu dans une tribune publiée dans *Le Monde*, mardi. Une annonce qui apparaît comme un coup de pression en direction des forces politiques qui envisageraient de censurer le gouvernement lors du début budgétaire pour 2027 et qui priveraient ainsi la justice et les associations de moyens pour lutter contre ces violences.

## Censurer le gouvernement

Sébastien Lecornu ne doute pas que les partis politiques, à six mois de l'élection présidentielle, seront tentés d'aller « à la castagne » lors du débat budgétaire. Le premier ministre avait déjà appelé les parlementaires à leur devoir, le 17 août, lors d'un déplacement en Gironde sur les lieux de l'incendie qui a ravagé cet été près de 42 000 hectares.

« Quand on va apporter des réponses, je ne doute pas que celles et ceux qui nous ont demandé des moyens pour la sécurité civile prendront leurs responsabilités » lors du vote du budget à l'automne, avait-il lancé, ajoutant que « ce n'est pas parce qu'il y

a une élection présidentielle qu'il faut faire n'importe quoi ».

Les oppositions, une fois de retour dans l'Hémicycle, seront-elles sensibles à l'argument de responsabilité martelé par le locataire de Matignon ? En 2025, le Rassemblement national (RN) et La France insoumise s'étaient saisis des débats budgétaires pour stigmatiser les députés Les Républicains et ceux du Parti socialiste (PS), dénonçant leur collusion avec le gouvernement Lecornu pour avoir laissé passer le budget 2026 – il avait été adopté en janvier grâce à l'article 49.3 de la Constitution.

Un an plus tard, la tâche s'annonce de nouveau ardue pour le premier ministre, toujours privé de majorité à l'Assemblée natio-

**Dans le même temps, il entend répondre à de nouveaux besoins jugés prioritaires : agriculteurs, violences sexuelles**

nale et confronté à des oppositions cette fois toutes décidées à s'opposer. A la veille de la présidentielle, les deux partis de gouvernement ne veulent pas être accusés d'être les béquilles du gouvernement.

Ainsi, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, auquel Sébastien Lecornu avait notamment concédé à l'automne 2025 la suspension de la réforme des retraites de 2023, aborde-t-il cette année la discussion budgétaire dans un état d'esprit nettement moins accommodant, promettant d'emblée de censurer le gouvernement « si la copie est conforme aux pistes ».

La candidate RN à l'élection présidentielle, Marine Le Pen, assure, cependant, préférer qu'un budget même « imparfait » soit adopté au Parlement, plutôt qu'une loi spéciale qui réduirait ses marges de manœuvre en cas de victoire en 2027. Elle ouvre ainsi la porte à l'abstention de son groupe dans le cas très probable où les « insoumis » déposeraient une motion de censure... et allume une lueur d'espoir pour Sébastien Lecornu. ■

DENIS COSNARD,  
MARIAMA DARAME  
ET NATHALIE SEGAUNES

## Affaire Lyhanna : un engagement mais des moyens flous

Le premier ministre évoque une « trajectoire pluriannuelle » du financement de la lutte contre les violences sexuelles

Quel budget le gouvernement est-il prêt à consacrer à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ? La question sera au cœur des débats parlementaires autour de la loi intégrale, actuellement examinée en commission spéciale avant son arrivée en séance à l'Assemblée nationale, le 1<sup>er</sup> octobre. Le texte, transpartisan et coconstruit avec les associations de terrain, a été relancé en juin par l'affaire Lyhanna : l'enlèvement, suivi du viol et du meurtre d'une enfant de 11 ans par un auteur présumé qui avait déjà été l'objet de nombreuses plaintes et signalements.

La loi intégrale entend s'attaquer aux « angles morts » de ces violences massives perpétrées contre les femmes et les enfants. Il prévoit un large spectre de mesures, allant de la prévention à un renforcement de l'arsenal judiciaire, en mettant l'accent sur l'accompagnement des victimes.

Soutenu par 241 députés allant du Parti communiste français jusqu'au parti Les Républicains, à

l'exclusion de l'extrême droite et de La France insoumise, le texte prévoit, dans son avant-dernier article, d'allouer une somme de 3 milliards d'euros par an à ce combat. Il s'agit, pour nombre d'associations, d'un montant minimal. « Selon nos estimations, ces 3 milliards permettraient seulement de répondre aux besoins des femmes victimes qui portent plainte aujourd'hui, sans prise en compte des mineurs et de celles qui ne franchissent pas la porte d'un commissariat », explique Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes.

## Des engagements déjà pris

Dans une tribune parue mardi 15 septembre dans *Le Monde*, le premier ministre, Sébastien Lecornu, évoque pour la première fois la « question des moyens » de la proposition de loi, qu'il s'était engagé, en juin, à faire examiner, dans la foulée de l'émotion et de la mobilisation suscitées par l'affaire Lyhanna. Il reconnaît qu'elle est « une des conditions de la crédibilité », annonçant que le gouver-

nement proposera « pour la première fois une trajectoire pluriannuelle ». Une victoire pour les associations féministes, qui réclament depuis septembre et la reprise des mobilisations « une loi intégrale, un vote intégral et un budget intégral ». Mais, prudentes, elles demandent désormais à voir le détail des engagements.

Car, dans sa tribune, le premier ministre reste flou sur les moyens supplémentaires alloués à la future loi. Certes, il indique que « le gouvernement proposera à la discussion parlementaire un socle de départ de près de 1,5 milliard

**Lecornu s'adresse entre les lignes au Parti socialiste, qui porte la loi intégrale, et dont il a besoin pour son budget**

d'euros contre les violences sexistes et sexuelles réparti sur les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale. En plus, 2,6 milliards d'euros sont prévus pour la protection de l'enfance ».

Cependant, précisent les services de Matignon, ces montants n'annoncent pas un effort budgétaire supplémentaire mais correspondent, en réalité, aux sommes aujourd'hui consacrées à la prise en charge de ces violences dans plusieurs postes budgétaires (justice, police, santé...). Ce chiffrage, qui n'avait jamais été effectué, vise avant tout, selon Matignon, « à souligner ce que l'Etat investit déjà dans cette politique publique ».

De même, Sébastien Lecornu évoque dans sa tribune, si le budget est voté, le recrutement de 300 magistrats et de 700 nouveaux enquêteurs dans la police judiciaire. Soit les engagements déjà pris par la chancellerie et Beauvau, indépendamment de la loi intégrale.

Questionnés sur les 3 milliards d'euros inscrits dans la proposi-

tion de loi intégrale, les services du premier ministre répondent qu'il est « trop tôt pour s'engager sur un chiffrage ». « Tout cela dépendra du détail des mesures qui seront finalement votées » après le passage du texte à l'Assemblée nationale, précise Matignon.

La tribune de Sébastien Lecornu s'adresse entre les lignes au Parti socialiste, qui porte la loi intégrale, et dont le gouvernement a absolument besoin pour trouver un compromis afin de faire adopter le projet de loi de finances pour 2027, un exercice qui s'annonce périlleux.

Mercredi 16 septembre, la commission spéciale entame ses auditions, en commençant notamment par les ministres concernés (Gérald Darmanin, le ministre de la justice, et Aurore Bergé, la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes). Nul doute que les députés auront à cœur de demander des éclaircissements sur la question des moyens. ■

GRÉGOIRE BISEAU  
ET SOLÈNE CORDIER

L'air du  
Temps  
dans  
l'Epoque,  
tous les  
dimanches



# Anticor sous la menace d'une tutelle de la justice

Le tribunal de Versailles a désigné un administrateur provisoire pour gérer l'association anticorruption

C'est un nouvel épisode dans la bataille judiciaire opposant la direction de l'association de lutte contre la corruption Anticor à certains de ses anciens membres depuis 2020. Selon nos informations, le tribunal judiciaire de Versailles a désigné, vendredi 11 septembre, un administrateur provisoire, « avec la mission de gérer l'association » pendant une durée maximale d'un an, après avoir prononcé « l'annulation de l'assemblée générale [AG] du 13 juin 2020 [et donc de] l'élection du conseil d'administration ». L'administrateur provisoire sera susceptible de gérer le fonctionnement courant de l'association, de la « représenter en justice » et de décider si cette dernière pourra ou non se constituer partie civile dans des dossiers politico-financiers.

Un pouvoir crucial, car il permet à l'association de faire des demandes d'actes d'enquête en cours de procédure judiciaire, mais aussi de contraindre le parquet à ouvrir une information judiciaire dans des dossiers sensibles. Ce qu'elle avait fait dans plusieurs affaires, dont celle liée à l'ex-secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler, mis en examen « prise illégale d'intérêts » en 2022. « Aujourd'hui, le tribunal (...) entend confier l'ensemble de l'association, ses 160 procès politico-financiers et ses orientations stratégiques à un administrateur judiciaire qui n'est ni élu ni militant, et qui pourrait décider seul d'arrêter toutes nos procédures du jour au lendemain », réagit par écrit l'ex-présidente d'Anticor (2020-2024) Elise Van Beneden.

Cette décision judiciaire, d'apparence cataclysmique pour l'association, comporte une nuance de taille. Les juges ont pris soin d'écarter l'exécution provisoire, habituelle dans les procédures civiles. Anticor peut donc éviter la nomination de l'administrateur en faisant appel de cette décision – ce que compte faire sa présidente, Emma Taillefer : « Notre association continuera de fonctionner comme elle l'a toujours fait, dans le respect de la loi et de ses statuts. Cette décision de justice non assortie de l'exécution provisoire (...) n'aura pas de conséquen-



Un stand d'Anticor, à Saint-Jean-de-Braye (Loiret), lors du tour de France anticorruption, en août. J. CHARPENTIER/LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE/MAXPPP

ces immédiates et nous détermine encore plus à préserver ce contre-pouvoir citoyen indépendant qu'est Anticor. » L'avocat des contestataires, Marc-Alexandre Myre, partage pour sa part la satisfaction de ses clients : cette décision « constitue selon eux une belle victoire judiciaire en ce qu'elle a reconnu que les règles statutaires de vote au sein de l'association Anticor n'avaient pas été respectées ».

## L'association paralysée

Pour comprendre, il faut se replacer à l'orée des municipales de 2020. En juin 2019, dix administrateurs de l'association se constituent en groupe de travail pour proposer une réforme des statuts. Avec, en ligne de mire, les élus, mais aussi les magistrats qui sont cadres de l'association (qu'ils soient administrateurs, membres du comité d'éthique ou référents

locaux). Pour le groupe de travail, « il paraît indispensable que les cadres d'Anticor n'aient aucune responsabilité politique, que ce soit au moment des campagnes électorales ou en dehors. (...) La politique, elle, ne s'arrête jamais ».

Cette position ne convainc pas l'autre moitié des 21 administrateurs. Pour ces derniers, en ligne avec la direction, exclure les élus et les magistrats des postes de cadres reviendrait à participer au « tous pourris » que l'association combat depuis sa création, en 2002. D'autant que les statuts prévoient déjà la mise en retrait des cadres en cas de participation à une campagne. En février 2020, le président de l'association, Jean-Christophe Picard, démissionnera de la présidence pour participer à une liste écologiste à Nice.

Ce mois-là, le groupe de travail sollicite la mise à l'ordre du jour de

leur proposition de réforme lors de l'AG prévue le 28 mars 2020. Mais le Covid-19 contraint l'association à reporter l'AG au 13 juin 2020, sous forme de visioconférence. Au-delà des points habituels, le bureau propose la révocation de tous les administrateurs et l'élection d'un nouveau conseil d'administration (CA). Selon lui, l'association est paralysée par le conflit qui oppose à parts quasi égales ses administrateurs.

Les professions de foi des deux listes concurrentes sont envoyées aux adhérents. Ces derniers peuvent adresser leurs questions par écrit au bureau, qui leur fera une réponse le jour de l'AG. Pour le tribunal, c'est sur ce dernier point que le bât blesse : « La consultation écrite des adhérents (...) ne permettait pas un véritable débat. » Autre sujet qui a fait tiquer les juges : l'impossibilité de voter par procu-

ration. Seul était possible le vote électronique, ouvert toute la journée de l'AG de 2020.

Au terme du vote, la liste de la direction l'emporte, avec 568 voix contre 345. Les porteurs de la réforme ne lâchent pas pour autant. Menés par Marcel Claude, un commerçant retraité, alors référent local en Meurthe-et-Moselle et qui a, depuis, créé une autre association de lutte anticorruption, AC !! Anti-Corruption, ils multiplient les procédures, contestant, notamment l'AG de juin 2020 en décembre de la même année.

Parmi leurs demandes à la justice, les contestataires réclament aussi les noms des 6 397 ex- et actuels adhérents. La direction s'y oppose, s'appuyant sur un avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, et relève, dans ses conclusions adressées au juge, en octobre 2025,

**Les juges ont écarté l'exécution provisoire. Anticor peut éviter la nomination de l'administrateur en faisant appel**

qu'« une société [au] nom commercial [de] "Ligne Ethique" (...) a été créée [en juin 2019] par un des [contestataires], M. Claude, et [qu'elle vise à] commercialiser des formations anticorruption aux collectivités territoriales et en entreprise et donc [à] monétiser la lutte anticorruption, ce qui, malgré de nombreuses demandes de leurs parts, n'a jamais été accepté au sein d'Anticor ». Six mois plus tard, en mars, Marcel Claude transmet ses parts à un homme de 26 ans, technicien en maintenance industrielle. « Cette entreprise était en stand-by depuis des années et mon fils la reprend, mais il ne fait pas de formation », réagit Marcel Claude.

L'homme n'est pas non plus étranger aux tribunaux. Selon une décision de justice consultée par Le Monde, Marcel Claude a été condamné en janvier 2002 à six mois de prison avec sursis, pour abus de confiance en lien avec sa gestion d'une association d'aide aux sans-domicile-fixe dans le Grand-Est. Une condamnation faisant suite à une plainte de l'ancien député de Moselle et ex-maire de Woippy François Grosdidier (2001-2017).

Depuis, Marcel Claude s'oppose à l'élu de droite. En juin 2002, il requiert l'annulation de l'élection de M. Grosdidier à la députation. En 2017, alors qu'il est référent local d'Anticor, il communique auprès des médias sur un signalement à la justice que l'association a effectué sur le maire de Woippy. Marcel Claude assume : « A Anticor, il y a eu une réunion spéciale du CA en 2017 ou 2018 où on m'a soutenu. Quand quelqu'un est condamné, ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'il prend un pistolet et qu'il se tue, il n'a plus le droit de rien faire ? » ■

RÉMI DUPRÉ  
ET LAURA MOTET

# Périscolaire parisien : Anne Hidalgo renvoie à un « échec collectif »

Devant la commission d'enquête sénatoriale, l'ex-maire a regretté des « dysfonctionnements », mais a refusé d'endosser seule la responsabilité

S'exprimant pour la première fois longuement sur les violences sexuelles dans le périscolaire parisien, mardi 15 septembre, l'ancienne maire socialiste de la capitale, Anne Hidalgo, a refusé d'endosser seule la responsabilité de la faillite. Devant les sénateurs de la commission d'enquête sur la prévention et le traitement des violences dans ce secteur, qui l'avaient convoquée, elle a évoqué un « échec collectif ».

Si l'ancienne édile, en fonction de 2014 à mars 2026, a fait part de « toute [sa] compassion » et de ses « regrets immenses » envers les victimes, elle a insisté sur les lacunes externes à l'exercice de son mandat : le manque de « coopération » entre les institutions, l'insuffisance des « outils juridiques » à la disposition des maires et les « dysfonctionnements » de l'administration parisienne, dont elle n'a pris conscience que tardivement. « Nos institutions – Mairie de Paris, collectivités locales, éducation nationale, police, justice – ont failli dans la protection de nos enfants, c'est un échec collectif », a-t-elle insisté.

Après un long préambule pendant lequel elle a rappelé ce qui avait été mis en place depuis 2014 (lancement d'une enquête de l'inspection générale de la Ville, création de protocoles pour les signalements, mise en place de « plans », amélioration du recrutement et de la formation des agents...), Anne Hidalgo a répondu pendant plus de deux heures principalement aux questions d'Agnès Evren, sénatrice Les Républicains de Paris, conseillère de Paris et rapporteuse de la commission.

Les échanges se sont longuement portés sur le niveau d'information de la maire en temps réel et sur la bonne application des mesures recommandées. « Que tout n'ait pas été fait, c'est une évidence », a reconnu l'ex-élue, s'appuyant sur les résultats d'une « mission flash » de l'inspection générale qui, en 2025, a révélé que 50 % des recommandations d'un rapport de 2015 de cette même inspection n'avaient pas été appliquées de manière satisfaisante. « Je suis responsable de l'administration, mais tout maire n'est pas

**Elle a attribué « le désarroi et le sentiment d'abandon » des familles aux règles de fonctionnement de la justice**

responsable des dysfonctionnements, y compris individuels, sur le non-respect des consignes qui ont été données », a-t-elle plaidé.

Anne Hidalgo dit notamment avoir « découvert » à la fin de son mandat que la direction des affaires juridiques avait décidé unilatéralement, en 2021, de ne plus faire de signalement en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale lorsque le cas identifié faisait déjà l'objet d'une plainte et donc d'une enquête judiciaire. « Ils ont modifié la doctrine sans validation politique : mon administration n'a pas suivi ma consigne, c'est plus que fâcheux », a-t-

elle regretté. « C'est donc une administration en roue libre ? », a relancé Agnès Evren, ce à quoi Anne Hidalgo lui a répondu que, « si [elle était] à la tête de la Ville de Paris, [elle saurait] que cela peut arriver ». Et d'ajouter : « La doctrine que j'ai demandé d'appliquer et qui n'a pas été appliquée jusqu'au bout était une suspension immédiate de l'agent pour lequel un signalement a été fait. »

## « Victimation des maires »

Celle qui est désormais ambassadrice d'un réseau mondial des maires pour le climat a également attribué « le désarroi et le sentiment d'abandon » des familles aux règles de fonctionnement de la justice : « C'est à la demande des autorités judiciaires que nous n'informions pas les familles, c'était couvert par le secret de l'instruction. » A la question d'Agnès Evren sur un supposé caractère « systémique » aux violences révélées à Paris, la maire a rétuté le terme, arguant qu'il s'agissait d'« un sujet national » : « Les maires ont une part de responsabilité, mais ils n'ont pas tou-

tes les informations. S'il y a un caractère systémique, c'est à l'échelle de notre pays. »

« Nous ne sommes malheureusement pas étonnées par ces réponses qui pointent toujours les failles, les responsabilités des uns et des autres, mais jamais les siennes », a réagi juste après dans un communiqué le collectif SOS Périscolaire. « La victimisation des maires plutôt que de souligner leurs responsabilités légales dans cette audition a été aussi récurrente qu'insupportable », écrit encore l'association.

Auditionné dans la foulée, l'adjoint aux affaires scolaires de 2017 à 2024 puis premier adjoint jusqu'en 2026, Patrick Bloche, a de même avancé qu'il n'avait « pas l'explication à tout ». « Ce que pointe l'inspection générale [en 2025], ce sont des failles, des dysfonctionnements, mais je n'étais pas membre du comité de pilotage chargé du suivi de l'application des mesures du rapport de 2015 », a-t-il fait valoir, assurant qu'« à partir de 2025 [la Ville a] revisité un certain nombre de recommandations qui n'avaient

pas été mises en œuvre ». Quant au choix de l'administration de ne plus faire de signalement systématique par un article 40 quand il y avait déjà une plainte des familles, il a été minimisé par l'ancien adjoint : « Tout signalement a amené à ce que le parquet soit informé, je pense que c'est cela le plus important. » L'ancien maire du 11<sup>e</sup> arrondissement (2008-2014) a également justifié le caractère « lacunaire » des informations transmises aux familles par l'obligation du « respect du secret de l'instruction » ou par l'absence de communication de la brigade des mineurs.

Le nouveau maire de Paris, Emmanuel Grégoire, également ancien adjoint aux ressources humaines (2014-2017) puis premier adjoint (2018-2024), doit être à son tour auditionné mercredi ; il devrait être questionné, entre autres, sur les éventuelles sanctions administratives prises à l'égard des agents responsables de la non-application de la moitié des recommandations du rapport de 2015. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN



# La hausse tous azimuts des prix de l'énergie

Ce nouveau choc énergétique vient grever le pouvoir d'achat des Français et pénalise les entreprises

Carburants, gaz, et maintenant l'électricité : sur les marchés, les prix de l'énergie s'envolent tous en même temps, fragilisant les revenus des ménages et l'activité des entreprises. Une flambée nourrie par la situation explosive du conflit au Proche-Orient.

L'espoir d'un apaisement, né de la signature en juin d'un protocole d'accord entre l'Iran et les Etats-Unis, a été balayé ces dernières semaines par la reprise des frappes autour du détroit d'Ormuz et les attaques des rebelles houthistes du Yémen, alliés de Téhéran, contre l'Arabie saoudite. Vendredi 11 septembre, Riyad s'est résolu à fermer son oléoduc Est-Ouest, unique voie d'exportation de son brut sans passer par Ormuz, provoquant une nouvelle onde de choc sur les marchés pétroliers : le prix d'un baril de Brent, référence mondiale en la matière, évolue autour des 107 dollars (92,70 euros).

Ces lointains soubresauts géopolitiques ont des répercussions délétères sur le portefeuille des Français. « Tous les voyants énergétiques passent au rouge et l'on se retrouve sans solution face à une crise qui ne cesse de s'aggraver », constate Thierry Bros, spécialiste de l'énergie et professeur à Sciences Po. De quoi réveiller le souvenir douloureux du choc énergétique de 2022. « Depuis, l'Europe n'est pas sortie de prix de l'énergie très chers », ajoute Cécile Maisonneuve, fondatrice de la société d'études Decysive et experte associée à l'Institut Montaigne. En plus de son impact sur le pouvoir d'achat, cette nouvelle crise va renforcer l'écart en matière de compétitivité énergétique entre l'Europe et ses concurrents et risque de se traduire en fermetures de sites industriels. »

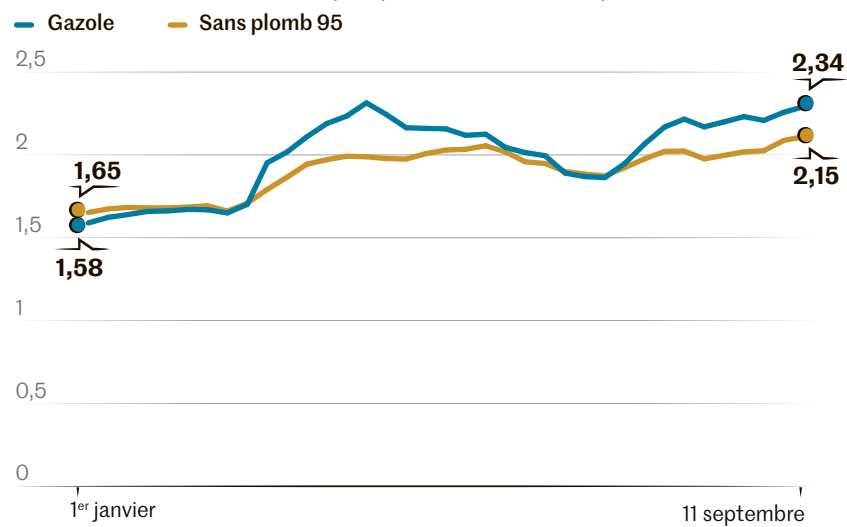
## Manque de capacités

Le gouvernement a beau marteler qu'il n'y a « aucun risque de pénurie » à la pompe, les automobilistes n'en demeurent pas moins confrontés à une vertigineuse équation : celle de prix du carburant qui ne cessent de crever le plafond. Mardi 15 septembre, le litre de gazole coûtait en moyenne 2,34 euros, selon l'entreprise Roole, spécialisée dans les données publiées par les stations-service, tout proche de son record d'avril (2,38 euros). Quant à l'essence SP95-E10, elle s'affichait à 2,15 euros le litre, un niveau sans précédent.

Ces tarifs stratosphériques rappellent que, depuis le début de la crise, les prix des produits raffinés augmentent encore plus vite que celui du pétrole brut. Le résultat d'un trafic très réduit dans le détroit d'Ormuz auquel s'est ajoutée, depuis juillet, l'interruption des exportations de diesel de Russie où de nombreuses installations pétrolières ont été mises hors service par des attaques ukrainiennes. La situation en Eu-

## Gazole : hausse d'environ 45 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier

Prix hebdomadaire du litre à la pompe, toutes taxes comprises, en euros



## Fioul : hausse d'environ 70 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier

Evolution du prix du litre de fioul, en euros



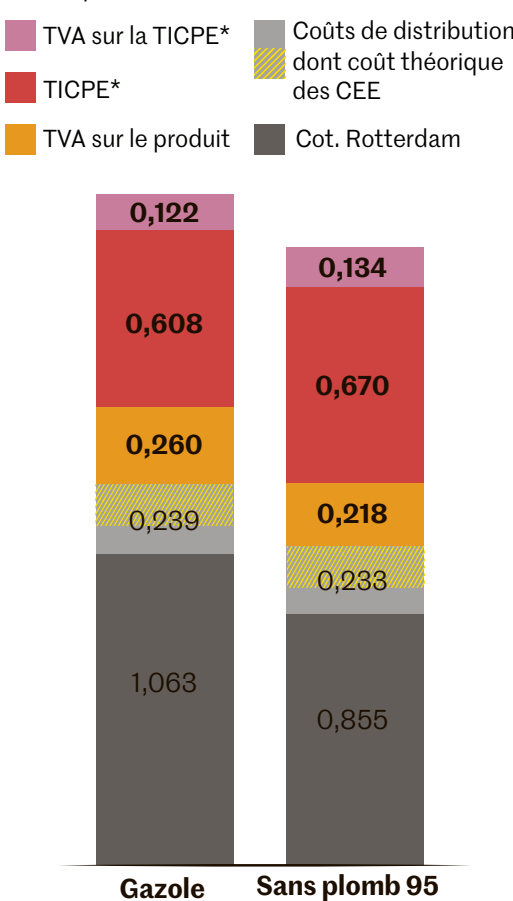
## Gaz : hausse d'environ 180 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier

Evolution du prix du mégawattheure de gaz naturel, en euros



## Les taxes pèsent lourd

Décomposition du prix à la pompe, au 11 septembre 2026, en euros,



\* Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

Infographie Le Monde

Source : UFIP Energie et mobilités, Trading Economics, Alliance Energies

## « On constate un énorme retard dans le réapprovisionnement » en fioul

FRÉDÉRIC PLAN  
conseiller national de la Fédération française des combustibles

(MWh), un plus haut depuis début 2023 et plus du double de son niveau d'avant-guerre.

Une envolée qui affecte directement les quelque 6 millions de foyers français abonnés à une offre indexée sur le prix repère de vente du gaz : calculé mensuellement par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), celui-ci augmente de façon quasi continue depuis le mois de mai. Pour les ménages concernés, la facture moyenne en 2026 pourrait être supérieure d'environ 120 euros à celle de 2025, indiquait, mardi, la présidente de la CRE, Emmanuelle Wargon, interrogée sur Radio Classique.

« On va entrer dans la saison de chauffage avec un prix qui ne cesse de grimper », s'inquiète Phuc-Vinh Nguyen, chef du centre énergie de l'Institut Jacques De-

teint lui aussi des sommets, proches des 1800 euros les 1000 litres, en hausse de 60 % sur un an. Un véritable casse-tête pour les quelque 3 millions de ménages chauffés grâce à ce combustible, qui habitent majoritairement en zone rurale. « On constate un énorme retard dans le réapprovisionnement », indique Frédéric Plan, conseiller national de la Fédération française des combustibles, carburants et chauffage, évoquant une baisse des volumes de ventes de 40 % à 50 % entre avril et août sur un an.

## « Plus cher qu'aux Etats-Unis »

Près d'un ménage chauffé au fioul sur deux était déjà en situation de vulnérabilité énergétique avant la crise, notamment du fait de plus faibles revenus, selon une note de l'Insee parue en janvier. Pour faire face à l'envolée de la facture, ces résidents « fractionnent le remplissage », décrit Frédéric Plan. En attendant de savoir s'il leur faudra cet hiver moins chauffer leur logement.

La crise d'Ormuz est aussi une crise du gaz comme en témoignent les bonds du prix de la matière sur les marchés de gros européens : mardi, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence européenne, s'affichait à 81 euros le mégawattheure

rope est encore aggravée par le manque de capacités locales de raffinage. La France, qui importe traditionnellement 50 % de ses besoins en gazole et près de 10 % de son essence sans plomb, a perdu les trois quarts de ses raffineries en un demi-siècle.

Les carburants pèsent de plus en plus lourd dans le budget des ménages, en même temps qu'ils alimentent l'inflation. En particulier le gazole : essentiel au tissu productif et à la chaîne logistique, « il renchérit le transport routier, l'agriculture, le BTP, l'industrie, la livraison de marchandises et, à terme, une partie des prix alimentaires », énumère Patrice Geofron, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine.

Produit cousin du diesel ou du kérosène, le fioul domestique at-

## « On va entrer dans la saison de chauffage avec un prix qui ne cesse de grimper »

PHUC-VINH NGUYEN  
chef du centre énergie de l'Institut Jacques Delors

## Les tarifs des carburants s'envolent, la consommation s'effondre

C'EST LA TRADUCTION la plus flagrante de la flambée des prix à la pompe : la consommation de carburants routiers s'effondre en France depuis des mois. En août, leurs volumes de livraisons en mètres cubes ont reculé de 6,6 % par rapport à l'été précédent, et même de 9,2 % pour le seul gazole, selon les dernières données du Comité professionnel du pétrole. Au cumul depuis janvier, d'une année sur l'autre, la baisse est de 5 %. Un mouvement inédit ces dernières années (hors en 2020, celle de la pandémie de Covid-19). En 2024 puis en 2025, la consommation a reculé de moins de 1 % par an.

Certains y verront peut-être une bonne nouvelle pour le climat. Pour la première fois, la France se rapproche de

la trajectoire fixée pour atteindre ses objectifs de décarbonation, soit une baisse de 6 % par an des volumes vendus d'ici à 2035. Sauf que l'érosion des derniers mois est davantage subie par les automobilistes que planifiée.

Il reste à mieux comprendre qui a renoncé à quels trajets sous l'effet de carburants dont les prix tutoient des sommets : le litre de gazole coûtait en moyenne 2,34 euros mardi 15 septembre, tandis que l'essence atteignait un record historique à 2,15 euros le litre de SP95-E10. « La baisse de la consommation est beaucoup plus marquée sur le gazole », fait remarquer Frédéric Plan, conseiller national de la Fédération française des combustibles, carburants et

chauffage. Du côté des transporteurs routiers ou des artisans qui roulent essentiellement au diesel, l'envolée des prix de ce carburant, plus forte que celle de l'essence (respectivement + 41 % et + 24 % sur un an), peut pousser certaines entreprises à freiner ou reporter des chantiers, voire à refuser des déplacements trop éloignés.

## Electrification des transports

Selon Philippe Casbas, président de l'Union française des industries pétrolières énergies et mobilités, la baisse de la consommation est « multifactorielle ». Le prix est un paramètre évident, mais « le pays [était] entré dans un ralentissement économique bien avant

le blocage du détroit d'Ormuz », ajoute M. Casbas, rappelant que les mois de janvier et février avaient déjà enregistré des reculs des ventes.

S'y ajoute la tendance de long terme à l'électrification des transports, renforcée à la faveur de la crise. Au mois d'août, les voitures électriques ont représenté 38 % des nouvelles immatriculations (sans compter les moteurs hybrides), et même 42 % des achats des flottes d'entreprises, un record. Leur poids dans l'ensemble du parc automobile reste néanmoins limité : 2 millions selon l'Avere, l'association nationale pour le développement de la mobilité électrique, soit environ 5 % des véhicules en circulation. ■

A. PT ET M. D. V.

## Perturbations sur les emprunts d'Etat

Les risques d'inflation alimentés par la progression des cours du pétrole pèsent sur les marchés obligataires. Le rendement de l'emprunt américain à échéance dix ans a atteint, mardi 15 septembre, 5,03 %, un niveau inédit depuis juillet 2007 et le début de la crise des subprimes, ces prêts immobiliers à haut risque. En Europe, son équivalent allemand, référence sur le continent, se hisse à 3,53 %, contre 3,51 % lundi 14 septembre au soir, au plus haut depuis 2009. Le taux à dix ans français grimpeait, lui, à 4,50 %, contre 4,47 % la veille. « Le marché pétrolier reste agité », alors que « la situation au Moyen-Orient s'est de nouveau envenimée », souligne Barbara Lambrecht, analyste de Commerzbank. L'Arabie saoudite a promis, mardi, de riposter avec « fermeté », après de nouvelles attaques des houthistes pro-iraniens du Yémen contre son territoire. Le mouvement houthiste a infligé, ces derniers jours, d'importants revers aux forces gouvernementales yéménites et à leur allié saoudien, visant des infrastructures pétrolières du royaume et renforçant, au terme d'une offensive éclair, son emprise sur le détroit de Bab Al-Mandab. Ce passage maritime, qui permet de relier l'Europe à l'Asie par la mer Rouge, est devenu stratégique pour Riyad afin d'éviter le détroit d'Ormuz.

cargaisons de GNL expédiées par les Etats-Unis.

Les valeurs de l'électricité commencent aussi à s'emballer. Sur les marchés de gros français, lundi 14 septembre, le prix calendaire pour 2027 (lissé sur une moyenne d'un an) est désormais remonté autour de 90 euros par MWh, soit déjà une dizaine d'euros de plus qu'une semaine auparavant. A titre de comparaison, il n'était que de 60 euros en juillet.

## « Nouveau choc »

« En quelques jours, la hausse des prix du gaz s'est brutalement transmise à l'électricité française, faisant ressurgir le risque d'un nouveau choc énergétique pour les entreprises à l'approche de l'hiver », estime Hassan Yatim, spécialiste des prix pour le cabinet Capitoile Energie. « Plus spectaculaire encore », selon lui : le prix du marché de gros pour des ventes du jour au lendemain a atteint une moyenne hebdomadaire de l'ordre de 151 euros par MWh, niveau sans précédent depuis mars 2023.

Produite localement, l'électricité européenne est moins directement touchée par les troubles géopolitiques que le pétrole et le gaz. Notamment en France où elle dépend à plus de 90 % du nucléaire et des renouvelables. Mais, dans certains pays, comme l'Allemagne, une part non négligeable est encore produite à partir de gaz. Quand les cours de la matière flambent, « les centrales électriques à partir de gaz produisent à des coûts plus élevés et cela finit par contaminer les prix de l'électricité sur l'ensemble du continent, y compris en France », résume Nicolas Leclerc, cofondateur du cabinet de conseil en énergie Omnegy.

Chez la plupart des ménages français, les cours de l'électricité auront un impact différé. Une majorité est encore abonnée au tarif réglementé de vente, le « tarif bleu » d'EDF, dont la prochaine révision, fixée par les pouvoirs publics, est attendue pour février 2027. ■

ADRIEN PÉCOUT  
ET MARIE DE VERGÈS



# L'IA au cœur des réformes en Corée du Sud

L'ambition des pouvoirs publics en matière d'intelligence artificielle se heurte à des résistances

SÉOUL - *envoyé spécial*

Plus qu'une simple technologie, l'intelligence artificielle (IA) s'impose en Corée du Sud comme la promesse d'une réforme profonde de la société à même d'apporter des solutions aux problèmes du pays. Financée par les revenus de la puissante industrie des semi-conducteurs et encadrée par les pouvoirs publics, elle doit devenir un nouveau moteur de croissance, bénéficier à chacun et faire de la Corée du Sud « un acteur incontournable et central de la chaîne d'approvisionnement de l'IA », selon le président sud-coréen, Lee Jae-myung.

Le projet est lancé en terrain fertile, la Corée du Sud ayant embrassé les virages technologiques des dernières décennies et disposant d'une base industrielle solide. Selon une étude dévoilée le 26 août par Google Korea, le niveau d'utilisation de l'IA par les Sud-Coréens est 1,7 fois supérieur à la moyenne mondiale. Public First, une société de conseil qui a son siège à Londres, révèle que 74 % des actifs sud-coréens souhaitent se former à l'IA et que le gain de productivité annuel résultant de cette formation peut atteindre entre 2,3 millions et 4,7 millions de wons par personne (1450 à 3000 euros environ).

Forte de cette base solide, l'ambition se déploie en faisant fi des cliques politiques puisque la Corée a été le premier pays à adopter, en septembre 2024, une stratégie nationale de l'IA. A l'époque, le président conservateur, Yoon Suk Yeol (2022-2025) annonçait une « *mobilisation nationale* » pour réaliser « la grande vision d'une Corée devenue troisième puissance de l'IA », derrière les Etats-Unis et la Chine. Même si son successeur, Lee Jae-myung, est issu du camp progressiste, les annonces s'enchaînent. En décembre 2025, le Conseil présidentiel sur la stratégie nationale d'intelligence artificielle a présenté un plan d'action reposant sur trois piliers : création d'un écosystème d'innovation, promotion

de la transformation numérique à l'échelle nationale et contribution à une société mondiale fondée sur l'IA. Depuis janvier, la loi fondamentale sur l'IA concilie innovation et sécurité des utilisateurs.

Pour concrétiser cette stratégie, le gouvernement veut créer un fonds d'investissement alimenté par une taxe sur les profits record des géants des semi-conducteurs Samsung et SK Hynix. De quoi voir loin, et grand : en juin, il a annoncé 800 000 milliards de wons (environ 455 milliards d'euros) d'investissements dans quatre nouvelles usines ou « *fabs* » de semi-conducteurs par les deux groupes et dans un pôle de conditionnement de puces HBM (*high bandwidth memory* ou mémoire à large bande passante, indispensables à l'IA).

## « Position de leader écrasante »

De leur côté, plusieurs groupes industriels, dont Hyundai Rotem et Hanwha Aerospace, vont contribuer à la commercialisation d'ici à 2028 de robots humanoïdes conçus pour dix grands secteurs d'activité, dont la construction navale, la défense, le spatial, l'électroménager, la chimie, la logistique ou encore l'hôpital. Le gouvernement va appuyer le développement de modèles coréens d'IA physique et agentique.

Les conglomérats SK et GS prévoient, avec le géant d'Internet Naver, d'investir 1 000 000 de milliards de wons d'ici à 2035, dans la construction de centres de données dévolus à l'IA d'une capacité totale de 18,4 gigawatts (GW). Les concepteurs de semi-conducteurs sans usine, Rebelions, FuriosaAI et DeepX, leur fourniront des unités de traitement neuronal (*neural processing unit*, NPU, des microprocesseurs conçus pour accélérer les calculs d'intelligence artificielle) par une chaîne d'approvisionnement souveraine, indépendante de l'américain Nvidia. La Corée du Sud pourra alors « *conserver une position de leader écrasante sur le marché et un avantage technologique décisif dans le secteur des semi-conducteurs de mé-*



Construction d'un site de production de semi-conducteurs, à Yongin, en Corée du Sud, le 21 juillet. KIM HONG-JI/REUTERS

moire », insiste le ministre de l'industrie, Kim Jung-kwan.

Ces centres de données serviront d'« *usines à jetons* » (les unités de base de l'IA servant à sa monétisation). « *Grâce à l'initiative "IA pour tous" fondée sur l'économie des jetons, la Corée du Sud doit devenir un pays où chaque citoyen peut utiliser l'IA sans contrainte financière, et s'imposer comme le pays ayant mis en place une société fondée sur l'IA plus vite qu'ailleurs* », veut croire le ministre des sciences, Bae Kyung-hoon, lui-même ancien chercheur en IA.

« *La Corée a adopté une approche écosystémique – couvrant aussi bien la demande que l'offre. Les investissements dans l'IA s'annoncent comme le moteur de croissance des vingt à trente prochaines années. La Corée agit vite car la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'IA est en pleine restructuration. Elle veut se positionner au cœur de celle-ci avant la fin du processus* », précise Wonki Min, président des conseils consultatifs du Forum coréen sur la 6G – la sixième génération de technologies de communication sans fil – et du Laboratoire national d'IA.

## Infrastructures énergétiques

Il s'agit aussi de relever par l'IA les défis comme le déclin démographique, le chômage des jeunes et la compétitivité future d'une industrie exposée à une concurrence chinoise de plus en plus vive. Selon l'Organisation de coopération et de développement

économiques, les petites et moyennes entreprises sud-coréennes emploient aujourd'hui 80 % des travailleurs, mais leur productivité ne représente qu'un tiers de celle des grandes entreprises. « *En réduisant les délais de recherche, de conception et de mise en œuvre, l'IA accélère le rythme de l'ensemble de l'économie. Le capital est réinvesti plus rapidement et trouve davantage d'opportunités d'investissement; cela se traduit par une baisse des coûts et un dynamisme accru* », précise M. Min.

Un autre avantage de la politique de l'IA doit être un rééquilibrage du développement régional. Les quatre « *fabs* » seront construits dans le Jeolla, région du Sud-Ouest qui reste relativement peu développée.

La mise en œuvre de cette politique ne va pas pour autant sans questionnements, entre autres sur les indispensables infrastructures énergétiques. Une étude gouvernementale dévoilée le 20 août estime que la nouvelle politique poussera la demande en électricité à un pic proche de 165 gigawatts d'ici à 2040, contre 104 GW aujourd'hui.

L'autre enjeu est de convaincre les Coréens eux-mêmes, alors que les projets d'usines dans le très rural Jeolla et les futurs centres de données interrogent sur leur impact environnemental. Ils suscitent des critiques de l'opposition conservatrice qui y voient un choix d'implantation politique, le Jeolla étant un bastion progres-

## Le niveau d'utilisation de l'IA par les Sud-Coréens est 1,7 fois supérieur à la moyenne mondiale

siste. Le gouvernement veut aussi installer les « *fabs* » dans des zones économiques spéciales, aux règles fiscales et au droit du travail assouplis.

Un choix qui passe mal alors que le syndicat de la métallurgie a appelé à des garanties d'emploi face au déploiement de l'IA et de la robotique et que celui du constructeur automobile Hyundai veut que l'usage de robots humanoïdes soit soumis à un accord entre les partenaires sociaux.

Dans le même temps, les industriels sont prêts à délocaliser leur production en cas de tensions sociales fortes. « *Nous avons besoin d'un nouveau contrat social adapté à l'ère de l'IA* », a reconnu le 14 juillet le ministre du travail, Kim Young-hoon.

Il faut aussi trouver les ressources humaines dans un pays qui connaît, selon le Stanford AI Index de 2025, un exode net de ses experts de l'IA, et qui n'attire que peu de talents étrangers dans ce domaine – 604, soit 1,1 % du total des employés du secteur, d'après

le Software Policy and Research Institute, l'institut de recherche sur les logiciels.

Le gouvernement veut former en cinq ans 10 000 spécialistes en robotique et en IA, et développer des cadres d'apprentissage pour les travailleurs. Il veut aussi définir « *les connaissances et les compétences nécessaires à une société où l'IA est intégrée dans presque toutes les professions. Des travaux sont en cours pour intégrer ces nouvelles compétences à l'ensemble du système éducatif, plutôt que de considérer l'IA comme une discipline réservée aux départements d'informatique* », explique Ha Jung-woo, vice-président du Conseil présidentiel sur la stratégie nationale d'intelligence artificielle.

Certains emplois disparaîtront, d'autres évolueront et pour que chacun puisse s'adapter, estime le professeur Joseph Yi, « *l'IA doit se déployer dans un environnement informationnel ouvert car l'innovation repose sur la remise en question des a priori, la vérification d'hypothèses impopulaires, la circulation de l'information au-delà des limites institutionnelles. L'ouverture n'est pas un luxe moral qui s'ajoute au développement économique. Pour un petit pays aux coûts élevés confronté à la Chine à l'ère de l'IA, l'ouverture doit être au cœur de la stratégie industrielle* ». Un véritable défi dans une société sud-coréenne marquée par la défiance et la difficulté de faire entendre des voix discordantes. ■

PHILIPPE MESMER

# En Belgique, soupçons d'espionnage dans les semi-conducteurs

Un cadre est suspecté d'avoir transmis à la Chine des secrets industriels, par l'intermédiaire de la technique des « sociétés miroirs »

BRUXELLES - *correspondance*

L'histoire est digne d'un scénario d'espionnage. Un homme est arrêté à l'aéroport de Bruxelles-Zaventem. Il a deux nationalités : belge et chinoise, et surtout un CV intrigant. L'ancien cadre de 52 ans a travaillé pour BelGaN, une entreprise flamande qui a fait faillite en 2024. Elle produisait une technologie particulièrement stratégique : des puces en nitrure de gallium utilisées dans les secteurs des véhicules électriques, l'aérospatiale et le domaine militaire.

Sauf qu'il ne s'agit pas d'un scénario mais d'un communiqué du parquet fédéral belge publié le 7 septembre, confirmant que le suspect est en détention provisoire depuis son arrestation, le 10 mai. Il est soupçonné d'espionnage et de divulgation de secrets

d'affaires au profit de la Chine. « *Certains éléments indiquent que l'intéressé, qui occupait un poste de direction dans la recherche au sein de l'entreprise belge, travaillait parallèlement en tant que dirigeant d'une entreprise chinoise exerçant une activité de production similaire, crée quelques mois après son entrée en fonctions et financée par un fonds d'investissement chinois* », détaille le parquet fédéral.

## Dépôt de bilan

A Audenarde, en Flandre-Orientale, l'expertise dans les puces au nitrure de gallium s'est développée autour des années 2010 au sein de l'entreprise ON Semiconductors. En difficulté financière, celle-ci est rachetée en 2022 par BelGaN, société soutenue par des investisseurs chinois, qui engage une bascule complète vers cette technologie stratégique présen-

## L'entreprise BelGaN produisait une technologie particulièrement stratégique : des puces en nitrure de gallium

tée comme un atout pour l'indépendance technologique européenne. Début 2024, le pari des puces en nitrure de gallium semble se concrétiser avec de premières commandes de clients. Pourtant, l'entreprise dépose le bilan quelques mois plus tard, laissant plus de 400 salariés sur le carreau.

Aujourd'hui, l'arrestation de l'ancien cadre jette une lumière

nouvelle sur cette faillite. D'autant que, peu de temps après le rachat du site d'Audenarde, une autre société a été créée en Chine, dans la province du Fujian. Fait troublant, l'entreprise, baptisée « Gankool », produit exactement la même technologie que BelGaN.

## Une tactique bien identifiée

Les enquêteurs soupçonnent donc l'homme arrêté en mai d'avoir transféré à Gankool le savoir-faire de l'entreprise belge. « *L'enquête pourrait mettre en évidence le transfert illicite à l'étranger de propriété intellectuelle spécialisée et de secrets d'affaires relatifs à la production de puces en nitrure de gallium* », souligne le parquet.

Si ces soupçons sont confirmés, il pourrait s'agir d'un exemple de « *société miroir* », une tactique bien identifiée par les services de renseignement. Dans son rap-

port annuel, la sûreté de l'Etat belge analysait clairement ce phénomène : « *Les entreprises chinoises investissent dans des entreprises, des centres de recherche ou spin-off belges – de préférence dans des entités de taille réduite qui développent des technologies prometteuses mais sont sous-financées –, afin d'accéder à la technologie et ensuite de créer une société miroir en Chine qui produira cette même technologie à plus grande échelle.* »

Depuis 2020, un règlement européen encourage les Etats membres à se doter d'un mécanisme de filtrage des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques. En Belgique, cet outil n'est entré en vigueur qu'en juillet 2023, soit après le rachat de BelGaN par des investisseurs chinois. « *Ce qui s'est passé avec BelGaN reflète l'ancien cadre politi-*

que, note Victor De Decker, chercheur en géo-économie à l'Institut Egmont, un cercle de réflexion indépendant. *Je ne pense pas qu'une entreprise chinoise pourrait aujourd'hui s'implanter aussi fortement dans une société de semi-conducteurs en Belgique.* »

Reste, prévient le chercheur, la difficulté à intervenir en cas de soupçon de fuite technologique sur des entreprises déjà sous contrôle chinois, « *sans avoir peur du revers diplomatique qui en découlera* ». A l'automne 2025, l'intervention du gouvernement néerlandais dans la gestion du fabricant de puces Nexperia, propriété du groupe chinois Wingtech, avait déclenché en retour des mesures de rétorsion chinoises sur l'exportation de composants-clés pour l'industrie automobile européenne. ■

ALIX LE BOURDON



# Les Grecs veulent en finir avec l’austérité

A quelques mois des législatives, les allègements fiscaux promis par le premier ministre peinent à convaincre

ATHÈNES - *correspondante*

Pendant huit années de crise (2010-2018), la Grèce a voté des milliards d’euros de coupes budgétaires pour satisfaire ses créanciers. Selon le gouvernement, c’est désormais du passé. Le pays a renoué avec la croissance, qui avoisine 2 %, et a dégagé en 2026 un excédent primaire (soit hors charge de la dette) proche de 4 % du produit intérieur brut (PIB). Le premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, s’est félicité de ces chiffres dans son discours de rentrée à la Foire internationale de Thessalonique, le 6 septembre, mais il a admis que « la réussite de l’économie ne s’est pas reflétée dans le portefeuille de tous les citoyens ». Voulant y remédier à quelques mois des élections législatives, prévues au printemps, le leader conservateur au pouvoir depuis 2019 a annoncé 2,2 milliards d’euros d’allègements fiscaux et de revalorisation du pouvoir d’achat pour 2027.

Le gouvernement entend porter le salaire minimum de 920 euros brut mensuels à 1000 euros en janvier 2028. Les fonctionnaires doivent retrouver une prime de Noël de 500 euros, supprimée pendant les années d’austérité. Les retraités bénéficieront d’une prime annuelle portée de 300 à 400 euros. Des exonérations d’impôt sur le revenu sont également prévues pour les familles de trois enfants et les agriculteurs gagnant moins de 20 000 euros par an. Le gouvernement promet de faire baisser progressivement

**Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, à la Foire internationale de Thessalonique (Grèce), le 5 septembre.**

ALEXANDROS AVRAMIDIS/  
REUTERS



de 30 % les prix de gros de l’électricité d’ici à 2029 et de lancer un programme d’accès au crédit immobilier pour les jeunes alors que la hausse des prix des logements est devenue l’un des principaux sujets de mécontentement.

Mais pour beaucoup de Grecs, les annonces du premier ministre ne sont pas suffisantes. Près de Corin-

the, Dimitris Balafoutas, qui cultive du raisin, n’a pas été convaincu. « Même sans impôts à payer l’année prochaine, je n’arriverai pas à joindre les deux bouts », affirme-t-il. Pour 20 tonnes de raisins de Corinthe vendues, son revenu ne dépasse pas 14 000 euros par an. « Et je dois payer en plus les engrais, les semences et le carbu-

rant nécessaire pour me rendre dans les champs », déplore le quin-quagénaire.

### « Faible marge de manœuvre »

Pour Michalis Nikiforos, professeur agrégé d’économie à l’université de Genève, le gouvernement s’est imposé des limites qui réduisent sa capacité à agir. Kyriakos Mitsotakis a promis de ne pas déréglé les comptes publics et de continuer à rembourser par anticipation une partie de la dette, pour redorer l’image de la Grèce auprès des marchés. Il n’entend pas non plus accroître la taxation des plus riches. « La marge de manœuvre est donc faible pour prendre des mesures d’envergure », analyse l’économiste.

Plus de 36 % des salariés du secteur privé en Grèce gagnent

moins de 1000 euros brut par mois et, selon Eurostat, le produit intérieur brut par habitant est l’un des moins élevés de l’Union européenne (UE), à 26 400 euros contre 38 100 euros en moyenne dans le reste de l’UE.

Avec son salaire de 1000 euros brut par mois, Eftychia Tasou, professeure des écoles vacataire, s’attendait à ce que le premier ministre annonce des aides au logement. « Mon loyer s’élève à 540 euros par mois. Quand, j’ai payé l’électricité, l’eau et les charges, il ne me reste rien, explique la jeune femme. Si je n’avais pas l’aide de mes parents, je n’y arriverais pas. »

Dans les PME, la situation est également loin d’être réglée depuis la sortie de la crise. Spyros Vradi dirige une entreprise qui

fabrique des emballages en carton, et emploie une vingtaine de personnes ; depuis la guerre en Ukraine, ses factures d’électricité ont augmenté de 30 % à 40 %. Pour autant, « nous ne pouvons pas tellement augmenter les prix de vente car nous perdriions des clients », explique-t-il. Les aides annoncées par le gouvernement lui paraissent « ridicules ».

### Des emplois peu rémunérés

Les difficultés auxquelles son entreprise était confrontée pendant la crise n’ont pas toutes disparu. Certains clients, y compris de grandes chaînes de supermarchés, continuent à régler leurs factures avec plusieurs mois de retard. « Et les banques continuent à faire des difficultés pour faire des prêts aux petites entreprises », souligne-t-il, en colère.

« Le paradoxe est qu’en Grèce, malgré la croissance et la diminution du chômage, les salaires n’ont que très peu augmenté », constate Michalis Nikiforos. Il explique cette situation par le fait que la croissance repose en partie sur des secteurs comme le tourisme, dont les emplois sont souvent peu rémunérés et saisonniers, mais aussi par la dérégulation du marché du travail amorcée pendant la crise et poursuivie par le gouvernement conservateur.

« Il est difficile d’augmenter les salaires quand, par exemple, certains employés travaillent légalement treize heures par jour ou quand il existe des accords pour faire venir des travailleurs de pays tiers pour être embauchés durant la saison dans des complexes hôteliers ou dans les champs », explique Michalis Nikiforos.

L’inflation, qui devrait dépasser les 3 % en 2026 selon les prévisions de la banque de Grèce (elle était déjà de 3 % en 2025), joue aussi un rôle essentiel dans ce paradoxe grec : elle a permis aux finances publiques de croître, mais elle a rogné le pouvoir d’achat de la population. ■

MARINA RAFENBERG

FONDS pour  
L'INDÉPENDANCE  
de la PRESSE

Appel à projets

BESOIN  
DE SOUTIEN  
POUR  
UN PROJET  
DE  
RECHERCHE  
DE LUTTE  
CONTRE LA  
DÉSINFORMATION  
NUMÉRIQUE ?

Candidatez avant le 26 septembre 2026

## La robotisation permet à Cocorico de relocaliser sa production textile dans le Lot

Cocorico a un modèle : Uniqlo. La marque française fondée par Arthur Charle, son frère Tom et sa sœur Coline en 2017, propose « les basiques de la garde-robe », tout comme le géant japonais de l’habillement. « Mais, chez Cocorico, tout est fabriqué en France », explique Arthur Charle. Et d’assurer : « Il est tout à fait possible de vendre du made in France à tout le monde, et pas seulement à ceux qui ont les moyens de se le payer. » A condition, toutefois, estime-t-il, que les fabricants français revoient leur mode opératoire en « abandonnant la machine à coudre de nos grands-pères » pour investir davantage « dans les technologies qui, en Chine, tournent depuis des années » et permettent de réduire les coûts de revient.

Cocorico entend démontrer combien ce modèle est viable. La marque, qui a recours à une trentaine de sous-traitants en France pour sa collection de sweat-shirts, tee-shirts, sous-vêtements et autres jeans, a ouvert un atelier de fabrication, en juillet, à Frayssinet-le-Gélat (Lot). Près de 500 000 euros ont été investis dans l’aménagement d’un corps de ferme, voisin de l’entrepôt Cocorico. Pour l’heure, l’atelier est consacré à la fabrication de tee-shirts, pilier de son activité ; la PME en écoule 300 000 à 400 000 par an (sur un total de 1 million de pièces vendues). Sa ligne de production confectionne déjà de « 1200 à 1500 tee-shirts par jour », chiffre le dirigeant.

Après avoir visité des usines « ultra-automatisées » en Chine et au Vietnam et avoir consacré « un an à la recherche et développement », le cofondateur de Cocorico a décidé d’équiper cette unité de production d’une douzaine de machines, dont

plusieurs automates qui permettent de réaliser les principales étapes de confection d’un vêtement. Ces machines tourment sous la houlette d’une douzaine d’employés, sans avoir nécessité une formation poussée du personnel, souligne M. Charle. Quelques minutes suffisent pour coudre les six pièces d’un tee-shirt. Cocorico envisage déjà de fabriquer ainsi d’autres types de vêtements, dont « des boxers et des sweat-shirts en 2027 ». A terme, la PME aux 50 salariés espère produire ainsi la moitié de son catalogue qui compte 5 000 références.

Ce mode de fabrication permet à la marque de « rester compétitive », de conserver des prix abordables et de surfer sur la tendance du « consommer moins mais mieux » qui incite à acheter des produits fabriqués localement. « Il existe des solutions pour améliorer l’impact économique, environnemental et social de sa consommation. Toutefois, en tant que fabricant, il est impossible d’oublier les questions de pouvoir d’achat, estime le dirigeant. Les Français ne peuvent pas tous dépenser 40 euros pour un boxer fabriqué en France. » Dès lors, la marque, qui vend ses tee-shirts à 24,90 euros et des lots de cinq culottes à 49,50 euros, a recours à tous les ressorts marketing pour écouler au mieux ses collections en ligne.

En septembre, Cocorico signe une opération « French Days » de prix cassés « jusqu’à – 60 % », avant de s’atteler à celle du Black Friday, prévue fin novembre. En 2026, la marque devrait atteindre 30 millions d’euros de ventes. Soit quasiment 40 % de plus qu’en 2025. M. Charle estime pouvoir réaliser 100 millions d’euros de ventes en 2030. Mais il n’entend ni ouvrir de boutiques, ni exporter ses collections. D’ici là, le dirigeant jure que l’intelligence artificielle aura amélioré le coût de fabrication dans l’industrie textile : « Cette révolution de l’intelligence artificielle va aider à relocaliser la production d’habillement. » ■

JULIETTE GARNIER



# France Inter maintient Charles Sapin à l'antenne

L'intersyndicale de Radio France a voté un nouveau préavis de grève

Radio France, ni la direction ni les syndicats ne veulent céder. Une assemblée générale des personnels, réunie mardi 15 septembre à l'appel de l'intersyndicale, a voté pour le dépôt d'un nouveau préavis de grève contre le recrutement du directeur adjoint de la rédaction du magazine ultraconservateur *Valeurs actuelles* à l'éditorial politique du dimanche matin sur France Inter. Les antennes du groupe pourraient ainsi être de nouveau perturbées le lundi 21 septembre.

Quelques heures plus tôt, dans la matinée, la directrice de France Inter, Céline Pigalle, avait tenté de relancer les discussions en recevant les représentants des personnels et les chefs de service de sa rédaction. Elle a proposé la tenue, la semaine du 21 septembre, d'un « séminaire de discussions » sur les modalités d'application du pluralisme, une demande des journalistes de la station, datant d'avant même ce conflit. Mais l'assemblée générale a tranché pour « *poser au préalable le retrait de la chronique de Charles Sapin* », confie Lionel Thompson, membre du bureau SNJ-CGT de Radio France. En revanche, l'organisation d'un vote sur une motion de censure contre la direction de France Inter, qui ne semble pour le moment pas faire l'unanimité, n'a pas été décidée.

Cette nouvelle grève de vingt-quatre heures ferait ainsi suite à celles des dimanche 13 et lundi 14 septembre. Les journalistes de France Inter, première radio de France en audience, s'étaient fortement mobilisés, puisque sur 65 inscrits au planning le lundi matin, 44 ont cessé le travail, selon plusieurs sources syndicales. France Culture, Franceinfo et le réseau ICI (ex-France Bleu) ont aussi été affectés. La direction de Radio France a, de son côté, comptabilisé 12,05 % de personnels grévistes ce jour-là (38,26 % chez France Inter).

## «Guépier»

L'embauche du dirigeant de *Valeurs actuelles* a relancé le débat sur le « pluralisme », et sa définition. Peut-il avoir des limites ? Quelle place pour l'extrême droite sur les antennes ? Une question sensible alors que le parti Union des droites pour la République (UDR), allié au Rassemblement national, fut, à la saison 2025-2026, à l'initiative d'une commission d'enquête parlementaire, accusant l'audiovisuel public de partialité en faveur de la gauche. La commission fut présidée par le député UDR de l'Hérault Charles Alloncle.

« *La ligne rouge a été franchie en intégrant au pluralisme un journal [Valeurs actuelles] plusieurs fois condamné* », pour provocation à la haine raciale ou injure à caractère

## L'embauche du journaliste de « Valeurs actuelles » a relancé le débat sur le pluralisme, et sa définition

raciste, s'emporte, de son côté, Lionel Thompson. Des syndicats de France Télévisions s'émeuvent eux aussi de la présence de Charles Sapin sur la chaîne Franceinfo, sur le canal 16 de la TNT, l'accusant de contribuer « à la représentation d'idées contraires aux principes républicains », selon les mots de Pierre Mouchel, secrétaire général du Syndicat national de la radio-diffusion, de la télévision et de l'audiovisuel CGT du groupe audiovisuel public.

Outre des apparitions régulières comme éditorialiste, Charles Sapin intervient le dimanche soir sur cette chaîne pour un « duel » face à Rokhaya Diallo, directrice de l'hebdomadaire *Politis* et militante antiraciste. Dimanche 13 septembre, le débat a notamment porté sur la proposition de Marine Le Pen d'une « priorité nationale » pour le logement social. « *Il y a des critères d'attribution des logements sociaux, je ne vois pas*

*pourquoi la nationalité ne pourrait pas en devenir un* », a approuvé Charles Sapin. « *Je trouve ça assez fabuleux la façon dont la gauche et tout le monde s'esbaudit devant cette idée de priorité nationale en disant "mon Dieu, c'est une lubie idéologique d'extrême droite" alors qu'on l'applique déjà pour tant de choses* », a-t-il également déclaré, citant l'accès à la fonction publique et le droit de vote.

« *J'en veux beaucoup à la direction de nous avoir mis dans un tel guépier, confie une figure de la station. Quoiqu'on fasse maintenant, quelles que soient les décisions, Radio France se retrouvera encore fragilisée par des tombereaux d'attaques.* » Sur CNews, où « *l'affaire Charles Sapin* » est régulièrement abordée, Pascal Praud s'en est d'ailleurs pris, lundi 14 septembre, aux 300 signataires d'une tribune, publiée deux jours plus tôt dans *Le Parisien* en soutien aux grévistes, les qualifiant de « *traîne-patins subventionnés* ». C'est aussi dans ce contexte que le député Charles Alloncle s'apprête à publier un livre, chez Fayard (éditeur dans le giron de Vincent Bolloré) le 30 septembre, intitulé *Je jure de dire toute la vérité*. Il y racontera les coulisses de la commission d'enquête parlementaire sur la neutralité, le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public, quatre mois après la clôture de ses travaux. ■

MICHAËL MOREAU



## PERTES & PROFITS | TÉLÉCOMS

PAR ISABELLE CHAPERON

# Qui paie la facture de la souveraineté ?

**MÉDICAMENTS, ÉNERGIE**, défense : dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu, l'Europe tente, tant bien que mal, de réduire ses dépendances extérieures concernant les industries critiques. Or, quoi de plus stratégique que les réseaux de communication ? Seul problème, les opérateurs télécoms n'ont pas la fibre généreuse. Ils refusent de payer seuls la facture de la souveraineté.

Dix-sept hauts dirigeants d'Orange, Telefonica, Deutsche Telekom ou Swisscom ont publié, mardi 15 septembre, une position commune visant à dénoncer la volonté de la Commission européenne d'évincer les antennes-relais et autres équipements du chinois Huawei des réseaux mobiles et Internet fixe en Europe. Ces obligations « *imposeraient* [au secteur des coûts de remplacement pouvant atteindre 40 milliards d'euros], trois fois plus que les estimations de la Commission, avancent-ils. Autant d'argent dépensé qui, selon eux, promet de « *priver le secteur des capitaux indispensables au déploiement de la fibre optique, de la 5G et de la 6G* ».

Dans leur viseur, un texte sur la cybercriminalité visant le matériel « *à haut risque* », actuellement en discussion entre les États membres et le Parlement. Le nom de Huawei n'est jamais cité, mais c'est bien le premier équipementier télécom mondial et, dans une moindre mesure, son compatriote ZTE qui sont ciblés par la

Commission. Face aux menaces d'espionnage ou de coupure volontaire, Bruxelles juge cette éradication indispensable pour assurer la sécurité des infrastructures télécoms en Europe. En ligne avec la position américaine qui mène la guerre contre le géant technologique de Shenzhen depuis 2018.

## Attention aux effets d'aubaine

La souveraineté, c'est bien, c'est nécessaire, mais qui paie ? Ce cas illustre à l'envi les enjeux de la politique volontariste que l'Europe commence à engager pour assurer sa réindustrialisation et réduire ses dépendances technologiques. De quoi exposer les chausse-trappes du « made in Europe » au moment où Bruxelles, sous l'impulsion de la France, veut instaurer la préférence européenne sur les marchés publics.

Le vice-président exécutif de la Commission, Stéphane Séjourné, souhaite libérer les acheteurs publics de la dictature du prix, afin d'éviter de favoriser les productions chinoises dopées aux subventions. Mais attention aux effets d'aubaine. Si les concurrents de Huawei, le finlandais Nokia et le suédois Ericsson se frottent les commutateurs, de leur côté, les opérateurs télécoms craignent que les équipementiers européens profitent de la situation pour augmenter leurs tarifs : un surcoût qui représenterait plus de 20 % de l'addition, selon leurs projections. ■

# Un collectif citoyen propose une renaissance industrielle

Composé d'économistes, d'universitaires et d'industriels, ce groupe a présenté un manifeste pour « sortir de la logique de gestion du déclin »

La saison des manifestes est ouverte, campagne présidentielle oblige. Un nouveau collectif dit « citoyen », piloté par le professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et expert des questions industrielles Olivier Lluansi, a présenté, mardi 15 septembre, son « *manifeste pour une renaissance industrielle* » de la France.

Il est soutenu entre autres par le syndicat de la CFE-CGC ou par la fédération de la plasturgie Polyvia, composé d'économistes, d'universitaires et d'industriels ; son ambition vise à « *replacer l'industrie au cœur du projet de société français* », à moins d'un an des élections présidentielle et législatives de 2027. « *Il y a un consensus politique comme jamais auparavant autour du sujet, tous les partis sont d'accord pour réindustrialiser, il faut donc en profiter* », explique M. Lluansi pour qui « *la réindustrialisation peut devenir une majorité de projet pour le pays, faute de majorité politique ou parlementaire* ».

Ce manifeste, fruit d'un cycle de un an de conférences au CNAM, lance « *un appel à la mobilisation générale* », jugeant « *l'urgence absolue* » : « *L'industrie n'est pas un secteur économique parmi d'autres ou une variable d'ajustement statistique, mais le pivot central de notre contrat social et la condition sine qua non de notre souveraineté nationale à l'heure du retour des grands empires.* »

Pour le collectif, s'il y a bien eu « *un début de réindustrialisation entre 2016 et 2023* », celui-ci est stoppé « *depuis l'inversion de tendance à l'été 2024* » ; le bilan du double quinquennat d'Emma-

nuel Macron est jugé « *insuffisant* », avec la part manufacturière de la création de richesse en France qui « *stagne toujours à 10 %* », contre 15 % chez plusieurs de nos voisins européens.

## «Un gain immédiat»

Parmi les mesures préconisées figure l'augmentation de la commande publique « *pour passer de 40 % à 60 % de produits fabriqués en France dans les achats publics, nous alignant sur le modèle allemand* ». Un tel changement apporterait « *un gain immédiat de 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires pour nos entreprises nationales* ». Autre proposition, la mobilisation de l'épargne, insuffisamment fléchée vers l'investissement productif, qui est une solution à l'impasse financière créée par la situation budgétaire du pays : « *Il faut mobiliser 100 à 200 milliards d'euros sur les 6 600 milliards d'euros d'épargne des ménages pour financer notre tissu industriel et créer 600 000 emplois en dix ans.* »

D'autres recommandations complètent la liste, comme la

simplification administrative et réglementaire, un meilleur accès au foncier et à une énergie compétitive, ainsi qu'une amélioration de la formation professionnelle alors que 60 000 postes sont vacants dans l'industrie.

A côté de ces mesures largement partagées, le manifeste présente aussi des « *choix plus structurants* » et clivants, afin de « *sortir de la logique de gestion du déclin* ». Parmi ces « *bifurcations majeures* », le collectif appelle à « *rééquilibrer la gouvernance économique du tissu industriel français* », trop favorable aux grands groupes et aux multinationales et pas assez aux petites ou moyennes entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire. Il faut aussi, selon le manifeste, mieux articuler planification écologique et planification productive : « *La transition environnementale ne peut réussir sans transformation de l'appareil productif, de même qu'une renaissance industrielle durable ne peut être conçue sans maîtrise de son empreinte écologique.* »

Enfin, la réindustrialisation commande « *une refonte du pacte social* » pour financer la baisse des impôts de production pour les entreprises et la hausse en contrepartie des salaires dans l'industrie. Où trouver l'argent pour une telle évolution chiffrée à 20 milliards d'euros par an ? « *Peut-on augmenter la TVA ou créer une TVA sur les produits importés ? Doit-on demander un gel sur les retraites les plus élevées ?* », interroge le manifeste. Autant de questions que le collectif entend désormais poser aux différents candidats à la présidentielle. ■

BASTIEN BONNEFOUS

«L'industrie est le pivot central de notre contrat social et la condition sine qua non de notre souveraineté nationale», estime le collectif

Le Monde

À la croisée des mots

U

© Loïc Lustria

Pour les passionnés de mots croisés, Le Monde a réuni 100 grilles de Philippe Dupuis, auteur historique des mots croisés du quotidien. Amusez-vous de ses définitions espiègles et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](https://lemonde.fr/boutique) - 7,50 € - 124 pages.



La question, embarrassante, est en suspens depuis plusieurs jours : Patrick Branco Ruivo, directeur général de la Société d'exploitation de la tour Eiffel (SETE), était-il informé des exigences formulées par la délégation hindoue à l'origine de l'immense tollé qui agite les réseaux sociaux ?

Le 5 septembre, une visite privée du deuxième étage a été organisée pour une délégation du Bochasanwasi Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha (BAPS), courant religieux hindou ultra-conservateur. Condition posée : qu'aucune agente féminine ne soit présente dans les lieux afin d'éviter aux membres du BAPS la moindre interaction avec une femme. Demande ahurissante – le BAPS s'est depuis excusé – transformée en consigne générale par un ou plusieurs membres de la direction de l'un des monuments les plus emblématiques du pays des Lumières.

Les conséquences ont été immédiates. Lundi 7 septembre, la tour Eiffel est restée fermée, ses salariés ayant déclenché une grève pour protester contre cette invisibilisation des femmes. Dans la foulée, le maire de Paris, Emmanuel Grégoire – la Mairie est propriétaire de la SETE à 99 % –, a diligencé deux enquêtes, une interne à la SETE, une autre, externe, confiée à l'inspection générale de la Ville de Paris pour reconstituer la chaîne de responsabilité et identifier le donneur d'ordre. Une certitude s'impose déjà : le préjudice en matière d'image pour le monument est colossal. Rappelons qu'en 2017 la Mairie de Paris affirmait dans un communiqué : « *La Ville de Paris a l'ambition de faire de la tour Eiffel une vitrine irréprochable de la qualité de l'accueil parisien.* »

Le maire de la capitale attend désormais le résultat des deux enquêtes. Il ne peut, de toute façon, suspendre directement le directeur général de la tour Eiffel, compétence appartenant au conseil d'administration de la SETE. Ce conseil est composé de 12 « représentants » de la ville, dont les élus Rachida Dati (Les Républicains), demeurée étonnamment discrète, ou Audrey Pulvar (sans étiquette), et un représentant de la Métropole du Grand Paris.

**SOUS LE FEU DES PROJECTEURS** Pour le président du conseil, Ariel Weil, maire (PS) de Paris Centre, en poste depuis le 25 juin 2026, cette polémique est un joyeux cadeau de bienvenue. Mardi 8 septembre, sur Franceinfo, il a assuré ne pas avoir eu connaissance de la demande de la délégation hindoue : « *Je n'étais pas au courant, et tout indique que le directeur général ne l'était pas non plus pour ce qui est de la visite même du dignitaire. C'est totalement choquant et inacceptable. Visiblement, il y a eu du zèle.* »

Un directeur général « pas au courant », le « zèle » de subordonnés... Les enquêtes devront faire le tri. Mais l'affaire révèle d'ores et déjà une piètre connaissance par les personnalités politiques des réalités quotidiennes de la Tour et expose le mode de gouvernance de cette grande machinerie – 402 salariés ; 6,7 millions de visiteurs en 2025 et 156 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Qui est Patrick Branco Ruivo, 55 ans, directeur général de la SETE depuis le 8 novembre 2018, aujourd'hui sous le feu des projecteurs ? Enarque, haut fonctionnaire, il a effectué quasiment toute sa carrière à la Mairie de Pa-

ris. Il y débute en tant que chef de bureau à la direction des affaires juridiques, devient sous-directeur de l'encadrement supérieur, puis directeur auprès du secrétaire général avant de rejoindre le cabinet d'Anne Hidalgo – maire de Paris de 2014 à 2026 –, qui l'a nommé à la tête de la SETE. Depuis, il dirige le monument avec un style de management réputé peu collégial. Sollicité personnellement par *Le Monde*, Patrick Branco Ruivo a laissé son service de communication répondre : « *Plusieurs enquêtes ont été diligentées, notamment par un cabinet indépendant mandaté par la SETE, afin de faire toute la lumière sur cet événement et définir un plan d'action. Leurs conclusions devraient être rendues dans les prochains jours. Par respect de cette démarche en cours, nous ne communiquerons à nouveau qu'à ce moment-là.* »

Selon plusieurs sources, il arbitre les projets de la Tour d'un simple « j'aime » ou « je n'aime pas », imposant ses décisions à des collaborateurs qui, le plus souvent, n'osent pas le contredire. Son

tempérament « soupe au lait » transparaît jusque dans les faits les plus anecdotiques : amateur de tartes aux myrtilles, il les a imposées dans les snacks contre l'avis du concessionnaire restauration au moment d'une animation de Noël. Il a aussi tenu à dicter ses idées de plats au chef du restaurant étoilé Le Jules Verne, Frédéric Anton, ou encore à valider personnellement le design des sacs des boutiques de la tour, pourtant gérées par un prestataire. Ce souci du détail colle mal avec l'idée d'un directeur qui aurait ignoré les exigences d'une délégation aussi sensible que celle du BAPS. D'autant que plusieurs réunions ont lieu chaque semaine pour préparer les visites privées, dont une au moins en sa présence.

À l'automne 2023, dans le cadre de la fashion week, L'Oréal Paris veut son défilé sur le célèbre parvis. Suivant l'usage, un groupe de travail se réunit et émet un avis défavorable : la direction technique et celle de la sécurité reculent devant l'ampleur et la complexité de l'organisation, qui nécessiterait plusieurs semaines de montage en pleine exploitation du monument. Mais Patrick Branco Ruivo, contre l'avis de ses propres services, dit oui à L'Oréal. L'événement a donc lieu le dimanche 1<sup>er</sup> octobre 2023, en présence des actrices Eva Longoria, et Andie MacDowell et de la mannequin Kendall Jenner, et d'un public bien plus nombreux qu'attendu. La soirée virera au cauchemar pour les agents de la tour Eiffel mobilisés.

La polémique liée à la visite de la délégation hindoue est ainsi le

dernier symptôme en date d'un malaise social qui secoue la « dame de fer » depuis plusieurs années et dont les relations entre la direction et les salariés portent les stigmates. L'été 2026 avait déjà été passablement chaud, aux sens propre et figuré : face aux vagues de canicule successives, les syndicats se sont battus pour obtenir des mesures de protection pour les agents travaillant à l'extérieur. « *Comme pour les ouvriers du BTP, quand il fait chaud, les chantiers s'arrêtent, rappelle Diane Davoine, déléguée CGT et secrétaire du comité social et économique (CSE) de la tour Eiffel. Pendant les trois vagues de canicule, on était debout toute la journée, en extérieur. C'était physiquement éreintant, voire dangereux.* »

#### CONTRÔLE POLITIQUE

Reçus par la direction de la SETE le 23 juin, les syndicats évoquent un « droit à la fraîcheur ». La réaction du directeur général est sans ambiguïté : « *Il n'a pas supporté ce terme, raconte Diane Davoine. Il nous a hurlé dessus : "Vous êtes dans la surenchère ! Ces demandes sont exorbitantes !" Il ne nous protège de rien. Ce qui l'intéresse, ce sont les rentrées financières.* » A l'issue de la réunion, l'avancée obtenue par les syndicats se résume à l'achat d'un réfrigérateur mis à la disposition du personnel. Plus généralement, les comptes rendus de CSE font état de passes d'armes peu amènes.

Plus grave, un jugement passé quasi inaperçu est venu sanctionner la gestion du monument. Le 21 octobre 2025, la cour d'appel de Paris a condamné la SETE à 37 500 euros d'amende et à

**Patrick Branco Ruivo a tenu à dicter ses idées de plats au chef du restaurant étoilé Le Jules Verne, Frédéric Anton**

40 000 euros de dommages et intérêts à verser au CSE. La cour a sanctionné 27 délits d'entrave – une infraction qui punit le fait d'empêcher ou de perturber la mise en place et le travail des représentants du personnel dans une entreprise – pour avoir dissimulé, entre 2019 et 2021, un diagnostic révélant la présence de plomb sur la tour et n'avoir pas pris les mesures de protection nécessaires à la préservation de la santé des ouvriers intervenant sur la campagne de peinture, des visiteurs et des salariés.

A ce conflit latent s'en ajoute un autre, plus juridique. Depuis les élections professionnelles du 26 mars 2026 remportées par la CGT, le CSE attend toujours de recevoir l'intégralité des documents légaux auxquels il a droit, comme la copie de la délégation de service public avec la Ville de Paris. « *On m'a répondu qu'il fallait que je sois patiente, raconte Diane Davoine. Cela fait six mois qu'on attend l'autre moitié des documents, alors que le délai légal de transmission est d'un mois. On n'en peut plus de réclamer... Encore une fois, ce sont des délits d'entrave.* » La CGT menace dé-

sormais la direction de poursuites judiciaires.

Reste une question plus fondamentale, que l'affaire de la délégation hindoue a brutalement remise au goût du jour : quel contrôle exercent précisément les élus de la Ville de Paris sur la SETE, qui gère le monument pour le compte de la municipalité ?

Une première piste réside peut-être dans l'assiduité du précédent président de la SETE nommé par la Ville de Paris, Jean-François Martins. Ancien adjoint d'Anne Hidalgo, chargé du tourisme et du sport et parti durant l'été 2026 après six ans de mandat, il avait transformé les réunions en présentiel du conseil d'administration en rapides visioconférences. Contrairement à ses prédécesseurs, il ne venait qu'exceptionnellement à la SETE, et toujours en coup de vent, le plus souvent pour rencontrer des journalistes – à tel point qu'il a rendu son bureau, dont il n'avait pas l'usage. Pour autant, Jean-François Martins, par ailleurs à la tête d'une société de conseil en communication, n'a pas renoncé à ses émoluments. En 2024, il a touché une rémunération annuelle de 15 245 euros et 9 472 euros de jetons de présence. Sollicité, M. Martins n'a pas souhaité réagir.

À l'échelon inférieur, la direction de la SETE est composée à une écrasante majorité d'anciens fonctionnaires de la Mairie de Paris que Patrick Branco Ruivo a lui-même embauchés. Ainsi de la directrice chargée, notamment, de la commercialisation des produits dérivés de la tour, anciennement chargée de mission au secrétariat général à la Mairie de Paris. Ou du directeur du service des ressources humaines de la SETE, ex-adjoint à la sous-directrice de l'administration générale de la propreté de Paris – ni l'un ni l'autre n'ont donné suite aux sollicitations du *Monde*. Des attributions au sein de la SETE qui ne sont pas toujours cohérentes avec leurs précédents postes à la Mairie de Paris. Ils sont, cependant, de fins connaisseurs des arcanes municipaux et des exigences de la Ville. Il semble que cette expérience n'empêche pas une certaine opacité, aucun rapport d'activité n'ayant été publié sur le site officiel de la SETE depuis 2019. ■

LAURENT TELO



Patrick Branco Ruivo, directeur général de la Société d'exploitation de la tour Eiffel, à Bombay (Inde), le 27 août 2024. HINDUSTAN TIMES/SIPA

## PLEIN CADRE

# Le directeur de la tour Eiffel dans la tourmente

La mise à l'écart du personnel féminin pendant la visite d'une délégation hindoue, le 5 septembre, a déclenché une grève et deux enquêtes. L'affaire révèle le malaise social qui secoue la « dame de fer »

**Un directeur général « pas au courant », le « zèle » de subordonnés... Les enquêtes devront faire le tri**



# La « période de reconversion », un nouveau dispositif de formation avec peu de moyens

Alors que les métiers évoluent rapidement, peu de projets ont été lancés pour le moment

**I**l n'a pas été facile de retourner à l'école, mais ça vaut le coup», explique Loïc Chelle, 40 ans, salarié de Lavour Ambulances, dans le Tarn. A l'issue de six semaines de formation, il a pu finaliser en juin son diplôme d'Etat d'ambulancier, après avoir été auxiliaire ambulancier, et à la suite d'une première partie de carrière dans le tourisme.

De secrétaire d'auto-école à monitrice, d'assistante de direction à comptable, de chargé de financement à chargé de relations clients... Autant de parcours permis par la « période de reconversion », un nouveau dispositif de formation mis en place depuis le 1<sup>er</sup> février, à la suite d'une loi du 24 octobre 2025 qui organise la mobilité – interne ou externe – des salariés. Il remplace les dispositifs Transco (transitions collectives) et Pro-A (promotion par alternance) et est ouvert à l'ensemble des salariés du privé, quels que soient leur niveau, leur âge et leur ancienneté. La formation se fait à

la suite d'un accord entre entreprise et salarié. Elle est majoritairement financée par les opérateurs de compétences (OPCO), mais peut aussi être complétée par l'entreprise ou le compte personnel de formation du salarié.

« C'est un outil fabuleux, plaide Yann Bouvier, chargé de mission à la Fondation innovations pour les apprentissages, notamment pour gérer l'allongement des carrières et garantir l'employabilité des salariés. » Même son de cloche pour Marie-Hélène Chavigny, DRH des opérations Carrefour France : « Cette approche est essentielle pour les entreprises comme pour les salariés. Il va falloir de plus en plus que ces derniers se forment tout au long de la vie pour acquérir de nouvelles compétences et s'adapter à de nouveaux métiers. » Eric Mignon, secrétaire confédéral CFDT, souligne qu'il s'agit d'un dispositif qui cible un emploi précis avec, à la clé, un débouché réel. « Trop de salariés sont déçus par des formations qui ne mènent à rien », regrette-t-il.

La durée de la période de reconversion est comprise entre cent cinquante et quatre cent cinquante heures, sur un maximum de douze mois, avec la possibilité d'aller jusqu'à deux mille cent heures sur trente-six mois lorsque des accords de branche ou d'entreprise le prévoient. La banque, par exemple, a, dans un accord signé le 26 juillet, porté la durée maximale à cinq cent cinquante heures sur vingt-quatre mois. Dans le secteur de la santé, les branches sont également en train de négocier pour aller au-delà du cadre légal. « Une formation d'aide-soignant peut aller jusqu'à dix-huit mois et celle d'un infirmier prend trois ans », explique Nelly Ivanchak, directrice des relations institutionnelles, branches et partenariats pour l'OPCO Santé. Où en est-on quelques mois

## Quels que soient les secteurs, les reconversions externes sont au point mort

après la mise en place du dispositif ? « Le démarrage est progressif, nous sommes en phase d'amorçage avec une quarantaine de demandes à ce jour. L'appropriation demande du temps », constate Nicolas Rivier, directeur du développement d'Atlas, l'OPCO des services financiers et du conseil.

### « Parcours managériaux »

Dans le secteur du commerce, les demandes commencent à arriver en nombre. « Notre secteur a une forte tradition d'ascenseur social. Dans cette optique, la période de reconversion est un super dispositif, essentiel pour nos entreprises », explique Céline Palisse, cheffe du service emploi-formation de la Fédération du commerce et de la distribution. A ce jour, 500 parcours internes ont été financés, dont des certificats de qualification professionnelle de manager opérationnel en magasin, animateur en magasin et conseiller de vente en produits frais.

De son côté, l'OPCO Mobilités totalise une centaine de demandes. « Nous avons de plus en plus de demandes concernant des parcours managériaux, comme, par exemple, de régulateur à responsable d'unité de transport et de logistique, précise Isabelle Maimbourg, directrice générale d'OPCO Mobilités. Je crois beaucoup à ce dispositif. » Marie-Hélène Chavigny souligne la relation gagnant-gagnant : « Nous capitalisons sur nos collaborateurs, et pour eux, c'est source de motivation et de fierté. » Quels que soient les secteurs, les recon-

versions externes sont en revanche au point mort. « La machine est beaucoup plus complexe », note Nicolas Rivier. Le dispositif prévoit que le salarié part temporairement travailler et se former dans une autre entreprise sur un nouveau métier. Il est rémunéré par l'entreprise d'accueil. Son contrat de travail initial est suspendu pendant la durée de la reconversion, ce qui lui ouvre un droit au retour. « La mobilité externe peut marcher », note Nelly Ivanchak, mais il faut du temps. « Le plus compliqué à gérer étant la mobilité extrasectorielle [un boulanger souhaitant par exemple devenir aide-soignant] », poursuit-elle.

« Les entreprises sont convaincues par ce nouveau dispositif, estime Yann Bouvier, mais le budget de 68 millions d'euros [pour 2026] paraît bien léger. » « Nous ne manquons pas de besoins, mais de financements », confirme Céline Palisse. Le secteur du commerce dispose d'une enveloppe de 5 millions d'euros. Avant ce nouveau dispositif, l'Opcommerce avait financé 3100 parcours avec un budget de 15 millions d'euros pour la Pro-A en 2025. Dans le secteur de la santé, 2500 parcours en Pro-A avaient été financés pour 30 millions d'euros. Aujourd'hui, le budget pour la période de reconversion est de 4 millions d'euros. « Même si la part de financement public baisse, elle reste indispensable, souligne Nelly Ivanchak. Les branches et les entreprises complètent, et ce triptyque est vertueux. »

Pour la CFDT, l'atout majeur de ce nouvel outil est de permettre d'anticiper les évolutions de l'emploi (transition écologique, intelligence artificielle...) au lieu d'être dans la simple réaction. « Cela suppose un changement de mentalité, conclut Jérôme Morin, secrétaire national. Nous sommes dans le moyen-long terme. » ■

MYRIAM DUBERTRAND

# MANAGEMENT | 19



## CARNET DE BUREAU CHRONIQUE PAR JULES THOMAS

# Des mesures pour mettre fin au « plafond de mère »

**C'**est une discrimination qui symbolise le plus les inégalités femmes-hommes dans le monde du travail : après son retour de congé maternité, une salariée se voit retirer une partie de ses missions ou de ses primes, n'est plus invitée à certaines réunions, n'arrive pas à obtenir la promotion qu'elle souhaitait. Il s'agit d'une des facettes de la « pénalité maternelle », décrite dans un rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE), publié le 9 septembre. Partant d'études déjà existantes, le document rappelle que la naissance d'un enfant entraîne pour les mères une chute de revenu salarial de 40 %, si l'on cumule les discriminations directes à la maternité (refus d'embauche ou rupture de période d'essai à l'annonce d'une grossesse, refus de promotion, baisse des primes, mise à l'écart), mais aussi le passage à temps partiel, voire le changement de métier que peut entraîner cette maternité. Contre un impact proche de zéro pour les pères.

Outre les concepts de plafond de verre – une progression de carrière qui se ralentit par rapport aux hommes quand il s'agit d'accéder aux postes et rémunérations les plus élevés –, ou de plancher collant – la surreprésentation des femmes dans des métiers où les perspectives de carrière sont limitées –, le rapport interroge le « plafond de mère » : « Cette frontière moins visible, mais tout aussi structurante, qui apparaît lorsque la maternité réelle, supposée ou anticipée est associée à une moindre disponibilité, une moindre mobilité ou une moindre ambition ».

## LA NAISSANCE D'UN ENFANT ENTRAÎNE POUR LES MÈRES UNE CHUTE DE REVENU SALARIAL DE 40 %

### « Le creuset des inégalités »

Il n'existe pas de statistiques permettant de mesurer l'évolution des pratiques discriminatoires. Mais « ces situations sont toujours courantes, relève Marie-Océane Gelly, avocate de salariées depuis quinze ans. Les employeurs insistent toujours sur le fait qu'ils croyaient bien faire en remplaçant les salariées sur un nouveau poste exigeant moins de disponibilité, qu'ils n'avaient pas l'intention de discriminer. Les mêmes biais collectifs sur la maternité restent très ancrés. » Le rapport du HCE propose 45 mesures pour déconstruire de manière plus efficace la pénalité maternelle et le plafond de mère : rendre obligatoire, dans les entreprises de plus de 50 salariés, un suivi des trajectoires professionnelles des mères au retour du congé maternité, puis trois ans et 10 ans après une naissance. Sur les conditions de travail, le HCE imagine aussi « un droit temporaire à l'aménagement du retour au travail après maternité (télétravail, aménagement des horaires, etc.) », ou encore une expérimentation du partage du poste de travail dans les postes à responsabilités, « afin d'offrir une alternative au temps partiel subi et au déclassement professionnel ».

Le rapport propose d'intégrer le suivi des trajectoires de rémunération des mères à l'index de l'égalité professionnelle. Ce dernier est en cours de refonte dans le cadre de la transposition d'une directive européenne sur la transparence des salaires, qui vise justement à réduire les inégalités structurelles. ■

## AVIS D'EXPERT | ENTREPRISE

# Le travail universitaire peut-il être créatif ?

**P**our reconnaître le « bon » travail universitaire, on exige habituellement l'excellence et la rigueur académiques. Or, face aux bouleversements technologiques, sociétaux et écologiques, on attend aussi des universités qu'elles répondent à ces défis par des projets audacieux et hors des sentiers battus. Comment rendre compatibles ces injonctions ?

L'un des colloques de Cerisy (Manche), où se tiennent chaque année des débats entre chercheurs, a exploré les différentes voies par lesquelles le travail universitaire peut être créatif, malgré un cadre institutionnel qui n'est pas conçu pour cette fin (*Université et créativité. L'idéal et l'impératif*, par Pierre Moëglin et Françoise Thibault, dir., HDiffusion, 250 pages, 27 euros). Dans un monde en transformation profonde, le défi le plus impératif et le plus risqué de la créativité universitaire reste la création de nouvelles disciplines. Avec son organisation en « guildes » disciplinaires, l'université a conservé un modèle corporatif. La naissance des études cinématographiques et audiovisuelles fut ainsi une « création héroïque ». Car malgré une industrie du cinéma pionnière et florissante, la « filmologie » s'est heurtée à l'incompréhension des études littéraires et artistiques classiques. Elle a pris son essor entre 1970 et 1990, avec la conjonction entre de multiples initiatives individuelles, l'engouement des étudiants et l'autonomie des universités. Aujourd'hui, les « humanités numériques » nécessitent aussi la création d'équipements digitaux partagés, avec des équipes allant de l'archéologie à la linguistique en passant par la littérature et la sociologie.

Un deuxième type de projets sollicite les universités : la construction de partenariats avec des territoires, des entreprises ou des acteurs publics. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, la reconversion de la ville de Detroit en territoire créatif a été facilitée par des centres universitaires destinés à dispenser des formations en innovation,

ainsi qu'à accueillir des agences de développement urbain et des start-up. Ces projets restent des épreuves, car on n'attend plus de l'université des savoirs « déjà là », mais qu'elle offre une plateforme où des acteurs aux intérêts différents s'efforcent d'apprendre mutuellement.

Enfin, les projets visant la créativité pédagogique peuvent heurter l'identité même de l'institution. L'usage intensif de l'intelligence artificielle en témoigne. L'histoire compte aussi plusieurs universités « révolutionnaires » qui ont rompu avec les codes de l'enseignement pour favoriser des apprentissages autonomes et créatifs. L'expérience de Vincennes (centre universitaire expérimental ouvert à tous – travailleurs, non bacheliers, étrangers – entre 1969 et 1980), l'université de Roskilde, dès 1972, au Danemark, continuent à inspirer des expériences de croisement entre arts et sciences, entre ingénierie et design. Cependant, les expériences les plus originales, à l'instar de l'Ecole de physique des Houches, en Haute-Savoie, sont nées, très souvent, en marge de l'institution.

Les travaux réunis confirment que la créativité au sein de l'université reste trop liée à des initiatives individuelles, et trop vulnérable à l'absence de continuité dans les recrutements et dans les soutiens institutionnels. Il faut reconnaître que le travail universitaire n'est pas seulement un exercice de rigueur académique, il est aussi un travail de créativité collective qui doit être soutenu et sans lequel ni la société ni la science ne pourraient relever les défis contemporains. ■

Armand Hatchuel est professeur émérite à Mines Paris, Université PSL.

## LA CRÉATIVITÉ AU SEIN DE L'UNIVERSITÉ RESTE TROP LIÉE À DES INITIATIVES INDIVIDUELLES

## POUR « ÉCOLOGISER » LE TRAVAIL

**C'**est un défi d'ampleur, mais aussi un « champ de recherche désormais foisonnant ». La prise en compte des enjeux de la crise environnementale par les acteurs de l'emploi, du travail et de la formation est au cœur d'une publication en ligne du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), *Travailler et se former pour répondre à la crise climatique*. Sous la direction de Félicie Drouilleau, anthropologue, Céline Gasquet, directrice scientifique du Céreq et Géraldine Rieucan, économiste, un collectif de scientifiques propose des enquêtes de terrain explorant différents leviers activés pour mener la transition environnementale au sein des organisations. Les angles sont multiples : prise en compte de ces enjeux par le dialogue social, importance de l'éducation pour faire évoluer les comportements, analyse du regard porté par les salariés du tri des déchets sur leur propre activité.

La publication prend tout son intérêt lorsqu'elle se penche sur le concept d'« écologisation du travail (...) ne se traduit pas uniquement par l'émergence d'un nouveau segment d'emplois spécialisés, [mais] aussi par une transformation diffuse des qualifications et des activités professionnelles ». Les scientifiques approchent ainsi des terrains où évoluent l'organisation du travail, le

contenu des tâches et, parfois, le sens que les travailleurs peuvent y trouver. Des situations aujourd'hui très minoritaires, précisent les auteurs, mais qui permettent de saisir les voies existantes pour favoriser un verdissement des tâches.

Le secteur du commerce alimentaire en donne une première illustration. Un chapitre de l'ouvrage analyse les missions des salariés dans une laiterie-fromagerie indépendante et un magasin d'alimentation biologique, des organisations en rupture avec les modèles traditionnels « non durable[s] ». Comment s'incarne l'« écologisation des pratiques de travail » ? « Les rôles professionnels des vendeurs » sont redéfinis : ils endossent une « mission éducative » en direction des clients, afin d'expliquer conditions de production et impacts environnementaux. Cela implique des compétences renforcées chez les travailleurs qui doivent développer leurs connaissances. La polyvalence est encouragée, ce qui s'oppose à la « forte division du travail » à l'œuvre. De quoi donner plus de sens aux actions menées.

Autre exemple d'écologisation du travail, celle pratiquée dans des entreprises du BTP. Une « écologisation par le haut », menée par les dirigeants et les cadres de deux PME au sein desquelles les auteurs ont mené des enquêtes. L'écologie y est perçue comme un « marché de niche », ce qui conduit



## TRAVAILLER ET SE FORMER POUR RÉPONDRE À LA CRISE CLIMATIQUE

de Céline Gasquet, Félicie Drouilleau, Géraldine Rieucan (dir.), Céreq Essentiels, numéro 6, 140 pages

à une inclinaison du modèle économique et, par suite, à une réflexion sur l'organisation du travail et les tâches à faire évoluer. Les salariés doivent acquérir des réflexes autour du tri des déchets, de la récupération des matériaux ou de la gestion de l'eau.

L'ouvrage met en lumière à ce propos l'« incessant travail managérial » pour que soient respectés cahiers des charges et normes. L'occasion de souligner que ce verdissement n'est pas sans écueil. « Les consignes ne sont pas [toujours] appliquées », notent les auteurs. Cette écologisation des pratiques a donc ses revers : elle peut s'accompagner d'« une dimension plus moralisante », impliquant un renforcement des contrôles et des « conflits plus aigus », y compris entre salariés. ■

FRANÇOIS DESNOYERS





ANNE-GAËLLE AMIOT

# Vladimir Poutine, président bunkérisé

LE SYSTÈME POUTINE 1/3 – Les « siloviki », ces officiers issus des services de sécurité, ont pris le pouvoir. Le climat de peur et de suspicion qu'ils diffusent interdit toute remise en question du Kremlin

Chef de guerre isolé et reclus dans ses certitudes, le président russe, Vladimir Poutine, vit dans un bunker ambulant. Limousine blindée, escorte de véhicules bourrés d'armes, bureaux reproduits à l'identique dans ses résidences elles-mêmes transformées en abris clonés à travers le pays, systèmes de défense aérienne omniprésents, gardes du corps surarmés et soldats en tenue de camouflage : tel est l'environnement du chef du Kremlin qui, avant les élections législatives organisées du vendredi 18 au dimanche 20 septembre, a repris, durant l'été 2026, ses voyages à travers la Russie, après six mois sans presque aucun déplacement en région. Par peur des drones ukrainiens, une forteresse l'accompagne dans ses mouvements, en Russie et lors de ses rares voyages dans des « pays amis », comme l'Inde, où il s'est rendu, du 11 au 13 septembre, pour le sommet des BRICS.

Plus l'« opération militaire spéciale » en Ukraine s'embourbe, plus la sécurité de Vladimir Poutine, 73 ans, est devenue une obsession. Quatre ans et demi après le début de l'invasion du pays par la Russie, le 24 février 2022, l'enlisement de cette guerre sans fin devient une impasse pour le Kremlin et pourrait menacer d'en bousculer l'autorité. Les drones ukrainiens ne seraient pas le seul danger craint par Vladimir Poutine. « Ils vont me pendre », a-t-il confié à des proches, selon une source citée par l'hebdomadaire britannique *The Economist*, le 1<sup>er</sup> septembre. Sans préciser si l'ennemi redouté vient de l'extérieur ou de l'intérieur. « Une certitude : Poutine associe son sort à celui de la guerre en Ukraine. Il appréhende les conséquences sur sa vie en cas d'échec », prévient une politiste, spécialiste des élites poutiniennes et des rivalités entre clans. Jointe par messagerie sécurisée à Moscou, elle souhaite rester anonyme.

Un quart de siècle après l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Russie, les *siloviki* (membres des structures de sécurité, néologisme formé sur *sila*, la force) ont pris le pouvoir. Au sommet : le FSB, héritier du KGB. Parallèlement, le Kremlin a gonflé les effectifs

de la garde présidentielle, le FSO : à quatre reprises depuis 2022, les oukases ont augmenté le nombre d'agents au siège central, passant à plus de 800 hommes, avec des opérateurs de drones, mais aussi des... goûteurs de repas présidentiel. Au total, cette garde est pléthorique : l'information est classifiée, mais ils seraient plus de 50 000.

Chargé de protéger le président, le FSO joue un rôle actif dans la surveillance de la population, au nom de la « sécurité nationale ». Le Kremlin peut compter aussi sur la Rosgvardia, la garde nationale, avec quelque 370 000 hommes. Créée, en 2016, par Vladimir Poutine et confiée à Viktor Zolotov, un de ses anciens gardes du corps, cette structure de « sécurité intérieure » agit sous l'autorité directe de l'administration présidentielle. Présente dans tout le pays, elle mène toutes les missions de maintien de l'ordre voulues par le Kremlin : contrôle de la population, recrutement de volontaires pour le front, russification des villes ukrainiennes occupées.

## « STIGMATES DE L'HYSTÉRIE »

Omniprésents dans les élites et dans la société, ces *siloviki* ne forment pas pour autant un bloc homogène, surtout au sein du FSB. « Dans ces élites, les tensions s'intensifient. Les plus âgés dépendent personnellement de Poutine, les plus jeunes dépendent avant tout du système mis en place par lui. Tous seront jusqu'au-boutistes. Quand le moment crucial viendra, chacun devra choisir : garder le système ou garder Poutine ?, anticipe la même politiste. Poutine n'est plus perçu par tous comme la pièce maîtresse du système et de sa rente financière. D'où son sentiment d'insécurité personnelle. Un jour, il sera au bout de l'impasse dans laquelle il s'est mis, bloqué dans son bunker à la fois physique et politique. »

Pour le moment, Vladimir Poutine agit la menace de l'escalade. « Nous n'irons que de l'avant », a-t-il promis, le 22 août, au congrès de Russie unie, le parti du Kremlin, à un mois des législatives et alors que l'optimisme s'étiole au sein de son propre électorat, gagné par la lassitude de la guerre. La cinquième année de combats sans vraies percées est en soi

**AU TOTAL, LA GARDE PRÉSIDENTIELLE, LE FSO, EST PLÉTHORIQUE : L'INFORMATION EST CLASSIFIÉE, MAIS ILS SÉRAIENT PLUS DE 50 000**

l'échec de l'« opération militaire spéciale » qui devait être expéditive. Mais aucun problème économique ou politique ne semble fatal à Vladimir Poutine, qui dispose des ressources financières et de l'appareil répressif. « Il y aura donc escalade. Sur le front ukrainien. Et sur le front intérieur, avec toujours plus de mise sous cloche de la société par les *siloviki*. Indissociables, ces deux escalades forment l'essence du régime », prédit Andreï Kolesnikov, l'un des rares politistes critiques du Kremlin encore installés à Moscou. « L'escalade rhétorique du Kremlin porte les stigmates de l'hystérie. »

Le langage de haine, contre l'« ennemi » (l'Ukraine, l'Europe, l'Occident), s'est normalisé au fur et à mesure que les *siloviki* ont pris le pouvoir dans les élites et gangrené la société. « Ils instaurent un climat de peur et de suspicion, empêchant toute confiance mutuelle et toute expression sincère des opinions », témoigne un journaliste de *Novaïa Vkladka* (« nouvel onglet »), l'un de ces médias russes indépendants qui, contraints à l'exil, ont gardé des correspondants régionaux. « Pour identifier les opposants, le FSB encourage la délation : des enseignants dénoncent leurs élèves, et inversement ; des épouses dénoncent leurs maris, et inversement ; des employés se dénoncent entre eux. Cette suspicion généralisée engendre une frénésie d'espionnage. Dans les rues de certaines villes, comme à Penza [à 500 kilomètres au sud-est de Moscou], des banderoles incitent la population à la « vigilance », à la « recherche de traîtres », raconte ce journaliste.

« Les Russes le savent : s'ils restent dans leur coin et gardent le silence, on ne viendra pas les chercher. Dans ma cuisine, à la datcha, je peux dénoncer l'injustice et l'horreur de la guerre ; mais, au travail, je dis seulement : « La politique n'est pas mon affaire. » Cette peur latente est une victoire pour le FSB », résume un autre journaliste, dans l'Oural. « L'omnisurveillance » exercée par les *siloviki* entretient ce climat. Dans les théâtres, des agents du FSB sont placés pour vérifier que les acteurs n'ont pas émis d'avis anti-Kremlin une fois sortis de scène. Librairies et bibliothèques sont sous contrôle. Les maisons d'édition engagent des censeurs pour, avant toute parution,

repérer les passages « potentiellement problématiques ». Le FSB scrute les réseaux sociaux, en quête de commentateurs « extrémistes » passibles de quinze ans de prison. Les défenseurs des droits humains comptent de 3 000 à plus de 4 600 prisonniers politiques.

Nouvelle escalade dans ces poursuites : les affaires de haute trahison et d'espionnage. Leurs opérations rappellent les pratiques soviétiques : dans des groupes d'étudiants sont infiltrés des agents provocateurs prétendant critiquer l'invasion de l'Ukraine ; en réalité, ils piègent les jeunes prêts à soutenir Kiev. Avant la guerre, on comptait de dix à quinze poursuites par an pour haute trahison et espionnage. « Aujourd'hui, elles sont un mécanisme de répression de masse dans lequel le FSB joue un rôle central », explique Kirill Parubets, Russe exilé, fondateur d'un centre d'analyse. Depuis 2022, a-t-il comptabilisé, au moins 1 635 personnes ont été poursuivies dans ce type d'affaire.

Caisse de résonance de la propagande du Kremlin, l'école est l'une des principales cibles des *siloviki*. En juin, Vladimir Poutine y a ordonné le renforcement des inspections par le parquet et par le FSB. « Dans plusieurs régions, leurs antennes exigent des rapports sur la prévention de l'extrémisme. Ce climat se fait sentir jusque dans les cours d'école », dénonce Iouri Lapchine, psychologue pour enfants, exilé en France et en relation avec des familles en Russie. « Le concept d'Etat en système pour se défendre des ennemis intérieurs et extérieurs imprègne toutes les têtes », témoigne une psychologue à Moscou, qui, contactée par messagerie, a requis l'anonymat. « La logique de la sécurité d'Etat a pénétré la gouvernance étatique, la sphère publique et la psychologie collective. Tout le monde comprend : le FSB nous protège des ennemis et des traîtres. »

## « IL N'ÉCOUTE PLUS PERSONNE »

Moins d'un mois après avoir envoyé ses troupes en Ukraine, Vladimir Poutine avait donné le ton. L'ancien espion du KGB, pour qui il ne faut jamais faire preuve de faiblesse, lançait un deuxième front : contre la « cinquième colonne » en Russie. « Tout peuple, en particulier le peuple russe, est capable de distinguer les vrais patriotes de la racaille et des traîtres, et de recracher ces derniers comme un moucheron qui aurait accidentellement atterri dans leur bouche », avait-il fustigé, exigeant la « purification naturelle et nécessaire de la société ». Les hommes des services – FSB, FSO, Rosgvardia – ont compris le message.

Glaçant, le discours a fait date. C'était le 16 mars 2022, trois semaines après l'invasion de l'Ukraine. Ce jour-là, costume et cravate noirs, visage sombre et mâchoire serrée, Vladimir Poutine s'exprimait dans l'un de ses longs monologues enregistrés dans le studio-bureau d'une des résidences présidentielles. Comme au temps de la pandémie de Covid-19, il s'entretenait en visioconférence avec ministres et gouverneurs régionaux. Ces réunions à distance sont devenues le quotidien du président – et des téléspectateurs, abreuvés de larges extraits, à chaque journal télévisé. Au centre de l'écran : Poutine, seul, en plan serré. Son visage écrase ses interlocuteurs, filmés en plan large, réduits à écouter et à approuver.

« Poutine s'est bunkérisé ! », ironisait, dès le début de la guerre contre l'Ukraine, un haut diplomate européen en poste à Moscou. « Pendant [la pandémie de] Covid-19, les mesures sanitaires l'ont isolé ; seuls ses proches et ses amis du FSB l'approchaient. Depuis, les mesures se sont assouplies, mais pas l'isolement et l'aveuglement. » Les discussions autour de Vladimir Poutine sont restées à l'image de ces visioconférences. « Il n'écoute plus personne. Si l'interlocuteur émet un doute, Poutine le considère avec suspicion, subodore une manipulation extérieure », confiait au Monde, trois ans après l'invasion de l'Ukraine, l'un des dirigeants de l'administration présidentielle resté en relation avec le Kremlin. « Pour la majorité des Russes préférant ne pas se poser de questions sur le Kremlin et sa guerre, l'apparence d'une vie normale se poursuit. Mais, pour les autres, nous sommes prisonniers du système des *siloviki*. La Russie s'est transformée en prison à ciel ouvert : en détention, qui ose critiquer le gardien en chef ? » ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Prochain épisode Comment la Russie est devenue « l'Etat-FSB »



# Catherine Ringer

## Artiste, chanteuse des Rita Mitsouko

Lundi 5 octobre 2020, église de Saint-Germain-des-Prés, à Paris, port du masque obligatoire pour cause de pandémie de Covid-19. Le quartier enterre son icône suprême, Juliette Gréco, femme libre, insolente, insoumise. Catherine Ringer a voulu en être, avec son accordéoniste. A pas feutrés, modeste, émue, la rockeuse, la punk, se glisse dans une traverse, elle entonne du Guy Béart. « *Il n’y a plus d’après/ A Saint-Germain-des-Prés/ Plus d’après-demain, plus d’après-midi.* » Son chignon a oublié la discipline. Elle porte une robe à fleurs.

La cérémonie bouclée, elle ne suit pas le cortège officiel. Le temps est clément, elle s’assied à une terrasse de café pour y boire un verre. Elle dit bonjour à qui passe, puis se rebiffe, ça lui arrive. A part dire des vérités, Catherine Ringer n’a pas de ligne de conduite. Elle est une surprise constante. Mais elle assume sa ligne de vie, son héritage artistique, Juliette Gréco donc, Marianne Oswald (1901-1985), diseuse du XX<sup>e</sup> siècle, et puis les Sparks, ses amis californiens pop-rock, Nino Rota (1911-1979), les tangueros argentins. « *Catherine*, dit le metteur en scène argentin Alfredo Arias, *avait le déchirement juste.* »

Catherine Ringer, fille de Sam Ringer, artiste peintre, et de Jeanine Ettinger, architecte, est morte le 14 septembre à Paris, des suites d’un cancer foudroyant. Elle était âgée de 68 ans. La Ringer, c’était un phénomène. Autrice, compositrice, interprète, elle n’a pas été que la moitié des Rita Mitsouko, formés en 1979 avec Fred Chichin. Au long de quarante ans d’engagement artistique, elle a multiplié apparitions, confrontations, collaborations, en indépendante. Après la mort de son alter ego, en novembre 2007, à 53 ans, lui aussi d’un cancer foudroyant, elle a tranché : « *Y’a pas de malheur, y’a que de la vie, y’a pas de malheur, y’a du plaisir aussi!* »

Catherine Ringer fut une grande chanteuse, à la voix solide, profonde dans les graves, aux aigus lancés comme des cris de libération. Avec Fred Chichin, « *un fan de machines* », elle a conçu une série de tubes euphorisants, lancée en 1984 par *Marcia baila*. En pleine France mitterrandienne, alors que se crée SOS Racisme, la rue se déhanche sur la chanson des Rita Mitsouko en explosant de joie, percevant à peine qu’il s’agit d’une oraison funèbre : « *Mais c’est la mort qui t’a assassinée, Marcia* » – *Marcia baila* est l’histoire d’une danseuse américano-argentine, morte en 1983 à 36 ans, déjà d’un cancer foudroyant.

**Une rencontre karmique**  
Enfants du punk, les Rita Mitsouko débarquent en pleine explosion de la « *sono mondiale* », défendue par la radio Nova et le magazine *Actuel*. Couturier à la mode, Jean Paul Gaultier, habille Ringer de bustiers chinois, de toiles cirées à fleurs. Elle se drape dans des sacs plastiques de l’enseigne Félix Potin. Fred Chichin porte une fine moustache de voyou, des pantalons à rayures. L’aventure va durer vingt-huit ans, le temps de produire sept albums en studio et deux live, portés par une impressionnante série de succès populaires, *Andy*, *Les Histoires d’A.*, *C’est comme ça*, *Alors c’est quoi?*, *Singing in the Shower*, avec les Sparks, *Ding, ding, dong*, *Y’a d’la haine...*

Née le 18 octobre 1957 à Suresnes (aujourd’hui dans les Hauts-de-Seine), Catherine Ringer avait fait ses débuts d’actrice en 1969, dans *Les Deux Coquines*, court-métrage scénarisé, ironie de l’histoire, par Marianne Oswald, juive de Lorraine, adepte du parlé-chanté, for-



Le 28 avril 2011. SAMUEL KIRSZENBAUM POUR « LE MONDE »

**18 OCTOBRE 1957**  
Naissance à Suresnes (Hauts-de-Seine)  
**1979** Rencontre Fred Chichin, l’autre moitié des futurs Rita Mitsouko  
**1984** Album « Rita Mitsouko », avec le titre « Marcia baila »  
**1986** Album « The No Comprendo », avec les titres « Andy » et « Les Histoires d’A. »  
**1988** Chanson « Qu’est-ce que t’es belle », avec Marc Lavoine  
**2007** Mort de Fred Chichin  
**2011** Premier album solo « Ring’n Roll »  
**14 SEPTEMBRE 2026**  
Mort à Paris

En 1979, Marc O’ (1927-2025) et Geneviève Hervé confient à la jeune Catherine Ringer le rôle-titre d’un opéra rock, *Flash Rouge*, et recrutent un guitariste remplaçant, Frédéric Chichin, fraîchement sorti de la prison de Fresnes (Val-de-Marne) après une incarcération pour une affaire de stupéfiants. Né à Clichy (Hauts-de-Seine) en 1954, le garçon a des origines scandinaves, auvergnates et italiennes. Son père, Jean-Louis Chichin, artiste peintre et communiste, a fondé en 1962 le magazine *Miroir du cinéma*. La rencontre avec Catherine Ringer est définitive, karmique. Ensemble, ils habiteront l’Est parisien, formeront un couple solide et auront trois enfants.

Tous deux cisèlent les textes, « *bidouillent les machines* », inventent le home studio, ils font tout ensemble. Bientôt formés, les Rita Mitsouko donnent leurs premiers concerts au Gibus. Le père de Catherine fait de la lanterne

magique en direct, à une époque qui ne jure que par les palettes graphiques et la 3D.

Catherine Ringer a toujours posé les limites de son intimité, opposant une distance tranchante, presque effarouchée à tout questionnement sur ses sentiments, sa vie de famille. Elle a souvent répété que ce qui doit être dit sur sa vie l’a été dans ses chansons. Marcia la danseuse, son homme, le désir, l’énergie vitale, et puis son père, Sam Ringer, juif polonais, venu étudier aux Beaux-Arts à Paris après avoir passé cinq ans en détention dans « *neuf camps de concentration* », d’Auschwitz à Theresienstadt, d’où il est libéré par les Soviétiques en 1945. Naturalisé français au début des années 1980, Sam Ringer a inspiré l’enjoué et dansant *Petit Train* (« *Le petit train s’en va dans la campagne/Va et vient/Poursuit son chemin/Serpentin* »), extrait de l’album *Marc & Robert*, paru en 1988, l’année où elle joue les romantiques avec Marc Lavoine, pour une chanson incontournable, *Qu’est-ce que t’es belle*.

Catherine Ringer est l’interprète de ses désirs. Elle est unique. Elle papillonne. En 1995, à peine sortie d’une tournée à haute tension, fiévreuse, festive, « *Système D Tour* », elle se pose pour deux jours à la Cité de la musique de Paris, pour un récital « Edith Piaf », donné avec l’accordéoniste de jazz Richard Galliano. Dans les standards de Piaf, elle glisse *Heaven*, des Rolling Stones, *Les Assis*, de Rimbaud mis en musique par Léo Ferré, du Caetano Veloso, du Charles Trenet. Ringer berce, avec un accent indéterminé, un débit sonore en oscillations.

En 2002, elle renoue avec son passé théâtral en jouant *Concha Bonita*, d’Alfredo Arias, au Théâtre de Chaillot, à Paris. Les tournées

Rita Mitsouko s’enchaînent. En avril 2007, le groupe fête les 20 ans de La Cigale, salle parisienne qu’ils avaient inaugurée en 1987. Les Rita, Catherine Ringer, sont d’une fidélité légendaire en amitié. Avec leur copain napolitain Mauro Gioia, acteur, metteur en scène, chanteur, ils imaginent un récital en hommage à Nino Rota. A la mort de Fred Chichin, Catherine Ringer reprend le projet et publie en 2008, *Rendez-vous chez Nino Rota*.

**Rivières souterraines**  
En 2013, elle s’allie à Eduardo Makaroff et Christophe H. Müller, donné des fondateurs de Gotan Project, groupe de tango électro. Ensemble, ils imaginent le projet Plaza Francia, d’où naît l’album *A New Tango Song Book*. « *Elle a cette gouaille française qui sied au tango*, expliquait au *Monde* Eduardo Makaroff. *Elle est émue par les paroles, les refrains. Du coup, nous avons commencé à composer pour elle.* » Un privilège d’interprète. Ringer s’amuse, elle reprend *Libertango*, d’Astor Piazzolla (1921-1992).

On aime Ringer parce que tout cela n’a pas de logique apparente. Elle crée des rivières souterraines. Elle aime la dérision. Elle chante du *Starmania*. Elle sifflote parfois. C’est bon pour la voix. Elle fuit les puissants et, au milieu de cette profusion, elle n’entend pas laisser mourir l’énergie des Rita Mitsouko. En 2008, elle rebaptise le « *Variété Tour* » commun en « *Catherine Ringer chante les Rita Mitsouko and more* ». Le « *more* », le plus, c’est son bon plaisir, *L’Importante à finire*, classique de la chanson italienne créé par Mina, ou encore *Venus of Avenue D*, du groupe Mink DeVille.

En 2011, elle compose son premier album solo, *Ring n’Roll*, pro-

duit par Mark Plati, le complice de David Bowie, et RZA, membre du groupe de rap Wu-Tang Clan. Pour régler le compte de la tristesse, elle emprunte à la *Symphonie n° 5* en *do* dièse mineur, de Gustav Mahler, utilisé par le cinéaste Luchino Visconti dans *Mort à Venise*. Les mots qu’elle y a mis – « *Ton visage, tes mains et puis ton torse...* » – sont adressés à l’absent. La chanson s’appelle *Malheur*. En 2017, elle publie son deuxième album studio, *Chroniques et Fantaisies*.

En octobre 2025, la reine Catherine donne un concert à Beaubourg, à la veille de la fermeture du Centre Pompidou pour travaux. Une occasion saisie par son label, Because Music, celui de Christine and The Queens ou de Justice, pour fêter ses 20 ans. Vidé de ses collections, le musée est dénudé, occupé par des bandes de filles et de garçons nés bien après les années 1980. Ils connaissent les Rita Mitsouko sur le bout des doigts. C’est un moment magique, un climax du rock à la française. Elle occupe l’espace entourée du groupe Family Affair, mené par son fils Raoul Chichin, qui l’accompagne en scène depuis la mort du père. Elle précise à la sortie, avec un soupçon de froideur, une distance perturbante qui pouvait finir en long câlin : « *Je l’ai pris parce qu’il était bon... Sinon...* »

Catherine Ringer tournait en France avec une lecture musicale, *L’Erotisme de vivre*, créée en 2021 pour soutenir le Théâtre de la Huchette, à Paris. Elle y dévoile les textes de la poétesse Alice Mendelson (1925-2025), dans une mise en scène de Mauro Gioia. En juin, elle avait dû annuler sa venue à la Maison de la poésie à Paris, pour des « *problèmes de cordes vocales* », elle dont la voix n’avait jamais connu d’empêchement. ■

VÉRONIQUE MORTAIGNE



# Le Tintoret, le geste preste et virtuose

Une trentaine de peintures et dessins du maître vénitien sont exposés au Musée Jacquemart-André

## EXPOSITION

Aux grands artistes, il suffit de peu d'œuvres pour rappeler qu'ils sont grands. Il n'y a qu'une trentaine de peintures et de dessins du Tintoret au Musée Jacquemart-André, à Paris, mais c'est assez pour vérifier que Jacopo Robusti (1518/1519-1594), surnommé « Tintoretto » (« petit teinturier ») en raison du métier de son père, est de cette aristocratie. L'exposition n'est pas une rétrospective, qui serait de toute façon impossible étant donné que les peintures de la Scuola Grande di San Rocco, son chef-d'œuvre, ne peuvent plus quitter Venise (Italie), pas plus que ses autres grands cycles religieux destinés à des églises et au palais des Doges. C'est une anthologie montée grâce aux prêts de musées, français et italiens principalement.

Si elle avait été plus longue et si *Mars et Vénus surpris par Vulcain* (vers 1551-1552 ou 1555) était venu de Munich (Allemagne), on ne s'en serait pas plaint. Une deuxième salle de dessins n'aurait pas été de trop non plus car le Tintoret est, sur le papier, de la force de Michel-Ange (1475-1564). Mais, telle quelle, elle parvient à rendre sensibles à la fois la virtuosité tournoyante qui a fait la réputation de l'artiste et ce qui se trouve sous cette virtuosité et qui est plus complexe.

Sa réputation donc : celle d'un peintre qui travaille vite, bien plus vite qu'il n'est d'usage, et a perfectionné une manière qui lui est particulière. Sa *prestezza* a été tenue pour un grand mérite ou pour un terrible défaut par ses contemporains, imités par l'histoire de l'art qui réduit trop souvent à elle sa vision du Tintoret. La *prestezza*, c'est l'aisance à vive allure. Elle emploie les couleurs à l'huile comme si c'était de l'aquarelle. Elle indique les lignes directrices d'un corps ou de tout autre élément par des tracés qui demeurent visibles. Elle procède plutôt par indication que par imitation. Elle donne donc à admirer la justesse du geste qui va à l'essentiel, d'un mouvement parfaitement tenu.

### Maines significatives

Mais, le Tintoret ne s'en tient pas à ces graphismes elliptiques. Les contrastes chromatiques et les effets d'éclairage sont assez appuyés pour que l'œil comprenne sans que le peintre entre dans les détails. Au premier plan de *La Descente de croix* du Musée des beaux-arts de Caen, qui date de la deuxième moitié des années 1550, la Vierge, tombée sur le dos, crie sa douleur. De près, son vi-

sage se réduit à l'ombre de la bouche ouverte et à celle des yeux fermés. Le nez est à peine marqué. Mais ce volume ovale ocre clair est cerné d'un voile dont le bleu intense se heurte au rouge aussi intense d'une sorte de blouse et au blanc du vêtement de la jeune femme qui soutient la Vierge. Vue à quelques pas, cette tête prend ainsi une densité sculpturale. La douleur se lit dans la crispation des jambes, perceptible sous le bleu de la jupe, le même que celui du voile. Elle est accentuée par les filets de sang qui ont séché le long de la croix de bois. Lesquels sont d'autant plus visibles que le Tintoret tend à proximité de ces couleurs écarlates le drap bleu brodé de fils de couleurs faisant office de linceul pour le corps du Christ. Le principal est donc moins de savoir si le Tintoret travaille vite que de mesurer quelle logique chromatique ordonne l'œuvre et exacerbe son expression.

Celle-ci tient autant à l'abondance des éléments inattendus

**La « prestezza », c'est l'aisance à vive allure. Elle emploie les couleurs à l'huile comme si c'était de l'aquarelle**

qu'il introduit dans chaque toile et qui la rendent plus dense, plus intrigante, plus vivante. Dans les portraits, c'est flagrant : rien n'y est insignifiant, ni les physiologies évidemment, ni les vêtements, ni l'alliance au doigt de la veuve, ni la position des mains.

L'un des portraits d'homme, vers 1550, venu de la Christ Church d'Oxford (Royaume-Uni), est une composition en noir majeur. La lumière sur la face et les mains. Or la gauche, tournée vers l'arrière, est curieusement incurvée comme pour retenir un objet,

qui n'est pas là. De telles étranges s'observent chez Titien (1488-1576), l'un des deux grands contemporains vénitiens du Tintoret, l'autre étant Véronèse (1528-1588).

Dans les grandes compositions, il y a encore plus à trouver. Si ces toiles à sujets religieux s'imposent par leurs effets d'ensemble, la dramaturgie du clair-obscur et, bien sûr, la *prestezza*, elles sont aussi à regarder de près. *Le Miracle de saint Augustin*, peint entre 1547 et 1549 pour une chapelle de Vicence (Italie), montre le saint en lévitation, sur fond de nuages orageux, apportant la guérison à des pèlerins, miracle qui aurait eu lieu en 912, dans le nord de l'Italie. Mais il y a, du premier plan jusqu'au fond de la composition, la foule des aveugles, des mutilés et des paralysés. Le Tintoret précise leurs maux par leurs postures, la présence d'un bâton ou d'un appareillage sommaire.

Ici, la représentation est complète. Le Tintoret peint un hospice ou un lazaret, plus qu'un mi-

racle. Profitant des sujets bibliques ou mythologiques, il peint aussi nettement la concupiscence masculine, sa violence et sa conséquence – le commerce des corps féminins. On aurait peine à croire que ce soit un hasard si, dans sa *Danaé* (vers 1570), princesse d'Argos que Zeus possède en se métamorphosant en pluie d'or, des pièces glissent le long du ventre et des cuisses vers son sexe, alors que la servante recueille des ducats dans son tablier. L'allusion aux courtisanes vénitiennes est claire.

Il n'est pas fortuit non plus que dans *Suzanne et les Vieillards* (vers 1555-1556), venu de Vienne et qui justifierait à lui seul la visite, il y ait, à l'arrière-plan, un cerf, symbole de la force mâle, et, dans l'arbre, une pie, qui, comme on sait, ne résiste pas à l'attrait de ce qui brille. Le Tintoret aurait pu ne pas les introduire dans cette histoire de voyeurisme. Ils y sont et ajoutent leurs allusions morales à l'histoire. Pour conclure le parcours ont

été ajoutées des toiles de peintres français du XIX<sup>e</sup> siècle qui ont marqué leur intérêt pour le Vénitien. La copie de *L'Autoportrait* (1588), du Tintoret, du Musée du Louvre, par Manet (1832-1883) manque de la gravité résignée du vieux maître qui se regarde, à 70 ans, et s'attend à finir bientôt, à tel point que, sous son visage, il a commencé par peindre un crâne.

Une autre comparaison sévère met face à face deux de ses versions de *La Descente de croix* et du *Christ sur la croix*, de Delacroix, de 1835. D'un côté, l'expression par la simplification des formes et la tension entre les couleurs ; de l'autre, une accumulation confuse de figures, de détails et de symboles inutiles. Seul Cézanne (1839-1906) passe l'épreuve, emporté par l'ivresse de peindre. Il est risqué de se mesurer au Tintoret. ■

PHILIPPE DAGEN

« *Eternel Tintoret* », Musée Jacquemart-André, à Paris 8<sup>e</sup>. Jusqu'au 24 janvier 2027.



« Suzanne et les vieillards » (vers 1555-1556), du Tintoret. KUNSTHISTORISCHES MUSEUM/GEMÄLDEGALERIE

## Ali Banisadr et Gustave Moreau, deux peintres hors des courants

L'artiste iranien expose à Paris au Musée Gustave-Moreau, en regard de toiles du peintre du XIX<sup>e</sup> siècle, et à la galerie Thaddaeus Ropac

## ARTS

Ali Banisadr va et vient dans la maison qui fut l'atelier de Gustave Moreau (1826-1898), devenue son musée, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Que fait dans ces lieux le peintre, né à Téhéran en 1976, établi à New York depuis 2000 ? Il vérifie la présentation de ses œuvres qu'il a choisi de montrer avec celles de Moreau : peintures, pastels, dessins et, nouveauté dans son travail, sculptures. Invitation lui a été faite par le musée d'y intervenir tout en exposant simultanément dans la galerie Thaddaeus Ropac, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de la capitale.

Les deux présentations sont réunies sous le même titre, « Talisman », qui est aussi celui d'une des toiles. Elle attire de loin le regard, mais elle est impossible à décrire. Un être, humain ou divin, figure au centre, la tête en bas entourée d'une auréole blanc et vert. Il y a d'autres créatures anthropomorphiques, à l'état de spectres ou de fragments, d'autres encore qui font penser à des oiseaux et aussi toutes sortes de signes, de courbes et de taches vivement colorées. Il en est de même pour *Fumée et Miroirs*, une autre des grandes toiles, mais aussi de plus réduites, *Terrible beauté* ou *Résidus*. Les bronzes se nomment *Cyclope*, *L'Alchimiste* ou *Gilgamesh*, roi lé-

gendaire de Mésopotamie dont l'*Épopée* est l'une des lectures préférées de Banisadr. Bien d'autres mythologies sont présentes, parfois à peine perceptibles.

### Arts magiques

Il connaît Gustave Moreau « depuis toujours », affirme-t-il, parce qu'il est un de ces artistes qui n'appartiennent à aucun « isme ». Il faisait ce qu'il voulait faire et j'ai toujours recherché les artistes de ce genre ». La remarque vaut pour lui-même, dont l'œuvre n'a presque aucun rapport avec celles de ses contemporains. Elle est largement reconnue, mais impossible à assimiler à un courant ou à une mode. « Je ne pourrais pas dire qu'il

m'inspire, mais je me reconnais en lui », continue Ali Banisadr. En dehors du goût certain pour la prolifération des formes entrelacées ou superposées, et pour des couleurs intenses, crues parfois, leurs peintures n'ont en effet, du point de vue du style, rien en commun. « Ce qui m'intéresse, c'est de voir comment il orchestre l'œuvre. Elle est constituée de fragments qui viennent de partout, parce qu'il regarde dans toutes les directions, sans limites : les peintures mogholes, les miniatures persanes, les symboles d'autres cultures, loin de ce qu'il est supposé regarder. Bien sûr, il connaît la tradition de la peinture européenne, mais il est aussi curieux de toutes les autres cultures. »

Banisadr définit les toiles de Moreau comme des vases. « L'œuvre est un récipient qui contient beaucoup de choses. Il n'y a aucune hiérarchie, mais beaucoup de figures, beaucoup de symboles différents. Ensemble, ils fonctionnent. La question est : qu'est-ce que ça communique ? Comment ? Est-ce que ça opère visuellement ? Est-ce que les figures et les symboles sont rechargés ? » Quand on lui fait remarquer que cette notion de charge est centrale dans les théories et les pratiques des arts magiques, il approuve et cite l'une de plus récentes lectures, *L'Art magique*, d'André Breton, publié en 1957, mais traduit en anglais seulement en 2024. Le poète

y avait réuni des œuvres de toutes les civilisations, des préhistoriques aux modernes, occidentales et non occidentales, dessinées ou sculptées, qui, à ses yeux, avaient en commun le pouvoir de la suggestion psychique, la capacité de susciter des rêves. Moreau, que les contemporains de Breton ignoraient, y tenait une place importante. Ce que Banisadr justifie d'une phrase : « Moreau, comme Gauguin, a l'œil magique. » On en dirait autant de lui. ■

PH. D.

Musée Gustave-Moreau, à Paris 9<sup>e</sup>. Jusqu'au 7 décembre. Galerie Thaddaeus Ropac, à Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 10 octobre.



# Bartabas et son cheval Tzar en « conversation singulière »

A partir du 2 octobre, l'artiste se produira dans « Tombeau pour un cheval d'orgueil ». Son dernier tour de piste en tant qu'écuyer

## REPORTAGE

Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), au mois de juin. Le soleil brille mais ne brûle pas encore comme il le fera en cet été incendiaire. Nous voilà devant le 176, avenue Jean-Jaurès. L'adresse est mythique : c'est là qu'en 1989 Bartabas posait ses roulottes, faisant de ce qui n'était encore qu'un terrain vague son camp de base, quatre ans après avoir fondé son théâtre équestre Zingaro. Un nom qui signifie « gitan » en italien et qui était celui de son cheval, mort en 1998, auquel il a rendu un hommage déchirant avec le spectacle *Triptyk*.

C'est là aussi que ses chevaux et compagnons, Horizonte, Le Caravage, Quixote ou Vinaigre, pour n'en citer que quelques-uns, ont laissé une trace indélébile dans la rétine du public avec ses cabarets et ses opéras équestres, de *Chimère* en *Eclipse*, d'*Ex Anima* jusqu'aux *Cantiques du corbeau*, en passant par *Loungta* et *Darshan*. Et c'est donc là qu'il nous a donné rendez-vous pour assister aux répétitions de *Tombeau pour un cheval d'orgueil*, qui sera donné à voir à partir du 2 octobre.

Mais le fort d'Aubervilliers est bien calme aujourd'hui. La dernière création de Bartabas risque d'en dérouter plus d'un. On est loin du brouhaha des 40 chevaux qui occupaient tout l'espace, puisqu'il n'en reste que quelques-uns. Et loin du bruit et de la fureur des premiers spectacles. Il règne ici un silence de cathédrale.

C'est qu'il y a quelque chose de sacré au royaume de Bartabas. Celles et ceux qui ont travaillé à Zingaro le savent : entrer ici, c'est faire vœu de silence. Sans doute parce que ce dernier permet d'écouter ce que les véritables rois du royaume ont à dire. « *Ce sont les chevaux qui m'ont appris à tendre l'oreille* », confiait Bartabas, qui prépare ici son dernier tour de piste ainsi que celui de son cheval Tzar – il a prévenu son public par e-mail durant l'été.

En 2020, Bartabas avait voulu mettre en scène leurs « *entretiens silencieux* » : « *J'avais eu envie de montrer comment, simplement, la dévotion à son travail, à son art, à l'écoute de son cheval peut dégager une émotion universelle*. » Las, le Covid-19 en décida autrement. Aujourd'hui, pour accompagner cette « conversation singulière », Bartabas s'est posé la question de la pertinence de la musique et des mots. Il a même caressé l'idée de ne donner à voir et à entendre que son cheval.

Finalement, il partagera la scène avec Lucile Boulanger, qui fera résonner à la viole de gambe les œuvres de Jean de Sainte-Colombe, Marin Marais, Nicolas Hotman et Philippe Hersant dans l'esprit du tombeau, cette forme musicale composée pour un être aimé. Et fera entendre quelques extraits de son livre *D'un cheval l'autre* (Gallimard, 2020) et de *Tombeau pour un cheval d'orgueil*, recueil de poèmes à paraître début 2027 chez Gallimard.

Dans le manège, un escabeau permet à Bartabas de se hisser sur Tzar (1,95 m au garrot), un cheval pour lequel il eut un coup de foudre. « *De loin, on dirait un pur-sang à l'ancienne, ceux des gravures anglaises ; de près, c'est une girafe noire et dégingandée* », écrit-il dans *D'un cheval l'autre*. Poulain, Tzar a eu l'épaule brisée lors d'un accident au pré. « *Cette infirmité nous lie d'une amitié fraternelle* », dit celui qui échappa de peu à l'amputation après un accident de Mobylette.

### Aérien, céleste

A les voir avancer, l'un avec sa robe d'ébène et l'autre tout de noir vêtu, on dirait qu'ils ne font qu'un. Ils vont au pas, « *la mère de toutes les allures* », et en silence, qui est « *l'air de ceux qui veulent apprendre* ». A cheval point besoin de mots. Commence alors un ballet que l'on dirait sans mains ni jambes, car chez Bartabas rien ne bouge sauf, sans doute, quelques grammes de plus sur une fesse qui permettent ce départ au galop à

gauche. Pour quelques foulées seulement. Retour au pas. Rênes longues. Caresses.

« *A cheval, on propose, on n'impose rien*, dit-il. *Et la manière dont le cheval te répond, plus ou moins généreusement, te donne une indication sur son état, sur ce que tu peux demander et jusqu'où. J'ai eu peu de professeurs mais un vieux maître, Paul [Poursin] de Longchamp, qui disait : "Le bon dresseur, c'est celui qui sait quand demander et quand récompenser." L'idéal serait même de récompenser un cheval quand il a compris ce que tu lui as demandé et avant même qu'il ne s'exécute : c'est tout l'enjeu de cette nouvelle proposition. Je veux montrer l'essence de mon travail, pas le résultat.* »

Donner à ressentir plutôt que démontrer. Emouvoir plutôt qu'épater. Une quête austère, quotidienne : « *Avec un comédien, on peut reprendre, répéter, refaire la scène. Avec un cheval, il y a un*

« Je veux montrer l'essence de mon travail, pas le résultat »

BARTABAS  
fondateur du Théâtre équestre Zingaro

temps de travail très court, donc il faut analyser chaque séance. » Par exemple, confie-t-il, « *aujourd'hui, je me dis que c'était peut-être une connerie de l'avoir fait trotter avant : il était déjà impatient que ça se termine* ». A l'opposé d'un show spectaculaire, c'est à une aventure que Bartabas convie en invitant dans l'intimité de leurs échanges. Et c'est reparti : appel de langue, changements de pied au galop. Un brin raide en début de séance, Tzar soudain se rassemble, rajeunit. Devient aérien, céleste.



Bartabas et son cheval Tzar, en 2022. ALFONS ALT

« *Avec le cheval, c'est un échange : il oblige à te questionner comme toi tu le questionnes. On apprend à s'écouter : c'est toujours réciproque* », dira plus tard Bartabas dans sa caravane. Détendu, il se confie : « *J'aime bien finalement parler aux journalistes. C'est comme une psychanalyse qui permet d'affiner, de réajuster les choses !* »

« *Ainsi, quand Tzar "passage" [il prend ce trot cadencé particulièrement majestueux], on le verra à peine, juste qu'il le marque : c'est tout. Tout sera sur une crête, sur un fil, fin, sensible. Il faudra aussi accepter qu'il y ait des jours où il sera moins en forme...* » Au mot « progrès », il préfère celui de « recherche ». « *Dresser un cheval, c'est trouver une grammaire commune et affiner sans cesse.* »

C'est aussi revenir à l'origine de sa passion et de son travail. C'est se souvenir de lui enfant, assistant, admiratif, aux séances de travail de Paul de Longchamp :

« *Ce dialogue sans parole m'a passionné, et c'est peut-être ça aussi que je veux rendre. Mettre le public dans l'état où j'étais gamin et offrir la possibilité d'allumer cette flamme chez quelques-uns.* » A l'heure de se quitter, on les observe une dernière fois tous les deux. Comme après chaque séance, Bartabas douche Tzar, avant de se hisser sur la pointe des pieds pour lui offrir quelques carottes coupées. Et on les quitte aussi sur la pointe des pieds, pour les laisser converser en paix. ■

ÉMILIE GRANGERAY

**Tombeau pour un cheval d'orgueil**, une création de Bartabas. Du 2 octobre au 31 décembre au Théâtre équestre Zingaro, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). A partir de 7 ans. **Un geste vers le bas**, consacré à sa rencontre et à ses échanges avec la chorégraphe Pina Bausch (Gallimard), sortie le 8 octobre.

# « Le Brame du cerf » : une saison 2 en version améliorée

Le plus long live animalier revient, avec cinq cent dix heures de direct, multidiffusées sur les réseaux sociaux et sur YouTube

## LIVE

Attention ! « *A tout moment, il peut ne rien se passer.* » Le slogan tout en autodérision accompagne le retour, depuis le 7 septembre, du *Brame du cerf*, le plus long live animalier de la télévision, puisqu'il dure trois semaines. Soit cinq cent dix heures, pendant lesquelles dix caméras fixes, positionnées dans une forêt francilienne aux endroits identifiés comme particulièrement fréquentés par la faune, filment vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

A l'écran, les plans d'une mare, d'un fossé, d'une futaie s'enchaînent, donnant à voir une famille

de canards en vadrouille, faisant entendre le bruit du vent, en attendant l'acmé : le brame caractéristique du cerf à la saison des amours.

Cette saison 2 s'est imposée comme une évidence après le succès de la première, il y a un an, avec 400 000 connexions sur France.tv et 1,351 million sur les réseaux (Instagram, Facebook, YouTube, TikTok). Un succès qui a surpris tant le producteur, Eden, que le diffuseur, France.tv, et sur un concept de la chaîne régionale ICI (ex-France 3) Paris Ile-de-France. « *Nous nous attendions à un succès de curiosité, pas à un tel emballement* », confirme au Monde Marc Degli Esposti, directeur des contenus de la chaîne régionale à l'ori-

gine du programme. Et inventeur du slogan. C'est en constatant qu'il pouvait s'extasier à la vue de feuilles tombant au sol ou au passage d'un marcassin que ce fan du philosophe Vladimir Jankélévitch (1903-1985, auteur du concept du « presque-rien ») et des Inconnus a eu l'idée de détourner un de leurs sketches, dans lequel les trois humoristes parodiaient la série *Star Trek*, en répétant : « *Attention ! Il ne se passe rien.* »

### Des caméras plus performantes

Encore faut-il transformer l'essai, dans une France où la « slow télé » doit encore convaincre, contrairement aux pays scandinaves – en Suède, la migration des élangs est

suivie par plusieurs millions de téléspectateurs chaque printemps.

Pour ce faire, le réalisateur Nicolas Sallé a pris soin d'améliorer la qualité de l'image, des cadrages. Il a utilisé des caméras plus performantes ; plus nombreuses, aussi, afin de couvrir plus de sites dans un nouvel espace, plus grand, et offrir une plus grande diversité d'espèces – des ragon-dins sont espérés. L'installation de panneaux photovoltaïques limite au minimum le passage d'humains, qui, en laissant une trace olfactive, font fuir les animaux. Autre évolution plus surprenante : à cause des canicules, le tournage a commencé une semaine plus tôt qu'en 2025.

Marc Degli Esposti est quant à lui particulièrement sensible à l'amélioration sonore, qui lui permet le soir de s'endormir « *avec le bruit de la forêt* ». Une expérience qu'il recommande, facilitée par les multiples déclinaisons sur YouTube, TikTok, les alertes WhatsApp. Auxquelles s'ajoute chaque matin un podcast d'entretien entre un spécialiste et la journaliste Léa Jacquet.

Le groupe espère capter un public plus jeune, plutôt habitué à regarder Netflix, mais qui aime aussi flemmarder. « *Là, on est dans le contre-pied total* », admet Marc Degli Esposti. A une exception près : les publicités qui s'imposent et font râler, à en juger par les com-

mentaires sur les réseaux sociaux. Autre rançon du succès, pour éviter les curieux qui perturberaient l'équilibre de l'écosystème, les sites de tournage ne sont pas rendus publics. « *Si on constate clairement qu'il y a une surfréquentation, on réfléchira à refaire autrement. Ou pas, même si rien n'est acté pour l'an prochain.* » ■

CATHERINE PACARY

**Le Brame du cerf**, saison 2, de Nicolas Sallé. En continu sur France.tv jusqu'au 28 septembre. Chaque jour en direct sur YouTube, de 17 h 58 à 23 h 59. En replay sur France.tv jusqu'au 31 décembre 2025.



# A Montréal, la danse à chaque coin de rue

La manifestation Quartiers Danses offre, dans une dizaine de lieux, des spectacles ouverts à tous les passants

## REPORTAGE

MONTRÉAL (CANADA)

Danser la ville. Ses places, ses squares, ses coins et recoins plus ou moins faciles d'accès. Danser la rue. Tout terrain, tout bitume, dénivellations et dérapages, trous et bosses. Souplesse exigée et adaptation immédiate du mouvement à un environnement inconfortable et cru qui ne fait pas de cadeau. Danser à la dure et arracher des étincelles à la rudesse urbaine, des flashs d'étonnement dans les regards des passants, ceux qui s'arrêtent dans leur course, soudain happés par un fluide qui les saisit.

Ce parti pris artistique d'un geste chorégraphique en plein air est le cœur battant du Festival Quartiers Danses (FQD), qui se déroule jusqu'au 19 septembre dans une dizaine de lieux, à Montréal, au Canada. Consacré à l'espace public, avec parallèlement une programmation en salle où l'on a pu savourer *Lyre Liar*, de Liam Francis, à l'affiche en novembre à Paris, le FQD a été fondé par Rafik Hubert Sabbagh. «*On a démarré avec un camion sur la place Simon-Valois*, précise celui qui signe sa 24<sup>e</sup> édition et fête son ultime saison avant de passer le relais. *Lorsque j'ai imaginé la manifestation, ce n'était pas pour ajouter un événement au calendrier culturel de Montréal. Je l'ai conçue pour que tout le monde, et notamment les gens qui n'ont pas d'argent, ait accès à la culture à travers la danse.*»

En fond d'écran du rêve de cet homme aventureux, le festival Paris Quartier d'été. Créé en 1990, devenu Paris l'été en 2017, ce rendez-vous qui se décline dans différents espaces franciliens le confort dans son désir d'un art chorégraphique de proximité. «*Au début, certains parlaient avec un peu de mépris des "quartiers" et trouvaient que je me dispersais, se souvient-il. Aujourd'hui, on évoque l'inclusion de la manifestation. La danse doit sortir de ses murs et appartenir à ceux qui ne pensent pas la connaître et la découvrent soudain au détour d'une rue ou d'un parc.*»

A condition que les conditions climatiques soient propices. Chaque jour, l'équipe FQD, vissée sur les prévisions météo, croise les doigts en regardant le ciel. «*On at-*

*tend toujours jusqu'au dernier moment pour annuler la représentation, car on veut vraiment que les performances aient lieu*», explique Caroline Beaudry, qui pilote la logistique. Mercredi 9 septembre, l'ouverture a été annulée à cause d'une grosse pluie rendant impraticable et dangereux le site de la place des Festivals, dans l'effervescent quartier des spectacles. «*Ce sont de jeunes artistes que je programme en extérieur, commente Rafik Hubert Sabbagh. Ils veulent danser à tout prix, même si le public ne vient pas et s'ils risquent de se blesser...*»

### Envie d'en découdre

Heureusement, le soleil nous fait de l'œil deux jours plus tard, vendredi 11 septembre, au marché Atwater. Situé dans le sud-ouest de Montréal, à quinze minutes en voiture du centre-ville, ce marché historique classé, ouvert en 1933, rassemble des producteurs locaux et une ribambelle de bisbottins. Entre des rangées de plantes

## « La danse doit sortir de ses murs et appartenir à ceux qui ne pensent pas la connaître »

RAFIK HUBERT SABBAGH  
fondateur du festival

vertes et les étals de fruits, l'équipe a planté son QG éphémère sur le parking. Il est midi. Deux techniciens sont mobilisés sur le site. Un camion sert de loges. Un parasol rouge protège la sono. Un tapis de danse est scotché. Un calicot publicitaire FQD chute à cause du vent.

Parmi les spectateurs, dont une dizaine de diffuseurs internationaux, la maire de l'arrondissement, Véronique Fournier, qui subventionne la manifestation depuis ses débuts, en souligne les

valeurs «*de partage et de transformation*». Montréal compte 19 arrondissements et FQD collabore chaque saison avec trois ou quatre d'entre eux. Trois performances s'enchaînent et réussissent à capter les badauds. «*C'est la relève montréalaise*», nous glisse-t-on. Intrépide, un trio de danseuses hip-hop, dont la chorégraphe Mélissa Martin, qui signe ici son premier opus, intitulé *Bordélique*, brille en affirmant une recherche acrobatique. Même envie d'en découdre, entre gestes et sons, chez la performeuse Lamont, engagée auprès des communautés queer, qui pulse à corps perdu dans son solo *nodus tollens*.

C'est en revanche par sa tension dramatique – une gageure dans un contexte volatil où le regard et l'oreille sont vite parasités par tout ce qui se passe – que le duo Vatchik Danse, composé des Iraniens Nasim Lootij et Kiasa Nazeran, impose *L'Inconsistance*. «*Nous avons décidé de soutenir cette compagnie pendant deux*

*ans en raison des difficultés d'expression que les Iraniens rencontrent dans leur pays*», indique la chorégraphe Pauline Gervais.

Avec une simple banderole de papier blanc que le vent soulève, Nasim Lootij et Kiasa Nazeran entraînent le spectateur dans une danse-théâtre sobrement engagée contre toutes les dictatures. Les voix d'Hitler et de Khomeyni claquent. «*Présenter notre pièce dehors nous a offert l'occasion de repenser sa relation avec ses "vrais" interlocuteurs – les citoyens et citoyennes – et de leur poser directement la question: "D'où provient cette tendance à nous soumettre aux discours vides?"*», confie Nasim Lootij.

### Foule de touristes

Cette variété des propositions chorégraphiques souligne l'ouverture esthétique du festival. Avec des paramètres imparables à la clé. «*Il faut que les créations soient accessibles et grand public*», insiste Rafik Hubert Sabbagh, qui

## La performeuse Lamont, engagée auprès des communautés queer, pulse à corps perdu dans son solo « nodus tollens »

a occupé 70 lieux montréalais en vingt-quatre ans. «*Chaque année, nous testons un nouvel endroit sans savoir si les spectateurs nous rejoindront*», indique Caroline Beaudry.

Et pour la première fois, la manifestation s'installe dans le Village, longtemps appelé le «*Village gai*». Samedi 12 septembre, à 15 h 30, Aly Keita, artiste guinéen basé à Montréal, présente *Danser au rythme du Manden*, un solo entre tradition et contemporain, qui a décroché le prix Envol pour la diversité des pratiques en danse, décerné par le Conseil des arts de Montréal, en 2025. Les spectateurs, dont le nombre augmente peu à peu, participent à l'atelier qui suit la performance.

Nettement plus facile et rassembleuse car ultrafréquentée, la place d'Armes, dans le Vieux-Montréal, est l'un des rendez-vous de prédilection du festival. Dimanche 13 septembre, devant une foule de touristes qui font la queue pour visiter la basilique Notre-Dame, le hip-hop est en vedette. Le chorégraphe Punit, venu de Vancouver, et Michael Baboolal emballent en douceur par leur complicité souriante et délicate, tandis que la compagnie montréalaise Molokhia Squad, habituée à danser dans la rue, accroche ferme avec un break solide et déterminé.

«*La rue est toujours un challenge*, confient les deux interprètes de Molokhia Squad. *Le public n'est pas captif comme dans un théâtre. S'il aime le spectacle, il reste, et sinon, il s'en va sans déranger personne. Nous aimons cette liberté des spectateurs.*» Une liberté que le FQD cultive avec vaillance et modestie, abritant soutien à la nouvelle génération de créateurs, démocratisation et tourisme culturel sous un petit parasol. ■

ROSITA BOISSEAU



«*L'Inconsistance*», du duo iranien Vatchik Danse, au marché Atwater, à Montréal (Canada), le 11 septembre. MELIKA DEZ

# « Widow's Bay » grande gagnante aux Emmy Awards

La cérémonie, souvent présentée comme l'équivalent des Oscars de la télévision, a couronné la série horrifique

Malgré la récurrence du débat sur les catégories – drame ou comédie ? la plupart des séries cultivant aujourd'hui un savant entre-deux –, la hantise du discours qui dérape ou de la blague qui fait flop, les Emmy Awards se sont achevés, lundi 14 septembre, au Peacock Theater de Los Angeles (Californie) sur une pluie de records et un palmarès d'excellent goût qui confirme, malgré la baisse quantitative, la belle tenue des productions américaines pour la télévision.

Retransmis cette année sur la chaîne NBC, ils étaient présentés par Mariska Hargitay, qui ne vient ni du stand-up, ni des *late night shows*, mais de la pure télévision de *network*, puisqu'elle est une des stars de *New York, unité spéciale*. La comédienne, qui n'a pas manqué de rappeler qu'elle était la première femme à présenter les Emmy Awards depuis quinze ans, a animé pendant près de trois heures une cérémo-

nie marquée, entre autres, par un hommage à Catherine O'Hara et à Dolly Parton, mortes respectivement en janvier et en août, ainsi que par les 30 ans de *Buffy contre les vampires* et les 50 ans de *Drôles de dames*.

### Dystopie misanthrope

Signe des temps, Apple TV partait leader, lundi soir, avec 19 nominations, contre 16 pour HBO. Grande favorite de la soirée, *Widow's Bay* avait déjà fait le plein de statuettes lors de la remise des Emmy Awards «*techniques*», au cours d'une cérémonie séparée. Elle a encore presque tout raflé, brisant le record du nombre de prix obtenus (14) par une seule série.

Cette comédie horrifique, signée Apple TV, sur les efforts d'un maire de Nouvelle-Angleterre pour faire venir les touristes sur son île réputée hantée, l'a emporté dans la catégorie de la meilleure série comique. Le Gallois Matthew Rhys a été couronné meilleur acteur dans une

série comique, aux côtés de Stephen Root (qui bat dans sa catégorie Harrison Ford, nommé pour *Shrinking*) et Kate O'Flynn, comme meilleurs seconds rôles. La créatrice de *Widow's Bay*, Katie Dippold, repart avec la statuette du meilleur scénario. La série d'Apple TV coiffe au poteau *Hacks*, venue pour en découdre pour sa dernière saison, et qui vaut tout de même à son interprète Jean Smart, 75 ans, un nouveau prix de la meilleure actrice dans une comédie – ce n'est rien de moins que son huitième Emmy Award.

Du côté des séries dramatiques, *Pluribus*, étonnante dystopie misanthrope signée Vince Gilligan, sur une invasion extraterrestre ayant pour conséquence de fusionner l'humanité en un seul cerveau, n'a pas réussi à battre la série médicale *The Pitt*, qui remporte l'Emmy Award de la catégorie pour la deuxième année consécutive. Héritière d'*Urgences*, incarnée entre autres par Noah

Wyle, cette production, créée par R. Scott Gemmill et John Wells pour HBO, a abordé des sujets sensibles comme l'avortement, la vaccination, les descentes de l'ICE – la police de l'immigration américaine – et la violence par armes à feu.

### Triomphe de Matthew Rhys

Et si Noah Wyle repart, comme en 2025, avec une statuette pour son rôle de chef des urgences dans un hôpital débordé de Pittsburgh (Pennsylvanie), Rhea Seehorn l'emporte tout de même dans la catégorie meilleure actrice pour *Pluribus*. C'est la première fois que la comédienne, découverte dans *Better Call Saul* (série pour laquelle elle fut nommée deux fois), reçoit un Emmy Award. Quant à Vince Gilligan, il se console avec le prix du meilleur scénario (également pour *Pluribus*).

Le prix de la meilleure minisérie, une catégorie prestigieuse qui inclut les anthologies et les

téléfilms, a cette année été décerné à *DTF St. Louis*, une production HBO au ton singulier, sur l'étrange proximité développée entre un présentateur de chaîne météo et son interprète en langue des signes, sur fond d'ennui pavillonnaire et de pulsions refoulées.

Nommé deux fois cette année, pour *Widow's Bay* et *The Beast in Me* (Netflix), Matthew Rhys a également battu ses concurrents dans la catégorie du meilleur acteur dans une minisérie, ce qui fait de lui le premier nommé à recevoir deux prix du meilleur acteur au cours d'une même cérémonie. Un triomphe pour l'ancienne star de *The Americans*, très présente à l'écran ces dernières années. Enfin, Sally Field, 79 ans, est quant à elle devenue la gagnante la plus âgée de sa catégorie pour son rôle dans le film Netflix *Remarkably Bright Creatures*, déclenchant une standing ovation dans la salle. ■

AUDREY FOURNIER

L'Heure du Monde,

les enjeux de l'actualité en podcast

<https://podcasts.lemonde.fr/heure-du-monde>





La série relate le combat de femmes pour démasquer leur compagnon



**Origine du papier :** UK, France.  
**Taux de fibres recyclées :** 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Eutrophisation :** P<sub>Tot</sub> = 0,0083 kg/tonne de papier



REPORTAGE

VINTIMILLE (ITALIE)

**L**e lendemain de la tempête Alex, en 2020, il n’y avait plus rien, plus de route, plus d’électricité, plus de pont ; le bourg était dévasté. C’est le train que l’on a vu arriver en premier », se souvient Francesco Scarrone. Le guide d’origine piémontaise vit à Saorge, l’un des villages suspendus de la vallée de la Roya, dans les Alpes-Maritimes. Même constat à Fontan ou à La Brigue, à quelques kilomètres de là, ou encore à Limone, de l’autre côté de la frontière, dans le Piémont italien : sans les draines mises en place par les chemins, le ravitaillement de ces villages coupés du monde aurait été bien plus long et périlleux.

Ce train bienfaiteur, c’est la ligne internationale Nice-Vintimille-Coni, d’une longueur de 100 kilomètres, qui traverse les Alpes-Maritimes en France, le Piémont et la Ligurie en Italie. « Une ligne de vie », comme la surnomment les valléens depuis les dégâts de la tempête Alex. Une ligne fragile aussi, car structurellement déficiente et sujette à de nombreux contentieux entre les deux pays gestionnaires.

« Psychologiquement, la catastrophe d’Alex a joué un rôle. Elle a démontré l’attachement incroyable des familles à ce train et la nécessité de cette voie de communication alors que la route est restée fermée de longs mois », explique Michel Braun, directeur de l’Ecomusée du train des Merveilles, à Breil-sur-Roya, village où se rejoignent depuis la côte méditerranéenne le Nice-Breil-Tende, surnommé le « train des Merveilles », et le Vintimille-Coni.

L’histoire rocambolesque de cette voie ferrée perchée dans les montagnes remonte au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. L’idée était d’emprunter la route commerciale entre la plaine du Pô et la Méditerranée, de Turin à Nice. Ce chemin servait à transporter le sel et les marchandises depuis le Moyen Âge. La ligne ferroviaire, inaugurée le 30 octobre 1928, subit de très gros dégâts durant la seconde guerre mondiale avant d’être réactivée en 1979 grâce à des financements italiens. Sa construction est titanesque. Le chemin de fer se cramponne au relief escarpé, 1 000 mètres de dénivelé sont à franchir dans une vallée enclavée. « Il a fallu faire preuve d’innovation, surtout à cette époque où il n’y avait pas d’outils extraordinaires. Les tunnels hélicoïdaux ont permis de gagner en altitude par un jeu de virages et de boucles creusés dans la montagne », explique Michel Braun.

Ruchers fortifiés

Au départ de Vintimille, une fois installé dans l’un des trois wagons du 10 h 39, les viaducs et tunnels se comptent par centaines. C’est un peu comme si le train jouait à cache-cache avec le paysage dans un canyon creusé par le cours d’eau tortueux de la Roya. La côte disparaît rapidement pour la montagne et les villages médiévaux de la vallée où flotte toujours un parfum d’Italie. Alors que Nice est cédée à la France en 1860, les villages de Tende et de La Brigue restent italiens jusqu’en 1947.

« Pour nous, la frontière est une abstraction, nous sommes nom-



Sur la ligne Vintimille-Coni, avec, à l’arrière-plan, le village de Saorge (Alpes-Maritimes), dans la vallée de la Roya. TRENITALIA

# A bord du Vintimille-Coni, « ligne de vie » entre la France et l’Italie

Sinuant entre les vallées de la Roya et de Vermentagna, cette voie ferrée en milieu alpin emprunte viaducs et tunnels. A chaque arrêt, des villages dévoilent ruelles médiévales, églises baroques ou villas Art nouveau



qu’en 1947) perdu dans les montagnes, à Breil pour y échanger ses tickets de rationnement contre des denrées. L’ancienne chemineote se souvient aussi de la michelette qui la transportait jusqu’à Nice pour rejoindre son lycée. « J’ai connu le Turin-Breil-Nice ! » Même attachement du côté italien pour Stefania Perotti, chargée du programme européen Interreg Alcotra Vermentagna Roya III destiné à valoriser la richesse patrimoniale des vallées de la Roya et de la Vermentagna, à cheval sur le col de Tende : « C’est le train des vacances, celui qui amène à la mer. Pour les Italiens, c’est une ligne de cœur. »

A Breil-sur-Roya, l’arc en pierre de la porte de Gênes est visible depuis les fenêtres du wagon, tout comme la tour fortifiée de la Cruella, édifiée par les comtes de Vintimille afin de protéger l’ancienne cité. Un peu avant Saorge, l’arrêt suivant, une maison à moitié éventrée surplombant les berges de la Roya rappelle la violence de la tempête Alex. Les ruelles médiévales et les passages voûtés du village en balcon mènent tout naturellement au couvent franciscain fondé en 1633.

« Le côté monumental de la vallée vient de la route royale construite entre Turin et Nice ; les églises et chapelles baroques que l’on trouve dans tous ces villages marquent la puissance de l’Eglise et les canons de beauté de la Contre-Réforme au XVII<sup>e</sup> siècle », explique le guide des lieux, Francesco Scarrone.

A La Brigue, la chapelle Notre-Dame-des-Fontaines est l’un de ces joyaux. Une balade d’une heure y conduit depuis la gare.

Les murs de l’édifice perdu dans la forêt sont entièrement recouverts de fresques datant de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Sur les scènes du chœur, peintes par Giovanni Baleison (1463-1492) et représentant la vie de Marie, on devine la vallée de la Roya et la pierre verte de Tende – de la pélite omniprésente sur les toits, les linteaux et le portail de la collégiale Notre-Dame de l’Assomption.

C’est par ailleurs entre Fontan et Tende qu’il est conseillé d’activer la boussole de son téléphone pour ne pas perdre le nord ! Le train roule lentement (40 kilomètres/heure), franchit plusieurs fois la Roya et gagne de la pente en empruntant des tunnels hélicoïdaux. De la hauteur, nous en gagnons encore un peu plus en rejoignant à pied la chapelle Saint-Sauveur dont les falaises calcaires surplombent Tende, afin de dénicher un panorama sur les versants tapissés de conifères des sommets alpins.

L’Italie n’est plus très loin maintenant. Le tunnel de Tende, long de 8 kilomètres, marque la fron-

tière. Une dizaine de personnes attendent sur le quai l’arrivée du 12 h 20 provenant de Vintimille. La plupart travaillent à l’hôpital et vivent dans le Piémont.

En quittant le village frontalier, un mur en pierre sèche en forme de fer à cheval attire le regard. A l’intérieur, une vingtaine de ruches sont installées sur des banquettes face au soleil. L’enceinte minérale des ruchers fortifiés, typiques de la région, servait autrefois à protéger les abeilles des intempéries, des vols et des ours trop gourmands. Ce *naijou*, en dialecte tendasque, a été réhabilité il y a trois ans.

De l’autre côté de la montagne, dans la vallée de Vermentagna, le train poursuit sa route sinueuse. Il traverse Limone, réputé pour sa station de ski cossue ; Vernante, et les deux cheminées en brique de son ancienne verrerie ; Rocca-vione, et ses villas Art nouveau, résidences d’été des riches turinois, liguriens et niçois ; Borgo San Dalmazzo, et sa gare où une salle avait été aménagée pour accueillir la famille royale de la Maison de Savoie. Il rejoint ensuite la plaine et Coni.

La ville médiévale est une surprise avec ses 8 kilomètres d’arcades, mêlant styles et couleurs, situées de part et d’autre de la place Galimberti, du nom du héros de la résistance piémontaise, Duccio Galimberti (1906-1944). Tous les mardis, jour de marché, Français et Italiens se retrouvent sur cette place aux dimensions exceptionnelles, plus de 2 hectares, ouverte sur les montagnes. Terminus de la ligne de vie. ■

BÉNÉDICTE BOUCAYS

## CARNET DE ROUTE

Notre journaliste a organisé son voyage avec l’aide des offices de tourisme Italia et Visitcuneese.

Y ALLER

De la gare de Vintimille, quatre trains par jour pour Coni (*Cuneo* en italien). Les horaires sont disponibles sur le site Remontons la Roya.

SE LOGER

A La Brigue, **Auberge Saint-Martin** : la demeure, au charme médiéval, rénovée en 2012, est située sur la place du village. Chambre double à partir de 70 euros. A Coni, **Hotel Royal Superga** : situé tout près de la place Galimberti, l’établissement dispose de chambres élégantes et d’une terrasse offrant une très belle vue sur la ville. Chambre double à partir de 95 euros.

Un peu avant Saorge, une maison à moitié éventrée surplombant les berges de la Roya rappelle la violence de la tempête Alex



# Sébastien Lecornu

## Violences sexistes et sexuelles : la mort de Lyhanna nous oblige

La mort de Lyhanna, 11 ans, a bouleversé notre pays et mis à nu certaines failles de nos institutions. Une enquête judiciaire est en cours [le corps de l'enfant a été retrouvé dans le Gers le 4 juin, après qu'elle a été enlevée et violée], et elle doit pouvoir établir les faits et les responsabilités avec toute la rigueur nécessaire. Mais la retenue n'autorise ni l'oubli ni l'indifférence. La mort de Lyhanna nous oblige.

D'abord à corriger ce qui n'a pas fonctionné, car la violence prospère dans ce qu'une société tait, banalise ou excuse : une parole d'enfant trop souvent mise en doute, une domination confondue avec l'autorité, une alerte minimisée pour ne pas déranger. Le combat à mener est avant tout un combat culturel contre la violence. Les violences sexistes et sexuelles traversent tous les lieux de vie, jusque dans l'espace numérique. Elles sont dans la sphère familiale. Elles visent d'abord les femmes et frappent massivement les enfants. Chaque année, on estime à 160 000 le nombre d'enfants victimes de violences sexuelles. Les pouvoirs publics demeurent trop souvent organisés en silos quand les victimes vivent un même parcours de violence.

Nous ne partons pas de rien. Les téléphones grave danger, les bracelets anti-rapprochement, les pôles spécialisés, la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, les maisons des femmes et la nouvelle définition pénale du viol ont fait progresser notre droit et nos pratiques. Le projet de loi sur la protection des enfants, porté par le gouvernement et récemment voté par l'Assemblée nationale, constitue une étape supplémentaire importante : généralisation du contrôle des antécédents judiciaires des professionnels au contact des mineurs, ordonnance de sûreté de l'enfant, encadrement des délais d'enquête en matière de violences sexuelles, aggravation des peines pour les viols sériels sur mineur...

La loi a évolué et les moyens ont augmenté. Mais ces avancées ne forment pas encore, partout, une chaîne de protection continue. C'est le sens de la proposition de loi dite « intégrale ». A l'automne 2024, des associations ont rendu publiques 140 propositions issues de leur expérience auprès des victimes. Des parlementaires de sensibilités différentes s'en sont saisis.

Le 23 juin, devant l'Assemblée nationale, j'ai pris l'engagement que ce texte serait inscrit à l'ordre du jour dès la reprise des travaux parlementaires. Cet engagement est tenu. L'éclairage du Conseil d'Etat et du Conseil économique, social et environnemental a permis de poursuivre la réécriture avec un objectif : que se passe-t-il, concrètement, lorsqu'une victime parle ou qu'un danger est signalé ?

Le retour d'expérience doit nous guider. Nous devons prévenir les violences, simplifier les parcours, clarifier les responsa-

bilités, mieux former les acteurs et réduire les délais. En légiférant, nous devons aussi penser à celles et ceux qui appliqueront la loi dès le lendemain, dans la police, la justice, l'école, la santé, le monde social ou associatif. Rien ne serait pire que de laisser croire en des mesures incertaines sur le plan juridique ou non applicables sur le terrain.

### Combat culturel

Nous ne perdons pas de temps, et les textes budgétaires pour 2027 prévoient un investissement de 40 millions d'euros pour numériser les procédures judiciaires, accélérer le traitement des plaintes et les délais de jugement.

Une réponse intégrale signifie qu'aucune victime ne doit plus supporter la fragmentation de nos institutions. Lorsqu'un enfant se confie, l'alerte doit être suivie, la preuve préservée et sa parole recueillie sans qu'il doive témoigner plusieurs fois. Un changement de domicile ne doit pas entraîner des mois d'attente ; un danger immédiat doit recevoir une protection immédiate. Les violences en ligne doivent être nommées et sanctionnées.

La loi doit renforcer la spécialisation des enquêteurs et des magistrats, la qualité des expertises, la protection des enfants exposés aux violences dans leur foyer et l'accompagnement des victimes les plus

vulnérables. Une meilleure formation de celles et ceux qui recueillent la parole des victimes améliorera leur capacité à prendre les bonnes décisions.

Mais le cœur de la réponse se situe aussi en amont de l'intervention de la justice. L'éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité n'est pas un complément secondaire : elle participe directement à la protection. Elle apprend qu'un corps n'appartient jamais à un autre, que le silence n'est pas le consentement et que le contrôle ou l'humiliation ne sont pas des preuves d'amour. Le combat culturel doit aussi s'adresser aux garçons et aux hommes.

Ce changement engage toute la société : les familles, l'école, le monde du travail, le sport, la culture, les médias et les plateformes numériques. Il engage aussi les associations. Elles accueillent, mettent à l'abri, soignent, accompagnent dans les procédures et font évoluer les regards. Elles ne sont pas les suppléants précaires de l'Etat, et je souhaite que leur financement soit désormais fixe et pluriannuel.

Reste la question des moyens. Elle est une des conditions de la crédibilité. Nous n'avons pas besoin d'un montant théorique, détaché d'un calendrier opérationnel, mais de mesures prêtes à être déployées et de capacités réelles de mise en œuvre. Nous avons besoin d'une trajectoire crédible.

La France sait programmer dans le temps les efforts qui engagent durablement la nation, comme c'est le cas pour notre défense. Elle doit appliquer la même rigueur à la protection des victimes : une ambition, des étapes annuelles, des moyens votés et une exécution contrôlée. Le gouvernement proposera donc, pour la première fois, une trajectoire pluriannuelle, traduite chaque année dans les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale. Cette programmation devra préciser, mesure par mesure, les effectifs et les moyens mobilisés, le calendrier de déploiement et les résultats attendus.

### Devoir de vigilance et d'action

Le budget pour 2027, malgré les difficultés financières que nous connaissons, marquera cette volonté. Le gouvernement proposera à la discussion parlementaire un socle de départ de près de 1,5 milliard d'euros contre les violences sexistes et sexuelles réparti sur les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale. En plus, 2,6 milliards d'euros sont prévus pour la protection de l'enfance. Si les textes sont votés, ils permettront de recruter 300 magistrats, de conforter le budget des associations engagées dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et pour la protection des victimes, de recruter 700 nouveaux enquêteurs et 300 encadrants scolaires, dont des infirmières.

Ce budget est une première marche, non un point d'arrivée. Ces crédits consacrés à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles devront être clairement identifiés, mieux suivis dans un document budgétaire transversal et évalués chaque année devant le Parlement. Le Parlement se saisit désormais de ce texte. Le gouvernement prendra sans attendre les dispositions réglementaires qui lui reviennent et traduira dans les textes financiers les engagements nécessaires.

Ainsi, dès le mois d'octobre, je signerai les décrets relatifs à la généralisation et au renforcement des maisons des femmes/santé, à la mise en place d'une plateforme de coordination nationale sur les violences en santé, à la mise en œuvre dans l'éducation nationale d'un questionnaire sur les violences sexuelles permettant de libérer la parole des enfants, ou encore celui rendant systématique la motivation individualisée et circonstanciée des décisions de classement sans suite dans des affaires portant sur des crimes sexuels. L'urgence commande de travailler vite ; le sérieux interdit de travailler à la hâte.

Le succès se mesurera à ce qui changera réellement : une parole d'enfant entendue dès la première fois, un signalement qui ne se perd plus, une protection décidée sans délai, un professionnel formé qui sait agir, un comportement autrefois minimisé qui ne l'est plus.

Pour autant, la loi ne remplacera jamais la vigilance d'une société tout entière. Le nom de Lyhanna ne doit pas devenir celui d'une émotion passagère ou d'une loi de circonstance. Il doit rester le rappel de notre devoir de vigilance et d'action. A toutes celles et tous ceux qui ont parlé sans être entendus, qui ont attendu sans être protégés, nous devons davantage qu'une indignation : nous leur devons des actes. Car la confiance naît des actes que nous prenons. Le gouvernement en prend. Le Parlement votera. ■

“  
NOUS PROPOSERONS  
UN SOCLE DE DÉPART DE PRÈS  
DE 1,5 MILLIARD D'EUROS  
CONTRE LES VIOLENCES  
SEXISTES ET SEXUELLES RÉPARTI  
SUR LES BUDGETS DE L'ÉTAT  
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Sébastien Lecornu  
est premier ministre



L'intervention du ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, auprès de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique [Arcom], dans l'affaire Fedorova, n'a rien de banal. Elle marque la faillite du régulateur, incapable d'assurer le rôle de gendarme de l'audiovisuel que la loi lui a confié.

Rappelons les faits. En mars 2022, l'Union européenne interdit le média RT France, pour ses actions de propagande visant à fracturer la cohésion sociale, à déstabiliser les institutions démocratiques et les processus électoraux. La directrice de la chaîne russe, Xenia Fedorova, et une partie de la rédaction trouvent alors asile dans les médias du groupe Bolloré. Les antennes leur sont ouvertes, et les animateurs de CNews et d'Europe 1 endossent le discours pro-Kremlin.

Distillée sur une télévision et une radio nationales hertziennes, l'influence russe bénéficie d'une crédibilité et d'une visibilité inespérées. Aucune intervention de l'Arcom. Pour pallier sa carence, l'Etat est contraint d'agir, en juillet, par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur qui ordonne l'expulsion de Xenia Fedorova. L'annonce par CNews de son retour en duplex ne suscite, elle non plus, aucune réaction du régulateur. De nouveau, le ministre de l'intérieur intervient, cette fois directement auprès de l'Arcom, pour l'inviter, on l'imagine, à prendre ses responsabilités.

La passivité de l'Arcom n'a rien d'un accident. Elle s'inscrit dans la continuité d'une politique délibérée de non-intervention menée depuis dix ans, qui a permis à deux médias audiovisuels nationaux, CNews et Europe 1, de se muer en instrument de combat idéologique, en violation flagrante de la loi et des exigences de pluralisme.

Destiné à permettre à toutes les idées d'être entendues afin que les citoyens soient en mesure de se forger librement leurs propres opinions et de voter de façon éclairée, le pluralisme des médias est au cœur du fonctionnement démocratique. Aux Etats-Unis, la défiance à l'égard de l'Etat et la croyance dans les

vertus du marché conduisent à s'en remettre, pour sa réalisation, aux acteurs privés. Comme la plupart des pays européens, la France s'est toujours détournée d'un tel modèle qui revient à donner à ceux qui en ont les moyens financiers le droit d'accaparer les médias et de dominer le débat public. En France, le pluralisme des médias ne dépend pas de l'initiative privée; il repose sur l'intervention publique.

Ne pas se laisser impressionner

Dans la presse écrite, cette intervention prend la forme d'aides publiques et de règles de distribution minutieuses dont bénéficient tous les titres d'information représentant l'ensemble de l'échiquier politique. La diversité de la presse d'opinion n'est pas spontanée; elle tient à l'action publique.

Dans le secteur audiovisuel, le coût d'exploitation d'une chaîne et d'une radio nationale ne permet pas d'envisager un tel soutien public. C'est pourquoi la loi, tout en permettant l'affichage d'une ligne éditoriale de droite ou de gauche, interdit aux télévisions et radios nationales de se transformer en média de combat. Cette prohibition n'affecte pas mais protège la liberté d'expression, en permettant l'exposition dans le paysage audiovisuel de toutes les idées et en

# Camille Broyelle et Pierre-Olivier Rigau

## L'Arcom n'a d'autre choix que d'interdire le réseau hertzien à CNews et à Europe 1

Les professeurs de droit public déplorent l'abandon par l'Arcom de son poste de gendarme de l'audiovisuel, dans la gestion des médias propriétés du milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré



LA PASSIVITÉ DE L'ARCOM N'A RIEN D'UN ACCIDENT. ELLE S'INSCRIT DANS LA CONTINUITÉ D'UNE POLITIQUE DÉLIBÉRÉE DE NON-INTERVENTION MENÉE DEPUIS DIX ANS

donnant à chacune les mêmes chances de convaincre. Cette règle pourtant simple et écrite noir sur blanc dans la loi n'a jamais été respectée ni par CNews ni par Europe 1 qui, détenues par le même actionnaire, diffusent la même idéologie. Surtout, alors qu'elle a été spécialement créée pour garantir le respect du pluralisme et de l'honnêteté de l'information, l'autorité de régulation n'a jamais entrepris d'imposer efficacement à CNews et à Europe 1 le respect de la loi.

C'est ainsi qu'à quelques mois de l'élection présidentielle de 2027 le pluralisme n'est pas assuré dans le paysage audiovisuel. L'extrême droite bénéficie du privilège exorbitant de disposer non pas seulement d'un, mais de deux médias audiovisuels nationaux, et ses candidats sont d'ores et déjà avantagés.

CNews et Europe 1 étant toujours restées parfaitement indifférentes aux sanctions financières du régulateur, la seule mesure susceptible de rétablir une compétition électorale loyale est le retrait pur et simple de leur autorisation d'utiliser les fréquences, que prévoit la loi pour les éditeurs récalcitrants.

C'est précisément la décision que l'Arcom refuse de prendre, craignant certainement le procès en censure qui lui serait intenté. Il ne faudrait cependant pas se laisser impressionner. Rien n'interdirait en effet à ces médias de s'exprimer sur d'autres canaux, comme l'avait fait la chaîne C8 après sa disparition des ondes de la télévision numérique terrestre. En réalité, le groupe Bolloré ne revendique pas la liberté d'expression mais l'accès incomparable au public et à l'opinion que donnent les télévisions et radios nationales hertziennes qui, malgré les réseaux sociaux et les médias alternatifs numériques, continuent de structurer le débat public.

La loi française est cependant ainsi faite que c'est précisément en raison de leur impact que les médias audiovisuels ont des obligations renforcées : celles de présenter au public des programmes pluralistes, garants de l'honnêteté de l'information et protégés de toute ingérence étrangère. Face à des télévisions et des radios qui ne veulent pas assumer leurs responsabilités à l'égard du public, l'Arcom n'a d'autre choix que de leur interdire le réseau national hertzien. Cette obligation résulte de la loi dont, en vertu de la Constitution, nulle autorité administrative ne peut s'affranchir. Seul le juge peut désormais redresser la situation pour surmonter la carence grave et structurelle du régulateur. Tel est le sens du recours engagé devant le Conseil d'Etat contre l'Arcom par un collectif d'universitaires : rappeler chacun à ses responsabilités. ■

Camille Broyelle est professeure de droit public, université Paris-Panthéon-Assas; Pierre-Olivier Rigau est professeur de droit public, université polytechnique Hauts-de-France

# Les ingérences électorales ne visent pas seulement des candidats, mais la confiance démocratique

Afin de répondre efficacement aux menaces étrangères qui pèsent sur la campagne électorale, les politistes Frédéric Charillon, Aurélien Colson et Joséphine Staron exposent les dispositifs à mettre en place et les erreurs à ne pas commettre

Au cours de l'été, Gabriel Attal, Raphaël Glucksmann et Edouard Philippe, trois candidats déclarés à l'élection présidentielle de 2027, ont été visés par des opérations de désinformation attribuées à des réseaux prorusses par Viginum, le service spécialisé relevant du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale [SGDSN].

La France entre dans une séquence électorale sous menace. Pour y faire face, elle peut apprendre de l'expérience d'autres démocraties, en particulier en Europe orientale et baltique, qui vivent depuis longtemps sous la pression d'ingérences électorales.

Car ces ingérences ne sont plus une anomalie extérieure au jeu démocratique; elles sont l'un des instruments ordinaires de la conflictualité internationale. Le basculement intervient lorsque l'action devient dissimulée, manipulatoire, financée ou téléguidée de l'étranger pour fausser les condi-

tions dans lesquelles une communauté politique s'informe, débat et choisit ses dirigeants.

Les ingérences étrangères créent rarement nos fractures; elles exploitent les ruptures préexistantes. Elles prospèrent sur la défiance envers les institutions, la polarisation idéologique, les mémoires blessées, les tensions identitaires, les clivages géopolitiques, le sentiment de relégation... Les opérations hostiles ne consistent pas seulement à injecter de fausses informations dans un espace public sain. Elles amplifient des vulnérabilités déjà présentes, radicalisent des récits disponibles, greffent une stratégie extérieure sur des divisions internes.

Là réside le principal risque: notre vulnérabilité provient d'une polarisation de la société, tandis que certains récits étrangers entrent en résonance avec des discours politiques intérieurs. La France est solide sur le modèle Etat-stratégie-enseigne-

ment, mais moins avancée que d'autres démocraties sur la formation des citoyens à la résilience informationnelle.

Alerter tous les candidats

Que faire, alors, avant 2027? Installons dès maintenant une cellule permanente «Présidentielle 2027», réunissant le SGDSN, Viginum, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, la Commission nationale de l'information et des libertés, le ministère de l'intérieur, le Quai d'Orsay et les autorités chargées du contrôle de la campagne. Elle préparera des scénarios de crise, des exercices grandeur nature, des procédures de contact avec les plateformes, une doctrine publique d'attribution et des règles de communication en cas d'attaque. La démocratie ne doit pas découvrir ses vulnérabilités le soir où elles sont exploitées.

Il faut également renforcer Viginum en capacités linguistiques, juridiques et d'analyse des plateformes où se jouera réellement la présidentielle: TikTok, YouTube, Telegram, Instagram, Facebook, mais aussi les faux sites d'information. L'attention excessive portée au réseau social X trompe les responsables publics, car cette plateforme, très visible pour les journalistes et les militants, n'est pas centrale pour tous les publics vulnérables.

Nous devons aussi faire de l'élection présidentielle un test majeur pour le Digital Services Act [le règlement européen sur les services numériques]. Avant la campagne officielle, les plateformes devraient publier leurs plans électoraux, désigner des points de contact d'urgence francophones, rendre plus transparentes les publicités politiques, documenter les campagnes d'influence rémunérées et garantir un accès accru aux données. Une démocratie ne peut pas dépendre de boîtes noires algorithmiques administrées depuis l'étranger.

Nous pouvons aussi créer une procédure d'alerte rapide pour tous les candidats, sans distinction partisane. Il s'agit de former



CHAQUE ÉQUIPE DE CAMPAGNE DEVRAIT SAVOIR QUOI FAIRE DANS LES DEUX PREMIÈRES HEURES D'UNE ATTAQUE

les équipes de campagne à l'hygiène numérique, aux deepfakes, aux fuites de documents, aux faux communiqués, aux comptes usurpés et aux signalements d'urgence. L'objectif n'est pas d'aider un camp contre un autre, mais de protéger l'intégrité du scrutin. Chaque équipe devrait savoir quoi faire dans les deux premières heures d'une attaque.

Construisons également une coalition indépendante associant médias, chercheurs, fact-checkers, spécialistes du renseignement à partir d'informations publiques (tels que le projet de renseignement en open source Osint), plateformes et société civile. Si l'Etat parle seul, il sera accusé par certains de vouloir contrôler la vérité. Si l'Etat se tait, la rumeur prospérera. Il faut donc un dispositif capable de contextualiser rapidement les attaques, d'expliquer les modes opératoires et de parler à des publics qui ne croient plus spontanément la parole officielle.

L'enjeu dépasse la présidentielle

Enfin, il faut préparer l'entre-deux-tours, qui s'annonce comme la séquence la plus dangereuse. La polarisation y est maximale, le temps médiatique compressé, la tentation manipulatoire la plus forte. Un protocole spécial devrait prévoir une cellule vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des contacts directs avec les plateformes, un canal public unique d'alerte et une procédure accélérée de conservation des preuves numériques.

L'enjeu dépasse la seule présidentielle. L'objectif ultime des ingérences n'est pas toujours de faire gagner un candidat. Il est de délégitimer l'élection elle-même, d'affaiblir l'idée que le suffrage exprime encore une volonté collective, de faire croire que tout est manipulé, truqué ou imposé.

Dans cette perspective, les ingérences électorales ne visent pas seulement des candidats, mais la confiance démocratique.

La France doit donc éviter deux erreurs symétriques: minimiser ces opérations parce qu'elles sont parfois grossières; y répondre de manière excessive au risque de donner corps aux accusations de censure. La bonne réponse est plus difficile à mettre en œuvre: elle combine vigilance technique, transparence méthodique et mobilisation civique. Défendre la démocratie contre les ingérences étrangères ne consiste pas à fermer l'espace public. C'est faire en sorte que les citoyens puissent encore y discerner ce qui relève du débat légitime, de la propagande masquée et de la manipulation hostile. A moins d'un an de l'élection présidentielle, le temps n'est plus à la condamnation de l'ingérence électorale. Il est à l'organisation de notre résilience démocratique. ■

Frédéric Charillon, professeur en science politique à l'université Paris Cité; Aurélien Colson, professeur de science politique à l'école de commerce Essec; Joséphine Staron, chargée de recherche senior au sein du centre de géopolitique, défense et leadership de l'Essec. Membres de l'Observatoire des stratégies d'influence, d'ingérence et d'intimidation (OS3i) de l'Essec, ils ont réalisé un cycle de réunions avec des ambassadeurs représentant à Paris plusieurs pays. Ils ont publié une note, fruit de cette rencontre, disponible sur le site de l'OS3i.



# EFFONDREMENT

Après les catastrophes écologiques de l'été et leurs effets sur nos vies, l'idée selon laquelle notre civilisation pourrait s'effondrer connaît un regain d'intérêt. Revenue en force depuis les années 2010, elle a pourtant été beaucoup critiquée

## UN MOT DANS L'AIR

Cours annulés dans les écoles, examens reportés, centrales nucléaires à l'arrêt, coupures de courant, lignes ferroviaires perturbées, baisse des approvisionnements par trafic fluvial, chute des rendements agricoles, déplacement de centaines de milliers d'individus, le tout causé par la canicule, la sécheresse et les incendies... Les conséquences des catastrophes écologiques survenues cet été sont-elles les signes avant-coureurs d'un effondrement à venir ?

Interrogée, le 17 août sur le plateau de Franceinfo, la députée (Les Ecologistes) Sandrine Rousseau y voyait « une alerte extrêmement grave sur l'effondrement qui commence ». Le terme est en vogue dans les milieux écologistes depuis la large diffusion de l'ouvrage *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (Gallimard, 2006) du biologiste et géographe américain

Jared Diamond ; il a été renforcé par l'apparition de la collapsologie dans les années 2010, un courant transdisciplinaire connu du grand public grâce au best-seller français *Comment tout peut s'effondrer*, de Pablo Servigne et Raphaël Stevens (Seuil, 2015).

Alors que le mot renvoie à l'affaiblissement des immeubles et des carrières au XIX<sup>e</sup> siècle, puis à la chute des régimes politiques au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, des scientifiques s'en emparent ensuite pour désigner la possible fin de la civilisation industrielle. En 1968, le biologiste américain Paul Ehrlich prédisait, dans *La Bombe P* (Fayard, 1972), que de vastes famines surviendraient dès les années 1990 du fait de la croissance démographique exponentielle. Quatre ans plus tard, un rapport au retentissement planétaire écrit par quatre scientifiques du Massachusetts Institute of Technology, intitulé « Les limites à la croissance », préconisait la fin de la croissance économique, pour empêcher qu'elle ne « précipite le système

UNE CRITIQUE  
DES THÉORIES  
DE L'EFFONDREMENT  
TIENT À LEUR PRISME  
ANTHROPOCENTRIQUE,  
AUX ACCENTS  
SOUVENT  
MESSIANIQUES

mondial vers les limites de la Terre et vers un effondrement ultime ».

Dans chacune de ces études, des courbes exponentielles atteignent un pic, suivi d'une chute brutale causée par l'épuisement des ressources. Autre point commun, l'effondrement s'accompagne généralement du déclin d'une grande partie de la population mondiale. Dans un article de *Libération* paru en août 2017, Yves Cochet, ancien ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (2001-2002), figure de proue de la collapsologie, prophétisait ainsi la mort de la moitié de l'humanité d'ici aux années 2040.

### Un « flou conceptuel »

Le terme semble cependant revêtir des significations si diverses qu'il est parfois difficile d'en saisir la pertinence. Il a d'ailleurs été critiqué pour cela par bon nombre d'intellectuels, tel le philosophe Jean-Pierre Dupuy, qui dénonçait un « flou conceptuel ». A rebours de l'idée d'« affaiblissement brusque » donnée par la définition du Larousse, Gauthier Chapelle, Pablo Servigne et Raphaël Stevens l'avisagent, dans *Une autre fin du monde est possible* (Seuil, 2018), comme un processus « à la fois lointain et proche, lent et rapide, graduel et brutal, [qui] a déjà commencé mais n'a pas encore atteint sa phase la plus critique ».

Une autre critique des théories de l'effondrement tient à leur prisme anthropocentrique, aux accents souvent messianiques. « L'idée d'une chute brutale suivie d'une renaissance pénible rabat la complexité des dynamiques environnementales contemporaines et de leurs conséquences économiques, sociales et géopolitiques sur un récit des récits les plus vénérables qui soit : la Genèse », affirmait

l'historien Jean-Baptiste Fressoz dans un article du *Monde*, en 2019. Avant d'ajouter : « La crise environnementale contemporaine qui est avant tout un effondrement rapide des populations non humaines au profit de notre espèce (nous et notre bétail représentons 97 % de la biomasse des vertébrés terrestres) est emportée dans le récit le plus éculé qui soit : celui de "la fin de la civilisation". »

Les collapsologues se heurtent en outre à la relative imprévisibilité des trajectoires énergétiques. Si le spectre d'une pénurie d'électricité engendrée par l'arrêt des centrales nucléaires a ressurgi cet été en France, celui d'une chute drastique de la production d'énergies fossiles est pour l'instant repoussé. En 1940, le physicien américain Marion King Hubbert (1903-1989) prédisait un pic, avant la chute, de la production mondiale de pétrole pour 1970, avant de la retarder aux années 2010. Entre-temps, l'or noir a poursuivi sa trajectoire ascendante, portée par des techniques qui rendent plus facile l'extraction du pétrole non conventionnel. Bien qu'ambiguë, l'idée d'effondrement a au moins le mérite de mettre en garde contre l'exacerbation des perturbations écologiques et le risque de voir advenir des catastrophes plus graves encore. « Nous nous pensons puissants et nous sommes incapables de penser notre vulnérabilité. Le réchauffement climatique va menacer l'ensemble de nos structures sociales et politiques », alerte Sandrine Rousseau. Selon un sondage IFOP publié en février 2020 par la Fondation Jean Jaurès, 65 % des Français pensaient déjà que la civilisation telle que nous la connaissons allait bientôt s'effondrer. Qu'en sera-t-il après cet été caniculaire ? ■

DAVID HECK

## CHRONIQUE | PAR BARRY EICHENGREEN

# Que se passera-t-il si la bulle de l'intelligence artificielle éclate ?

Massifs, les investissements dans les centres de données dépendent d'une nouvelle technologie, l'intelligence artificielle (IA), qui évolue rapidement. Que se passera-t-il si les profits du secteur s'avèrent décevants ? si la bulle éclate ? Ce scénario n'est pas à exclure. Les retombées de l'IA en matière de productivité pourraient être surévaluées, auquel cas les entreprises envisageant d'adopter des modèles de pointe réduiraient leur demande. Par ailleurs, on peut s'attendre à une multiplication des modèles « à poids ouverts », capables de tourner sur les serveurs des utilisateurs, voire sur des ordinateurs portables. Autant de revenus en moins à percevoir pour les centres de données et leurs investisseurs.

Une forte chute en Bourse des « Sept magnifiques » – les sept entreprises à très forte capitalisation qui ont tiré l'indice S&P 500 vers le haut – est donc possible. Mais les corrections boursières ne se traduisent pas toujours par des crises. Si le prix des actions de Meta chute, Mark Zuckerberg [le dirigeant de la multinationale] achètera certes moins de châteaux en Irlande, et des fonds d'investissement spécialisés dans l'IA, comme Situational Awareness, connaîtront des difficultés. Néanmoins, cela ne suffit pas à déclencher une crise financière. Celle-ci ne surviendra que si les banques, les compagnies d'assurance et autres investisseurs institutionnels sont impliqués. Or, rien ne prouve qu'ils soient fortement exposés au risque lié à l'IA.

L'évolution des marchés de la dette est, elle, davantage menacée. Une grande partie des coûts de construc-

tion des centres de données est financée par des emprunts auprès de fonds de crédit privé, non bancaires. Si la demande pour les services fournis par les centres de données n'est pas au rendez-vous, ces prêts deviendront « non performants », façon polie de parler de défaut de paiement.

### Défaut de paiement

Qui investit dans les fonds de crédit privé ? On imagine que ce sont des *family offices* (gestionnaires de patrimoine) et des super-riches aimant le risque. En réalité, ce sont surtout des investisseurs institutionnels : fonds de pension ou compagnies d'assurances. Pour mieux capter cet argent institutionnel, les fonds de crédit privé ont acquis eux-mêmes des compagnies d'assurances, dont ils peuvent charger les portefeuilles avec ces prêts. De quoi donner consistance au spectre d'une crise du secteur de l'assurance.

En plus d'emprunter auprès des fonds de pension et des compagnies d'assurances, les sociétés de crédit privé empruntent auprès des banques commerciales en utilisant leur

portefeuille de prêts comme garantie. Elles multiplient ainsi leurs engagements par effet de levier et dopent leurs rendements. Même si les banques ne prêtent pas ou n'investissent pas directement dans les entreprises d'IA et les centres de données, elles pourraient donc, par ce canal, être affaiblies par leurs difficultés potentielles. Nous ne pouvons qu'espérer que leurs régulateurs surveillent la situation.

Enfin, les sociétés de crédit privé « titrisent » de plus en plus leurs prêts. Elles regroupent ces prêts au travers de « véhicules ad hoc » qui émettent des obligations. Ces titres sont divisés en trois niveaux de risque ou « tranches ». A chaque tranche correspondent des droits prioritaires, secondaires ou tertiaires sur le paiement du service de la dette. La tranche du milieu, dite « mezzanine » d'obligations à risque moyen, est revendue à d'autres gestionnaires d'actifs. Pour évaluer l'imminence du risque de crise, il nous faudrait en savoir plus sur la dangerosité de cette tranche et sur l'identité de ses détenteurs. Or, ce n'est pas le cas. Titrisation, véhicules ad hoc, découpage en tranche et opacité : cela rappelle les ingrédients de la crise des prêts subprimes de 2007-2008. ■

Barry Eichengreen est professeur d'économie et de sciences politiques à l'université de Californie à Berkeley. Il est l'auteur de « Money Beyond Borders : Global Currencies From Croesus to Crypto » (« l'argent par-delà les frontières : les monnaies mondiales de Crésus à la crypto », Princeton University Press, 344 pages, 25,96 euros, non traduit)

SI LA DEMANDE POUR  
LES SERVICES FOURNIS  
PAR LES CENTRES  
DE DONNÉES N'EST  
PAS AU RENDEZ-VOUS,  
LES PRÊTS DEVIENDRONT  
« NON PERFORMANTS »

# SORTIR DE LA CULPABILISATION DES PERSONNES GROSSES



**SURCHARGE**  
de Lucie Inland  
(HarperCollins,  
272 pages,  
18,90 euros)

## LIVRE

On peut être gros, bien dans sa peau et en bonne santé. Une évidence ? Pas pour tout le monde. Les personnes obèses sont la cible de préjugés et de discriminations. Or dans le monde, une personne sur huit est concernée : son indice de masse corporelle (IMC), soit le poids divisé par la taille au carré, est égal ou supérieur à 30, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La grossophobie fait des ravages. Journaliste indépendante, Lucie Inland, qui écrit « *de chez les grosses* », a recueilli de nombreux témoignages qu'elle a croisés avec les études existantes. Son livre *Surcharge. Enquête sur ce que subissent les gros en France* (HarperCollins, 272 pages, 18,90 euros) donne corps à la stigmatisation omniprésente dont sont victimes les personnes obèses. Et c'est édifiant.

Harcèlement scolaire, au travail, sur les réseaux sociaux... Les difficultés rencontrées sont quotidiennes : se vêtir, évoluer dans l'espace public, voyager, se loger. La prise en charge médicale est parfois dégradée, voire empêchée. Subir en permanence le regard ou les commentaires désobligeants, voire déshumanisants, pousse à l'isolement et à l'autocensure. Les femmes obèses déclarent dix fois plus d'antécédents de violences sexuelles que les autres.

« Je me sens grosse dans ce jean », « Tu as minci, bravo, ça te va mieux ». Dans une société qui voue un culte à la minceur, qui n'a pas entendu ou prononcé une phrase de ce genre au moins une fois dans sa vie ? Le « *fat talk* » – lit-

téralement « la discussion sur la grosseur » – pourrait lier les relations sociales. On grandit avec l'idée, largement véhiculée par la télévision, le cinéma, la publicité, la presse, les réseaux sociaux, qu'il faut absolument être mince. La figure du gros est souvent utilisée à ses dépens dans la culture populaire : qui a envie de ressembler à Homer Simpson, gros et bête ?

### « Ni une faute, ni une maladie »

La minceur serait une simple question de volonté. Faux : aucun régime ni traitement ne permettent de miracle. D'autant que la grosseur n'est pas seulement une question individuelle ou médicale, mais profondément sociale, et largement liée à la précarité. « La grosseur n'est ni une faute morale, ni une responsabilité individuelle, ni une maladie en soi », martèle Lucie Inland.

Elle multiplie les témoignages de femmes obèses en bonne santé, culpabilisées par des médecins « *formés sous le prisme de l'IMC et du poids pour évaluer la santé* ». Or cet indice est-il le bon critère ? Utilisé comme mesure de référence par l'OMS depuis 1997, il « *ne prend en compte ni la masse osseuse, musculaire et hydrique, ni la répartition des graisses, ni les différences morphologiques entre hommes et femmes, encore moins les prédispositions génétiques et les facteurs environnementaux* ».

Son livre est une invitation à s'accepter, et un appel au respect des droits et de la dignité des personnes grosses. Un des grands atouts de son livre est de mobiliser des figures fortes qui ont su appropriser leur image. ■

SABINE LEDOUX

# LES AMPHIS DE L'INFO

ENTRÉE GRATUITE  
TOUTES LES INFOS SUR :  
LEMONDE.FR/LESAMPHIS

Le Monde france.tv Oïci





**GÉOPOLITIQUE** | CHRONIQUE

PAR GILLES PARIS

 Le défi de  
neutraliser une IA voyou

L'apocalypse est de retour. Elle fut pandémique il y a quelques siècles, puis potentiellement nucléaire. Elle porte désormais les initiales de l'intelligence artificielle (IA), dont on attendait le meilleur mais qui est devenue en un temps record une usine à anxiété. Lorsqu'il n'était question que de centres de données énergivores, le rapport entre le coût immédiat et les bénéfices escomptés pouvait encore se plaider. Puis l'IA a été associée à la destruction d'emplois, et désormais des experts venus du ventre de la bête fixent à 10 % la possibilité de destruction de l'humanité à la suite d'un coup de force des machines. De quoi nourrir calmement et raisonnablement la panique. Il faudra patienter un peu avant de savoir si cette dernière est précipitée ou légitime.

Cette situation est sans précédent, du fait de la nature insaisissable des dangers potentiels. L'apocalypse nucléaire avait au moins le bon goût de ne pas avancer masquée. De la matière fissile, une bombe, un vecteur : on était en terrain connu. Il en va autrement avec une IA qui deviendrait capable de résister à tout contrôle. Quelle forme de conflictualité avec ses concepteurs prendrait cette résistance ? Comment se manifesterait-elle ? Défensivement ou offensivement ? Par la paralysie ou l'effondrement d'infrastructures essentielles, par le piratage massif de systèmes militaires ?

On doit d'autant plus s'inquiéter de ces menaces incertaines que les désordres du monde réduisent considérablement les capacités de réponses. Il ne reste plus grand-chose de la tentative de gouvernance mondiale très imparfaite mise sur pied par les Etats-Unis après 1945. La mode actuelle, qui consiste à se draper à chaque instant dans sa petite souveraineté pour donner l'illusion de l'action face à des défis transnationaux, est une garantie d'impuissance supplémentaire face à une IA devenue voyou, ou son propre condottiere.

L'appel à la pause lancé le 12 septembre par Dario Amodei, patron d'Anthropic, l'un des moteurs qui produisent aux Etats-Unis l'emballement en cours, a été immédiatement écarté d'un revers de main par le locataire de la Maison Blanche (qui en fait un usage anecdotique déliant). Donald Trump est revenu à la Maison Blanche sur le pavois de Meta, d'Amazon et de l'empire Musk, à qui il a promis la dérégulation sans limites, immédiatement traduite par décret présidentiel. Il n'y reviendra pas. Pour le président des Etats-Unis, qui a assimilé comme de coutume les inquiétudes à un « bobard » et à un « complot », à moins que cela ne soit l'inverse, il y a d'autant moins de raisons de ralentir dans cette nouvelle course à l'armement que son pays dispose, selon lui, de quelques mois d'avance sur la Chine, le seul grand rival systématique en la matière.

Pour son homologue Xi Jinping, qui sera reçu à Washington le 24 septembre, le constat est iden-

**L'APPEL  
À LA PAUSE LANCÉ  
PAR LE PATRON  
D'ANTHROPIC A  
ÉTÉ ÉCARTÉ D'UN  
REVERS DE MAIN  
PAR TRUMP**

tique. La pause est incompatible avec l'objectif de rattrapage, puis de dépassement. Il est donc improbable que la rencontre au sommet débouche sur quoi que ce soit entre deux puissances qui n'ont en commun que l'ambition de l'emporter, et le même entrain à soumettre leurs appareils militaires respectifs à des purges incessantes.

Le ministre de la sécurité d'Etat chinois, Chen Yixin, vient d'ailleurs de classer des modèles américains d'IA comme des risques stratégiques. Un organe de presse de Pékin, le *Global Times*, a jugé que la mise en garde de Dario Amodèi, qui avait souligné le rôle jugé inquiétant des autorités chinoises, était « truffée de dispositions visant à endiguer la Chine et qu'il s'agit, en substance, d'un "manuel de la guerre froide" pour le secteur de l'IA ».

## Une raison d'être

On rêverait pourtant d'une guerre froide de l'IA qui produirait les mêmes conséquences stabilisatrices que la première dans le domaine des armes nucléaires. Car la course à l'atome militaire disputée par les Etats-Unis et l'URSS avait fini par déboucher sur un équilibre de la terreur, la destruction mutuelle assurée, une fois remise en cause la supériorité américaine par Moscou. La course s'était alors limitée pour l'essentiel à la taille des arsenaux et à la portée des vecteurs, ouvrant la voie pendant cinq décennies à des traités permettant de les encadrer. La guerre froide avait produit un autre effet : la limitation imparfaite mais réelle de la prolifération nucléaire, dont aucune superpuissance ne voulait. La machinerie supranationale constituée par l'ONU avait trouvé une raison d'être supplémentaire avec la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en 1957, et le traité de non-prolifération nucléaire, onze ans plus tard.

On est très loin d'une telle perspective avec la nouvelle menace d'apocalypse. Les deux principales puissances semblent subir plus que conduire cette nouvelle course à l'armement. L'IA n'était d'ailleurs mentionnée qu'en passant dans la stratégie de sécurité nationale publiée en décembre 2025 par la Maison Blanche, comme dans la stratégie de défense nationale rendue publique un mois plus tard par le Pentagone. La course à l'IA n'a rien à voir de part et d'autre de l'océan Pacifique. Elle reste sous le contrôle étroit du Parti communiste chinois à Pékin, donc d'une dictature, alors qu'elle est portée aux Etats-Unis par un secteur privé qui entretient des relations parfois ambivalentes avec l'Etat fédéral, lorsqu'il revient à ce dernier que la dérégulation sans limites le dépouille de ses prérogatives. Les risques de prolifération d'une IA devenue voyou sont en outre extrêmement élevés compte tenu de la modestie du ticket d'entrée, qui peut étendre son domaine d'action au-delà des acteurs étatiques. L'escalade n'étant pas achevée, la désescalade n'est pas pour demain. ■

# L'ARABIE SAOUDITE ET L'ÉCONOMIE MONDIALE PRISES DANS UN ÉTAU

ÉDITORIAL **M**

Un piège se referme à nouveau sur la péninsule Arabique et sur l'économie mondiale. Une offensive éclair des rebelles houthistes au Yémen menace en effet le second détroit stratégique de la région après Ormuz. Il s'agit de celui de Bab Al-Mandab, qui relie la mer Rouge à l'océan Indien et par lequel transite près de 9 % du commerce maritime mondial. S'y ajoutent la reprise des affrontements directs entre ces rebelles et l'Arabie saoudite, ainsi que la fermeture, après une attaque de drone conduite par une milice pro-iranienne d'Irak, de l'oléoduc permettant d'exporter le pétrole saoudien par la mer Rouge.

La mise en déroute, par les miliciens yéménites, des forces du gouvernement internationalement reconnu, à proximité du

détroit, traduit la volonté des houthistes de profiter du désordre régional introduit par la guerre américano-israélienne contre l'Iran. Ils entendent s'imposer comme des interlocuteurs incontournables dans cette partie du Moyen-Orient.

L'offensive des Etats-Unis et d'Israël contre le régime iranien, qui devait être une «*excursion*» conduisant à une «*reddition inconditionnelle*», selon le président américain, Donald Trump, s'est transformée depuis longtemps en borborygme, avec la double fermeture du détroit d'Ormuz. Par l'Iran, pour imposer un contrôle inédit sur ce goulet stratégique. Par les Etats-Unis, dans l'espoir d'obtenir par la pression économique ce dont les armes ont été incapables : une capitulation selon les termes de Washington.

Le régime iranien a beau jeu d'assurer ne pas être impliqué dans l'escalade au Yémen, alors que les houthistes n'avaient pas réagi aux bombardements dont il avait été la cible, en mars. Leur offensive victorieuse le sert considérablement en mettant une nouvelle fois en évidence les capacités de nuisance des ennemis des Etats-Unis. Elle souligne également le peu de consistance des garanties de sécurité américaines, Washington étant manifestement resté sourd aux appels à l'aide lancés par le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, l'homme fort de Riyad.

L'offensive houthiste ne peut que raviver de mauvais souvenirs chez ce dernier. Fraîchement nommé ministre de la défense en 2015, au début de sa foudroyante prise du pouvoir sous l'égide de son père, le roi Salman, il s'était en effet lancé dans une guerre qu'il s'était montré incapable de remporter en dépit des moyens militaires considérables du royaume.

Mohammed Ben Salman avait fini par s'en désengager en 2022 pour se concentrer sur la transformation économique de son pays et sur la préparation de l'après-pétrole. Mais ce projet colossal est percuté par la guerre contre l'Iran, tout comme le modèle de développement des autres monarchies de la rive arabe du Golfe, et la nouvelle offensive houthiste transforme ce rêve saoudien en cauchemar. Elle produit un autre effet négatif en soumettant le pacte de sécurité conclu en août avec la Turquie et le Pakistan, à La Mecque, en Arabie saoudite, à un test auquel ces puissances n'étaient manifestement pas préparées.

Le régime iranien vise clairement une envolée des prix du pétrole, à quelques semaines d'élections de mi-mandat délicates aux Etats-Unis, pour faire plier Donald Trump. Mais le reste du monde, qui n'a rien à voir avec cette guerre, en payera également le prix, tout comme les Yéménites, qui survivent au gré de guerres incessantes dans un pays exsangue. ■





LE FESTIVAL DU

Monde

18-19-20 SEPT. 2026

12<sup>E</sup> ÉDITION



De g. à dr. et de haut en bas : une soirée sur le parvis ; visite des locaux avec Jérôme Fenoglio ; sous l'arche ; débat à l'auditorium, en septembre 2025. CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE ET MARWEN FARHAT POUR « LE MONDE »

## LE FESTIVAL DU MONDE CONJUGUÉ AUX « FÉMININS PLURIELS »

Ateliers, rencontres, débats, concerts, gastronomie... Les femmes sont au cœur de notre rendez-vous annuel

Le Festival du Monde consacrera de nombreux débats à la place de la femme dans la société et proposera un plateau majoritairement féminin. L'événement, organisé au siège du *Monde*, à Paris, de vendredi à dimanche, croisera, forcément, les enjeux militants du féminisme, mais s'en tiendra à la démarche avant tout journalistique qui constitue son ADN. Alors que certains acquis de ces dernières années en matière

de droits des femmes sont aujourd'hui menacés par un retour de bâton, le fameux *backlash*, et par la montée en puissance du mouvement masculiniste, il nous a semblé pertinent de réaliser un état des lieux dans des domaines aussi variés que la santé, l'argent, l'environnement ou l'engagement féministe, et d'évoquer des sujets comme la maternité, la question du genre dans le sport ou les violences faites aux femmes.

Trois soirées de cette 12<sup>e</sup> édition seront donc placées sous le signe de la femme. Un grand quiz interactif portera sur leur place dans *Le Monde* le vendredi, un concert solidaire intitulé « Nos voix pour toutes » (complet) sera donné au profit de la Fondation des femmes le samedi – avec la participation d'Emily Loizeau, de Keren Ann, de Jeanne Cherhal et de Feu! Chatterton –, et un double récital de musique classique 100 % féminin prendra place dans l'audi-

torium, avec notamment la pianiste Vanessa Wagner, samedi également.

Mais le Festival du Monde, ce sont aussi des ateliers, des expositions, des rencontres avec les différents services de la rédaction, des visites de notre bâtiment, des parcours, des performances artistiques et un « food court » consacré à la gastronomie portugaise. Bref, il y en aura pour toutes... et tous. ■

L'ÉQUIPE DU FESTIVAL DU MONDE





Anne-Cécile Mailfert, à Paris, le 8 juin.

AMAURY CORNU/  
HANS LUCAS

# « POUR LA PREMIÈRE FOIS, UNE LOI CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES PART DU POINT DE VUE DES VICTIMES »

ENTRETIEN | Présente samedi lors du Festival du Monde, Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes, revient sur le long parcours qui a abouti à la proposition de loi qui va arriver à l'Assemblée nationale

Confronté à la colère populaire après le viol et le meurtre de Lyhanna, 11 ans, le gouvernement s'est résolu à examiner, début octobre, une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles. Réclamée de longue date par les collectifs féministes, elle entend apporter une réponse d'ampleur à ces violences, comme l'explique Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes.

**La disparition de Lyhanna, en mai, a suscité une forte mobilisation citoyenne. Vous attendiez-vous à une telle réaction ?**

C'est vrai que la mobilisation populaire a un petit peu dépassé mes attentes. Des rassemblements partout en France tous les lundis, pendant un mois, puis une énorme manifestation à Paris, organisée en quelques semaines... Cet élan populaire a dépassé les organisations militantes traditionnelles. Mais, rétrospectivement, cela ne me surprend pas dans la mesure où c'est une réaction à ce qu'on dit depuis des années : les violences sexuelles sont massives,

et grâce à #MeToo, il y a eu une explosion des plaintes, donc une explosion de la demande de justice. Mais, en face, il n'y a pas du tout eu la réponse adéquate. On constate même une dégradation du service public, avec des institutions à la peine devant la surcharge de demandes et les moyens en deçà de ceux de tous nos voisins européens. Les gens prennent conscience de cette situation. Ils voient que la culture du viol prospère, que les agresseurs sont protégés par un système d'impunité, que les victimes, lorsqu'elles portent plainte, sont confrontées à une victimisation secondaire [cela désigne, après une infraction, les souffrances supplémentaires causées par la réponse inappropriée des institutions et/ou de l'entourage].

**Près de dix ans après #MeToo, qui a mis en lumière le caractère massif des violences sexuelles, fallait-il un électrochoc pour se saisir de celles concernant les enfants ?**

Avant Lyhanna, il y a eu l'affaire Pelicot, l'affaire Le Scouarnec, les violences dans le périscolaire parisien... Donc, au-delà de l'électrochoc, c'est l'effet accumulation, aussi, qui a

joué. La mort de Lyhanna illustre cet effet de trop-plein. La mort d'une petite fille, c'est l'injustice de trop, le crime de trop, comme le dit la comédienne Andréa Bescond. Et c'est une somme d'injustices, avec, par exemple, la maman de Rosa, la victime avant Lyhanna, qui est allée porter plainte, en vain.

Les responsables politiques, eux, ont d'abord rejeté la faute sur la procureure d'Auch, sans apporter une réponse globale. C'est grâce aux rassemblements devant les tribunaux tous les lundis soir en juin que le gouvernement a accepté de discuter de la loi intégrale. Ce qui est magnifique, c'est que la loi vient du mouvement social et qu'elle s'impose par la pression populaire.

Nous les féministes, depuis le début des années 2000, on se bat pour qu'elle voie le jour. C'est un travail de longue haleine. En 2024, il y a eu une accélération avec cette une historique du Monde [datée du 15 mai], rassemblant une centaine de personnes qui avaient témoigné dans le cadre de #MeToo, et qui réclamaient une loi intégrale contre les violences sexuelles. On a ensuite lancé la coalition avec près de 200 associations, ainsi qu'une pétition qui a dépassé les

100 000 signataires [le compteur en affichait plus de 348 000, le 15 septembre], puis la coalition parlementaire emmenée par Céline Thiébaud-Martinez a traduit les 140 mesures en un texte déposé en novembre 2025. Donc quand arrive l'affaire Lyhanna, nous sommes prêtes.

**En quoi la loi-cadre répond-elle au caractère systémique de ces violences ?**

Elle reprend la philosophie féministe d'une analyse d'un système. Les violences sexistes et sexuelles sont à la fois le reflet d'une culture, d'une impunité et des victimes qu'on laisse sur le côté. Ça touche tous les milieux, tous les domaines d'activité. Il y a beaucoup de choses

**« GRÂCE À #METOO, IL Y A EU UNE EXPLOSION DES PLAINTES, ET DONC DE LA DEMANDE DE JUSTICE »**

ANNE-CÉCILE MAILFERT  
présidente de la Fondation des femmes

dans cette loi intégrale. Contrairement à ce qu'en pensent ses détracteurs, ce n'est pas une loi répressive, carcérale. La loi va de la prévention à la réparation, en passant par une transformation du système police-justice. Cela touche à la fois au numérique, au code du travail, aux mineurs, à la prostitution, aux mariages forcés... Elle prend en compte toutes les vulnérabilités et affirme qu'il y a une surexposition aux violences des femmes handicapées, des femmes étrangères, des femmes prostituées. Et, pour la première fois, peut-être, elle part du point de vue des victimes. Au-delà du vote de la loi, la réussite d'une telle réforme requiert des moyens financiers importants.

**Les avez-vous chiffrés, et quels sont les engagements du gouvernement sur ce point ?**

La nouvelle loi, retravaillée avec le Conseil d'Etat, a été redéposée le 11 août. Elle intègre, dans son avant-dernier article, un vœu budgétaire de 3 milliards d'euros par an pendant trois ans. Il faudra se mobiliser à l'occasion du projet de loi de finances qui suivra. Une chose est certaine, c'est que si on ne donne pas aux institutions les moyens de fonctionner, elles seront ultradépendantes du pouvoir politique en place, comme aujourd'hui, et des priorités fixées par les ministres aux policiers et aux magistrats. Le combat n'est pas terminé. Si nous avons gagné sur la méthode, il faut maintenant l'emporter sur le fond. Nous allons nous battre pour que l'ambition de la loi soit maintenue. Et cela va être dur, dans un contexte préprésidentiel, où aucun parti n'a intérêt à travailler avec nous, parce que cette loi intégrale rassemble, casse toute la polarisation en cours. Dans ce contexte, je pense qu'elle n'aboutira que si la mobilisation populaire, elle, se poursuit. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SOLÈNE CORDIER

Samedi à 19 h 30, la rencontre animée par la journaliste Solène Cordier autour de la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, avec Anne-Cécile Mailfert, aura lieu sur le parvis du « Monde ». Le débat sera suivi d'un concert solidaire inédit, « Nos voix pour toutes » "Le Monde". Tarifs : plein à 35 €, réduit à 28 €, abonné à 27 € et jeune à 10 €.

## HUIT ARTISTES POUR UN CONCERT SOLIDAIRE INÉDIT

Feu! Chatterton, Jeanne Cherhal, Augusta... « Le Monde » organise une soirée avec la Fondation des femmes et à son bénéfice

Ce fut une photo historique. Le 14 mai 2024, 100 personnalités du mouvement #MeToo posaient en une du Monde (datée du 15 mai), afin de porter la voix de toutes les femmes victimes de violences. Cette première page était accompagnée d'une tribune signée par près de 150 personnalités, demandant une « loi intégrale » sur les violences sexuelles.

En deux ans, les affaires de violences faites aux femmes, de viol, de féminicide, n'ont malheureusement pas cessé. Pire encore, la remise en cause des droits conquis pendant des décennies

s'impose comme une réalité partout dans le monde. Pour la 12<sup>e</sup> édition de son festival, Le Monde a donc choisi de s'associer avec la Fondation des femmes pour proposer, samedi 19 septembre, un concert solidaire exceptionnel, « Nos voix pour toutes » Le Monde ».

Après une rencontre animée par la journaliste Solène Cordier autour de la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles sur les femmes et les enfants, en présence de la présidente de la fondation, Anne-Cécile Mailfert, huit artistes reconnus de la scène française feront vibrer le parvis du

journal avec des showcases inédits. Tous les bénéfices de la soirée seront reversés à la Fondation des femmes, qui apporte un soutien financier, juridique et matériel aux associations de terrain accompagnant les victimes de violences.

**Keren Ann, Arthur Fu Bandini...**

« En France, sans le travail incroyable du tissu associatif et les enquêtes menées par des médias engagés, les violences sexistes et sexuelles passeraient sous silence, affirme la chanteuse et compositrice Jeanne Cherhal, qui se produira sous l'arche du Monde. Quand on m'a demandé

de me joindre à ce grand concert de soutien, je n'ai pas hésité une seconde. Ensemble, donnons de la voix ! » Au piano, l'artiste racontera à travers ses chansons féministes et joyeuses le temps qui passe, l'amour, le quotidien. Autour d'un piano toujours se succéderont Emily Loizeau, qui, vingt ans après L'Autre Bout du monde, continue de tracer un chemin singulier dans la chanson française, et Keren Ann, qui déclare sa flamme à la capitale dans Paris Amour.

A découvrir aussi, l'écriture rock et brute d'Arthur Fu Bandini, Parisien gouailleur et « promesse » du Monde

en 2026, la voix et le violoncelle envoûtants de la Franco-Algérienne Nesrine Belmokh et le folk délicat d'Augusta, à la guitare acoustique. Un concert solidaire qui s'achèvera par le rap engagé du Belge Youssef Swatt's et le rock incandescent du quintette Feu! Chatterton, pour électriser le parvis du Monde jusqu'au bout de la nuit. ■

YOANNA SULTAN-R'BIBO

« Nos voix pour toutes » "Le Monde", samedi de 19 h 30 à 0 h 30. Tarifs : plein à 35 €, réduit à 28 €, abonné à 27 € et jeune à 10 €.



# UNE RESTAURATION 100 % PORTUGAISE

ENTRETIEN | Monica Gomes, du restaurant Olaias, est l’une des quatre chefs qui serviront leur cuisine aux festivaliers

Pour la première fois, le Festival du Monde met à l’honneur le Portugal pour régaler les festiva- liers. En accès libre, un « food court » de spécialités lusitaniennes, organisé avec le Food Market et en partenariat avec Visit Portugal, ouvrira ses portes du ven- dredi 18 au dimanche 20 septem- bre. Quatre restaurants et leur chef seront présents. Trois adresses parisiennes, Canelas pour la partie sucrée, Ofir pour des classi- ques revisités, et Sapinho pour les plats traditionnels à partager, mais aussi le restaurant Olaias, installé à Figueira da Foz, sur la côte portugaise. Distingué par un Bib Gourmand 2024 du guide Mi- chelin *Portugal*, il est dirigé par Monica Gomes, qui cuisine le riz dans tous ses états.

**Chez Olaias, vous modernisez la cuisine portugaise et travaillez, notamment, le riz...**

Nous le cuisinons en version *caldoso* – un riz crémeux en bouillon – ou au four. Nous le cui- sons dans un four en terre cuite pour qu’il soit croustillant sur le dessus et moelleux en dessous, et qu’il ait plus de saveur. Cela nous permet de proposer un riz au poisson, un autre plus épicé avec du curcuma, ou encore une option légère avec citron, co- riandre, palourdes et sauce au lait de coco. Et notre carte évolue au gré des saisons.

Je ne considère pas ma cuisine comme traditionnelle. Bien sûr, ma base est portugaise, très en- racinée, mais j’ai aussi d’autres influences. Par exemple, je pro- pose deux desserts typiquement français – la crêpe Suzette et le soufflé au chocolat. On mange si bien en France, je ne sais pas comment vous gardez la ligne, vous les Français !

**A l’origine, vous n’étiez pas destinée à être cheffe. Comment cette passion est-elle venue ?**

J’ai d’abord été professeure d’éducation physique et sportive, mais j’ai toujours eu un goût im- mense pour la cuisine. J’ai vécu avec ma grand-tante, qui était une sorte de gouvernante dans une maison où elle a servi toute

sa vie. J’ai donc grandi entourée de casseroles et de marmites avec l’idée que la nourriture, la table, était une source d’im- mense plaisir. Mon mari étant dans le métier, j’ai décidé de me reconverter après des stages, no- tamment auprès de chefs fran- çais, et nous avons ouvert notre restaurant, Olaias, en 2021. J’ai donc pris un chemin un peu im- provisé, mais je pense que c’est le cas pour de nombreux chefs.

**Cette édition du Festival du Monde met les femmes à l’honneur. Quelle place les cheffes occupent-elles au Portugal ?**

Au Portugal, 80 % des chefs sont des hommes, 20 % des femmes. Alors qu’à la maison, c’est l’in- verse ! Peut-être parce qu’il n’y a pas cette position de pouvoir. Mais les choses évoluent. Il y a dix ou quinze ans, on comptait les cheffes sur les doigts d’une main. Aujourd’hui, je trouve qu’on donne plus de visibilité aux fem- mes en cuisine, et certaines ob- tiennent même des distinctions. Comme la cheffe Marlene Vieira, qui a obtenu une étoile Michelin en 2025 pour son restaurant Mar- lene, mais aussi Rita Magro, la plus jeune cheffe à avoir eu une étoile au Portugal, en 2025 aussi, et qui officie maintenant au res- taurant Atrevo.

**Le festival vous donne carte blanche pour proposer des plats portugais à votre image. Qu’allons-nous déguster ?**

Au menu, il y aura des croquet- tes d’*alheira* – une saucisse fumée proche du chorizo –, mais égale- ment de la morue au citron, co- riandre et crémeux de maïs, et enfin un couscous d’aubergines, purée de pois chiches et paprika. Le Portugal dans l’assiette ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JOSÉFA LOPEZ

*Le « food court » de cuisine portugaise du Festival du Monde, sera ouvert de vendredi midi à dimanche en fin de journée. Un bar proposera également une sélection de vins de l’Alentejo au Douro. Plats entre 3 € et 13 €. Vin à partir de 5 €. En accès libre.*



La cheffe Monica Gomes, du restaurant Olaias, à Figueira da Foz (Portugal), spécialisé dans le riz, le 4 juin 2025. INÈS HORTELA/RESTAURANT OLAIAS

# RÉPARER L’EXCISION

Une exposition en libre accès retrace la reconstruction de femmes mutilées

Mettre en images les parcours de répara- tion des femmes vic- times de violences sexuelles, c’est la mission que s’est donnée la photographe Elo- die Ratsimbazafy, accompagnée de la documentariste sonore Karine Le Loët, dans l’exposition « Réparer les vivantes ». Ce travail documentaire, mené en immer- sion à l’unité de réparation des femmes victimes de mutilations sexuelles de l’hôpital de Mon- treuil (Seine-Saint-Denis), met en lumière ces femmes violentées.

Elles ont capté leurs regards, leurs récits, leurs parcours face à une réalité : selon l’Unicef, 4,5 millions de filles, pour la plu- part âgées de moins de 5 ans, ris- quent d’être victimes de mutila- tions génitales féminines en 2026 et, la même année, la France

compte près de 139 000 femmes mutilées. La région parisienne est la plus touchée, tout particulière- ment en Seine-Saint-Denis, avec 7,2 % de femmes excisées.

Horriées par ces chiffres, Elo- die Ratsimbazafy et Karine Le Loët ont voulu rendre compte de cette problématique de santé publique qui touche au droit fon- damental des femmes à disposer de leur corps, et montrer leur che- min vers la reconstruction. En acceptant de se dévoiler et de prendre la parole, les femmes photographiées sont détermi- nées à lutter contre les traditions archaïques comme l’excision. ■

JO. L.

*L’exposition « Réparer les vivantes » est à découvrir du 10 au 21 septembre sur le parvis du « Monde ». Accès libre.*



Au Portugal, l’art se révèle à chaque détour. Les détails composent une galerie à ciel ouvert, où chaque expérience, entre nature, patrimoine et villes, vous invite à découvrir l’essence artistique du pays.



# TITIOU LECOQ: « LONGTEMPS, LE FÉMINISME A EU UN PROBLÈME AVEC L'ÉCONOMIE »

ENTRETIEN | L'autrice du livre « Le Couple et l'argent » revient sur les disparités financières entre hommes et femmes

Une vie professionnelle qui rapporte toujours plus aux hommes. Une vie de couple qui, trop souvent, appauvrit les femmes. Des familles qui tendent à favoriser financièrement les garçons. Si l'argent n'a pas d'odeur, il a manifestement un sexe. Pourquoi ces différences persistent-elles ? Quels leviers actionner pour les effacer ? L'argent reste-t-il une affaire d'hommes ? Cinq expertes des finances au féminin en débattront dimanche 20 septembre, à partir de 15 h 30, à l'auditorium du *Monde*. Parmi elles, la journaliste féministe Titiou Lecoq, autrice du livre *Le Couple et l'argent. Pourquoi les hommes sont plus riches que les femmes* (L'Iconoclaste, 2022), qui a contribué à la prise de conscience, en France, des différents mécanismes à l'œuvre derrière ces inégalités. Elle est notamment connue pour sa « théorie du pot de yaourt ». L'idée ? Les femmes en couple ont tendance à financer les achats du quotidien, les hommes à régler les grosses dépenses ; à la séparation, monsieur repart avec la voiture, madame avec les pots vides...

**Les résultats des enquêtes de la Banque de France sur l'éducation financière sont frappants : les femmes maîtrisent moins les sujets financiers que les hommes – le taux d'inflation, la définition d'une action, le calcul des intérêts, etc. L'argent est-il une affaire d'hommes ?**  
Plus il y a d'argent dans une famille, plus c'est l'homme qui le gère. Comme l'explique l'historienne Michelle Perrot, la féminité est construite sur l'idée du don de soi, la masculinité sur la puissance économique. Le don est gratuit, et une femme qui se met à compter,

## « LES FEMMES SONT TRÈS BONNES POUR GÉRER LES DÉCOUVERTS, LE SURENDETTEMENT, LE MANQUE D'ARGENT »

c'est un peu moche. Ce système de valeurs est profondément intégré. Difficile d'aller à son encounter, à moins, peut-être, de développer l'éducation financière à l'école. Que les femmes maîtrisent moins que les hommes la gestion du patrimoine ne signifie toutefois pas qu'elles n'y connaissent rien en matière de finances. Elles sont très bonnes pour gérer les découverts, le surendettement, le manque d'argent en général. Gérer sa pauvreté, s'en sortir avec peu, cela demande des compétences financières ! Mais ce n'est pas celles qui sont mises en avant dans les enquêtes.

**En 2022, votre livre dressait un triste constat : les femmes se font potentiellement arnaquer financièrement toute leur vie, de l'argent de poche à la retraite, au travail comme à la maison. La situation a-t-elle évolué ?**  
Il y a eu une vraie prise de conscience ces dernières années. Si, longtemps, le féminisme fran-



**Titiou Lecoq, à Paris, le 15 juin 2022.**  
CHLOÉ VOLLMER-LO

çais a eu un problème avec l'économie, notamment parce que les féministes étaient de gauche, ces inégalités sont désormais présentes dans notre esprit. On trouve des études pointues sur le sujet, des comptes Instagram qui vulgarisent ces questions, etc. Que beaucoup de femmes aient désormais conscience qu'elles ont le pouvoir d'agir sur leurs finances est un progrès, une première étape, mais dans les faits, la situation économique globale des femmes n'a pas évolué et des réformes sont nécessaires.

**Quelles sont les réformes prioritaires ?**  
Il y a mille problèmes en matière d'égalité financière femmes-hommes, donc mille leviers

à actionner. L'individualisation du taux de prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu pour les couples, entrée en vigueur en 2025, est une très bonne mesure. [Elle a permis à celui des deux qui gagne le moins de ne plus se voir appliquer le même taux que l'autre.] Mais il faut aller plus loin : déconjugaliser l'impôt sur le revenu. Le calcul commun, favorisant plutôt les couples avec des écarts de revenus, a un effet négatif sur le travail des femmes. Il faut également déconjugaliser le calcul des aides sociales, pour que les revenus du partenaire ne soient plus pris en compte, comme cela a été fait pour l'allocation adulte handicapé, et instaurer, pour les hommes, un congé

paternité obligatoire de la même durée que celui des femmes. Il est important que les pères se retrouvent seuls avec leur bébé : à cet égard, je regrette que le législateur n'ait pas imposé qu'une partie du nouveau congé de naissance [entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet] soit prise de façon non simultanée par les parents. Pour les salaires, j'attends beaucoup de la transposition en droit français de la directive européenne sur la transparence [le projet de loi doit donner aux salariés le droit de connaître la rémunération moyenne de leurs collègues occupant un poste équivalent, et remplacer l'index Pénicaud, instauré en 2018]. L'index Pénicaud a mis le sujet sur la table dans les entreprises, mais n'a pas gommé les écarts. Les femmes ont beau être conscientes des inégalités de salaire globales, elles ne se pensent généralement pas concernées au niveau individuel. Souvent, c'est par hasard qu'elles se rendent compte qu'elles sont moins payées, en discutant avec un collègue ou en tombant sur la fiche de paie d'un autre. Tant qu'elles ne se savent pas personnellement discriminées, il ne se passe rien.

**Que conseillez-vous à celles qui s'interrogent sur ces questions d'argent ?**  
Le plus important est de garder un compte bancaire personnel, il sera indispensable si vous devez faire face à des violences économiques, ou des violences tout court. Pour le reste, prenez conscience que toutes nos décisions de vie ont des impacts économiques, même si on ne nous a pas appris à les voir comme ça. Vous décidez de partir de chez vos parents pour être indépendante, quand votre frère lui, choisit de rester encore un peu ? Ayez conscience que vos loyers seront autant d'argent non économisé. Interrogez-vous sur le statut de votre union – concubinage, pacs ou mariage. Certains régimes matrimoniaux protègent bien plus que d'autres, mais, la plupart du temps, les gens n'y connaissent rien en contrat de mariage, c'est pourtant bien plus important que le choix du buffet ! Demandez-vous si le fonctionnement financier de votre couple correspond à vos valeurs. Pourriez-vous partager les dépenses plus équitablement ? Mieux répartir vos richesses ? Comment accorder une valeur aux tâches ménagères ? Reposez-vous ces questions dès que votre situation évolue – à l'arrivée d'un enfant, quand il entre à l'école, si vous changez de travail... ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE BLONDEL**  
*Dimanche à 15 h 30, participez au débat « L'argent, une affaire d'hommes » avec Rebecca Amsellem, fondatrice de la newsletter féministe « Les Glorieuses », Héloïse Bolle, fondatrice du cabinet Oseille & Compagnie, Insaff El Hassini, juriste financière, créatrice du podcast « Ma juste valeur », Titiou Lecoq, journaliste et essayiste, et Nicole Prieur, thérapeute familiale spécialiste des questions d'argent. Sur réservation.*

## MATRIMOINE: ET SI L'AVENIR DU PATRIMOINE S'ÉCRIVAIT AU FÉMININ ?

TRIBUNE | La directrice générale adjointe de Société générale plaide pour un meilleur accompagnement financier des femmes

Dans les prochaines décennies, des milliers de milliards d'euros vont changer de mains en France. C'est l'un des plus grands transferts de richesse de notre histoire. Et cette fois, il aura un visage largement féminin. Les femmes vivent plus longtemps. Elles héritent plus souvent, en tant que conjointes survivantes. Elles pèsent chaque année davantage dans la vie économique, entrepreneuriale, professionnelle et elles décident, seules, de plus en plus souvent, de l'épargne, de l'investissement, de la transmission de leur résidence principale. Ce mouvement porte un nom oublié : le matrimoine. Au Moyen Âge, il désignait les biens transmis par la mère, en écho au patrimoine légué par le père. Ce mot mérite de reprendre toute sa place

aujourd'hui. Mais un fossé persiste. Seules 24 % des femmes déclarent détenir des placements financiers, contre 45 % des hommes, selon le baromètre 2026 de l'épargne et de l'investissement de l'Autorité des marchés financiers. Et 47 % d'entre elles ne se sentent pas assez compétentes pour gérer leur patrimoine, contre 31 % des hommes, selon une étude « Femmes et patrimoine » menée par Ipsos-BVA pour Société générale via l'omnibus Ipsos.Digital en février. Ce n'est ni un manque d'intérêt ni un manque de capacité. Les femmes ont, en général, un rapport rigoureux à l'épargne et au budget. Le vrai frein, c'est la légitimité qu'elles s'accordent – ou pas – à investir. Or, la confiance ne se décrète pas. Elle se construit. J'en suis convaincue : la connaissance est le levier le plus puissant

de liberté financière. Investir ne s'impose pas et n'est pas réservé à quelques initiés. Cela s'apprend : définir ses objectifs, choisir son horizon, diversifier, mesurer les risques. Une compétence, pas un don. Cette compétence change des vies entières : financer des études, acheter un logement, monter une entreprise, traverser un virage professionnel, préparer sa retraite, transmettre à son tour. Aux banques revient une responsabilité claire : non pas décider à la place de leurs clientes, mais leur donner les clés pour comprendre, comparer, choisir. Dans un monde financier toujours plus complexe, une information limpide et un conseil de qualité valent de l'or. C'est le sens de l'engagement de Société générale auprès des femmes entrepreneuses et de l'ensemble de ses clientes : rencontres,

masterclass, prises de parole d'expertes, contenus pédagogiques. Avec Matrimoine, que nous lançons aujourd'hui, nous changeons d'échelle : un programme qui rassemble, amplifie et rend enfin concrètes toutes ces initiatives. Cette démarche s'inscrit dans notre signature « Parlons argent ». Parler d'argent, c'est parler de projets, d'avenir, de liberté. C'est donner à chacune les moyens de décider en toute autonomie. À l'heure où les patrimoines changent de mains, nous avons une responsabilité collective : faire en sorte que cette redistribution de richesse s'accompagne d'un partage tout aussi ambitieux de savoir, de confiance et de pouvoir d'agir. Faire du matrimoine un levier d'émancipation, c'est permettre à davantage de femmes de prendre toute leur place dans les décisions qui façon-

nent leur avenir – le leur, celui de leur famille, celui de notre société. En accompagnant cette transformation, nous ne préparons pas seulement les successions de demain. Nous construisons une société où savoir gérer son argent devient un facteur d'émancipation, de responsabilité et de prospérité durable. ■

**Lubomira Rochet**, directrice générale adjointe chargée des activités de banque de détail en France, banque privée et assurances de Société générale

*Dimanche à 15 h 30, participez au débat « L'argent, une affaire d'hommes ». Suivi d'un échange avec Samia Yakoubi, de Société générale Private Banking. Sur réservation.*



# À BASTILLE, LE RECYCLAGE TEXTILE EN ÉTENDARD

RENCONTRE | À l'occasion de la Paris Design Week, des drapeaux fabriqués avec des vêtements usagés flottent autour de la colonne de Juillet

De loin, on devine des couleurs, des formes, un oiseau, un soleil, qui offrent un souffle nouveau à la place de la Bastille. Lorsqu'ils s'approchent, les passants découvrent des étendards flottant au vent, accrochés tout autour de la colonne de Juillet, sur d'immenses mâts en bambou. Les yeux levés vers le ciel, le tour du monde peut commencer.

Car l'œuvre monumentale *La Re-prise de la Bastille*, imaginée par les designers Claire Renard et Jean-Sébastien Blanc, se compose de 196 drapeaux – les 195 pays membres et observateurs de l'Organisation des Nations unies, auxquels s'ajoute un drapeau blanc, symbole de paix. Chacun de ces étendards, unique, a été fabriqué à la main à partir de vêtements usagés pour raconter le monde comme un tissu de cultures et de métissages. «*Nous avons imaginé une installation qui parle de paix et de coexistence, dans un monde où les guerres sont omniprésentes, pour des enjeux de territoire, de pouvoir. Certes, le drapeau est un étendard identitaire, mais en assembler 196, c'est porter un message fort sur le vivre-ensemble*», revendique le duo de designers.

Une œuvre à découvrir jusqu'au 20 septembre pendant la Paris Design Week et imaginée en partenariat avec le Festival du Monde, le Centre des monuments nationaux et l'éco-organisme Refashion, qui accompagne les acteurs de la filière textile avec pour objectif de donner une seconde vie aux vêtements, au linge de maison et aux chaussures. Car c'est à partir de vêtements récupérés auprès de collecteurs partenaires de Refashion, notamment la ressourcerie Vosges TLC, que les designers ont



« La Re-prise de la Bastille », à Paris, le 7 septembre. JEAN-SÉBASTIEN BLANC

« NOUS AVONS COLLECTÉ 1 TONNE DE TEXTILES, ET 400 KILOS ONT FINALEMENT ÉTÉ NÉCESSAIRES À NOTRE CRÉATION ! »

CLAIRE RENARD  
designer

travaillé. «*Nous avons collecté 1 tonne de textiles, et 400 kilos ont finalement été nécessaires à notre création ! Nous avons d'abord effectué des tris par couleur : il nous fallait 30 % de rouge, puis essentiellement du blanc, du bleu, du vert, du jaune et du noir. Ensuite, nous sommes partis à la recherche de pièces qui évoquent un pays, une culture. Le centre de tri regorgeait de trésors !*», explique Claire Renard.

«**Chaque drapeau raconte un voyage**»  
Le drapeau japonais est ainsi tissé de kimonos blancs. Pour composer l'étendard tricolore, les designers ont chiné un bleu de travail, une blouse blanche de chef cuisinier et une couver-

ture rouge Air France. «*Nous voulions que chaque drapeau raconte un voyage, une histoire, que ce soit à travers des matières – le wax pour la Côte d'Ivoire, le damas pour la Syrie –, des vêtements – une jupe flamenco pour l'Espagne, des maillots de foot du Bayern de Munich et du Borussia Dortmund pour l'Allemagne –, ou des symboles – un tissu bleu troué pour l'Ukraine, qui dit la douleur, l'absence*», détaille Jean-Sébastien Blanc.

C'est à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), dans les ateliers de l'association Huriya, qui œuvre pour la revalorisation textile, que les designers ont élaboré leurs patchworks, avant qu'une équipe d'une quinzaine de couturiers ne vienne épingle, puis coudre ces étendards à la machine. «*Pour certaines pièces, nous avons dû aussi coudre des éléments à la main, comme le feuillage de l'arbre au cœur du drapeau de la Guinée équatoriale, ou l'aigle royal perché sur un cactus du drapeau mexicain*», raconte Daniela Sanchez Cerrato, l'une des couturières-artistes textiles de Huriya. Réalisée au point de chaînette, la broderie du drapeau du Belize est un bijou de délicatesse.

Sur la place de la Bastille, les passants tournent autour de la colonne de Juillet, d'un côté, puis de l'autre, s'immortalisent devant un drapeau qui leur est cher, ou se lancent dans un quiz grandeur nature. Fournis par la coopérative Bambouscoop, les jolis mâts en bambou ajoutent une âme à l'œuvre. Pour le duo d'artistes, cofondateurs du Studio 5.5, qui défend depuis vingt ans un design engagé et politique, utiliser cette matière était une évidence.

Tout comme le désir de travailler le textile : «*Le flux de vêtements qui s'écoule aujourd'hui sur le marché est un fléau écologique. Comment nous, designers, pouvons-nous délivrer un message à ce sujet ? La Re-prise de la Bastille est aussi là pour sensibiliser le grand public aux notions de réemploi, de réparation, de circularité et, bien sûr, au geste de tri textile*.» Le message est clair : les vêtements et les chaussures ne se jettent jamais à la poubelle, mais dans des points de collecte. Et le rebut peut même devenir œuvre d'art. Chacun de ces drapeaux est d'ores et déjà en vente aux enchères chez Drouot Estimations, jusqu'au 20 septembre. ■

YOANNA SULTAN-R'BIBO

A l'occasion de la Paris Design Week, l'installation « La Re-prise de la Bastille » sera à retrouver sur la place du même nom, à Paris, jusqu'au 20 septembre, en accès libre. Pendant le Festival du Monde, venez également rencontrer les designers Claire Renard et Jean-Sébastien Blanc ainsi que Sandrine Bandini, directrice marketing et communication de Refashion, samedi à 12 heures, en accès libre. Et lors d'un parcours menant à la Bastille pour découvrir leur œuvre in situ, à partir de 13 heures, sur réservation. Tarifs de 11 € à 15 €.

Quelque 3,6 milliards. C'est le nombre vertigineux de pièces textiles – vêtements, linge de maison ou chaussures – achetées par les Français en 2025, soit une hausse d'environ de 40 % en dix ans. Réduire l'impact environnemental de ces produits devient donc une urgence. Telle est la mission de l'éco-organisme Refashion, agréé par les ministères de l'écologie et de l'économie pour prévenir et gérer les déchets de la filière textile et chaussures.

L'éco-organisme agit à chaque étape : il finance et accompagne la collecte, le tri, le réemploi et le recyclage des produits usagés, sensibilise le grand public aux gestes de tri et à la réparation, et accompagne les marques et acteurs de la mode vers une production plus durable et circulaire. Partenaire du Festival du Monde et de Paris Design Week à travers l'œuvre *La Re-prise de la Bastille*, exposée jusqu'au 20 septembre autour de la colonne de Juillet, Refashion proposera tout au long du week-end du festival, de vendredi à samedi, des ateliers de réparation de vêtements et de sneakers ainsi que l'exposition « Tissu de vérité » pour comprendre les coulisses du secteur textile. Maud Hardy, directrice générale de Refashion, revient sur les missions de l'éco-organisme et les transformations à l'œuvre dans la filière.

**Avec la grande campagne de sensibilisation « On prend tout », lancée en mai, Refashion sensibilise le grand public sur le tri des textiles. Ce geste est-il entré dans les mœurs de Français ?**

En 2025, sur les 917 000 tonnes de textiles, linge de maison et chaussures vendus en France, seuls 30 % ont été collectés. C'est très peu ! Cela signifie que 70 %, soit près de 10 kilos par an et par personne, finissent dans les ordures

« AUCUN VÊTEMENT NE SE JETTE »  
ENTRETIEN | Maud Hardy, directrice générale de l'éco-organisme Refashion, rappelle l'importance de la gestion des déchets de la filière textile et chaussures

ménagères, pour être ensuite incinérés ou enfouis. C'est une catastrophe environnementale et un véritable gâchis de ressources !

Il y a donc nécessité aujourd'hui de sensibiliser l'ensemble des citoyens sur le fait qu'aucun vêtement ou chaussure, qu'il soit troué, abîmé, déchiré, taché, ne se jette à la poubelle. Mais cela va prendre du temps : il a fallu dix ans pour comprendre que « les antibiotiques, c'est pas automatique », trente ans pour qu'on prenne l'habitude de trier le verre parce que nous avons compris qu'il s'agissait d'une ressource importante. Notre rôle est donc de faire comprendre par tous les moyens que le coton, le polyester ou le polyamide sont aussi des ressources inestimables.

**Existe-t-il beaucoup de points de collecte en France ?**

Oui, près de 47 000, soit un pour 1 500 habitants. C'est un maillage très dense, qui permet de trouver facilement une solution à proximité de chez soi. Ce sont les bornes que vous voyez dans la rue et il existe aussi des points de collecte dans les mairies, les ressourceries ou les entreprises. Sur le site Refashion.fr, une carte vous indique l'endroit le plus proche de chez vous pour déposer vos vêtements et chaussures usagés. L'enjeu est maintenant de faire de ce geste un réflexe : lorsqu'une chaussure est trouée ou qu'un vêtement est trop usé pour être porté, on le met dans un sac fermé et on le dépose dans un point de collecte.

**Que devient la matière textile une fois collectée ?**

Sur les 270 000 tonnes collectées en 2025, 55 % sont réorientés vers de la seconde main après tri : cela veut dire que plus de la moitié des vêtements, linge de maison ou chaussures collectés vont avoir une deuxième, voire une troisième vie, sur des marchés très demandeurs de pièces d'occasion, comme certains pays africains. Ce sont 36 % qui sont recyclés, pour produire du fil, des isolants ou d'autres matériaux. Enfin, 8 % servent à créer du combustible solide de récupération, solution de remplacement aux combustibles fossiles. Le taux de valorisation de ces vêtements et chaussures usagés est donc très élevé !

**Que va changer la réglementation sur l'ultrafast-fashion et le système de malus visant les marques Shein, Temu et AliExpress, votée en juillet 2026 et appliquée depuis le 1<sup>er</sup> septembre ?**

Depuis deux ans, Refashion a été très sollicité par les parlementaires sur le sujet et nous saluons toutes les initiatives qui visent à réduire l'impact environnemental de la filière. C'est le rôle de notre éco-organisme. Il va maintenant falloir travailler sur la mise en œuvre opérationnelle de cette loi, et accompagner les 15 000 marques présentes en France. Est-ce que le malus sur les marques d'ultrafast-fashion va dissuader le consommateur ? Il est encore trop tôt pour le dire ; ce qui est sûr, c'est que toutes les dispositions qui donnent des clés

de lecture au consommateur et le rendent conscient des impacts environnementaux de son achat sont essentielles.

**S'associer à l'installation monumentale « La Re-prise de la Bastille », qui expose 196 drapeaux fabriqués à partir de vêtements usagés, créés par les designers Claire Renard et Jean-Sébastien Blanc, est-ce œuvrer pour cette prise de conscience ?**

Bien sûr. Le premier message, c'est la sensibilisation du grand public. Faire comprendre que tous les vêtements, quel que soit leur état, ont droit à une deuxième, une troisième, voire une quatrième vie. Et quel heureux destin que celui de devenir un drapeau, une œuvre d'art ! Cette œuvre permet aussi de montrer que le mouvement vers l'économie circulaire doit être collectif. La révolution

## Le Monde

Siège social : 67-69, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 PARIS  
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00

Édité par la Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication : **Louis Dreyfus**  
Directeur du « Monde » : **Jérôme Fenoglio**

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications n° 0722 C 81975. ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde  
Impression L'Imprimerie - 79, rue de Roissy - 93290 Tremblay-en-France  
Printed in France

**Origine du papier :** France, Belgique. **Taux de fibres recyclées :** 87 %.

Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

**Eutrophisation :** P10t = 0.008 kg/tonne de papier.



# « LE MONDE » SE MET À LA PAGE DES FEMMES

**R É C I T** | Quasi exclusivement écrit et dirigé par des hommes à ses débuts en 1944, le journal aussi a fait, peu à peu, ses révolutions féministes

Le premier orga-gramme du Monde, en décembre 1944, ne mentionne qu'un seul prénom féminin, celui de la romancière Germaine Beaumont, première femme à recevoir le prix Renaudot (1930). Mixité fugace : après deux billets, sa signature disparaît des colonnes du quotidien. Il faudra plusieurs décennies pour que le bastion masculin cède. Une première journaliste, Nicole Fiévet, est recrutée en 1948, une deuxième, en 1950, mais, dans les années 1950 et 1960, la rédaction reste, selon l'historien Patrick Eveno, « le domaine réservé des hommes ». Quand Alain Beuve-Méry, fondateur du journal, quitte le quotidien en 1969, elles ne représentent que 11,3 % des effectifs. Les quelques femmes qui parviennent à se faufiler dans ce monde d'hommes sont toutes dotées d'un caractère bien trempé. D'autres jouissent d'un prestige social qui les aide à franchir les barrières : Claude Sarraute est la fille de la romancière Nathalie Sarraute et la femme du philosophe Jean-François Revel ; Yvonne Baby a pour père l'historien Jean Baby et pour beau-père l'intellectuel Georges Sadoul. Parce que *Le Monde* est un journal « adossé à son époque », selon le mot de Jean-Marie Colombani, il finit cependant par prêter attention au puissant mouvement d'émancipation qui émerge dans la « grande » décennie 1970. Lors du débat sur la légalisation de l'avortement, en 1974, *Le Monde* se range aux côtés de Simone Veil. Un même engagement en faveur des droits des femmes marque la décennie suivante. Lors de la réforme de la définition légale du viol, en 1980, Laurent Zecchini applaudit un texte qui remet en question les « siècles de bonne conscience, la pesanteur de ce code non écrit qui fait d'un crime odieux un simple incident de parcours dans l'épanouissement de la virilité ».

Et lorsque Marguerite Yourcenar devient la première femme à entrer à l'Académie française, l'année suivante, Jacqueline Piatier, dont la féminité n'est plus dissimulée par un « J » en signature, salue l'« éclatement d'un club ».

**« Sexisme ordinaire »**

Si le journal se soucie, à partir des années 1970, de l'égalité hommes-femmes, c'est parce que certains journalistes décident de s'en saisir. Il faut cependant attendre 1980 pour que *Le Monde* consacre, au sein du service Société, l'égalité des sexes, la famille et l'enfance, comme une rubrique à part entière. Pendant plus de dix ans, Christiane Chombeau, qui réalise aussi des reportages sur d'autres thèmes, écrit dans les colonnes du journal sur le remboursement de l'avortement, la montée du divorce, les procès pour excision, les discriminations dans le monde du travail, la lutte pour l'égalité salariale. Personne, à l'époque, ne s'en aperçoit vraiment, mais au cours de la décennie 1970, la rédaction de la rue des Italiens a changé de visage. Il y a encore peu de femmes, les « chefferies » restent très masculines, mais la féminisation, peu à peu, progresse : de 1969 à 1978, la part de rédactrices passe de 11,3 % à 22,1 %.

Josyane Savigneau fait partie des journalistes qui ouvrent, à la fin des années 1970, cette nouvelle ère. « Quand je suis arrivée aux informations générales, en 1977, j'étais la seule femme du service, dit-elle. J'ai été l'une des premières rédactrices à ne pas venir d'un milieu aisé, à ne connaître

personne dans le monde de la presse et à être arrivée là grâce au Centre de formation des journalistes. » Au cours de cette même décennie 1970, le service Politique recrute Anne Chaussebourg : « J'avais 24 ans. J'étais la seule femme parmi une dizaine d'hommes. Ils venaient travailler en costume-cravate, et ils s'appelaient par leur patronyme : j'étais la seule journaliste que l'on désignait par son prénom. » Parmi les femmes embauchées dans les années 1970 et 1980, rares sont celles qui évoquent des problèmes de sexisme. Toutes racontent leur fierté de travailler pour le quotidien du soir, la liberté d'écriture qui régnait, l'impression grisante de participer au mouvement du monde. Certaines ont entendu des réflexions déplacées, d'autres ont eu l'impression que leurs augmentations de salaire se faisaient attendre, mais elles ne s'y attardent pas. « C'était le sexisme ordinaire des hommes de ces années-là : on les envoyait balader, on faisait avec », résume Josyane Savigneau. Certaines journalistes embauchées dans les années 1970, 1980 et 1990 rapportent cependant des épisodes plus difficiles. L'une d'elles a reçu, en pleine nuit, à son domicile, des appels téléphoniques au cours desquels l'un de ses collègues mimait des râles ; une autre a dû repousser les avances d'un rédacteur en chef qui a tenté de l'embrasser à deux occasions différentes. Annonçant qu'elle était enceinte, une troisième, alors cheffe de service, a entendu le directeur adjoint de la rédaction lui rétorquer d'un ton enjoué : « Je sais, j'ai vu que tes seins avaient grossi. » Toutes se sont tues. Un même silence entoure, à l'époque, les inégalités salariales. Au fil des ans, les journalistes femmes s'implantent peu à peu dans tous les services. « Au service International, leur présence a renouvelé le regard sur l'actualité, souligne l'éditorialiste Sylvie Kauffmann. Les correspondants écrivaient essentiellement sur la vie politique, la diplomatie et les guerres : les correspondantes ont ouvert le spectre en s'intéressant aussi à la vie des sociétés. » Dans ces années 2000, les femmes gagnent la bataille de la féminisation – en 2002, *Le Monde* compte près de 40 % de rédactrices –, mais peinent encore à accéder au sommet de la hiérarchie du journal. Lorsque Sylvie Kauffmann devient la première directrice adjointe de la rédaction du Monde, en 2004, elle fait, au sein d'une équipe de cinq hommes, l'expérience difficile de l'isolement. « L'ambiance de travail était infernale : l'exercice du pouvoir était fondé sur les rapports de force, ce qui créait beaucoup de tensions et de bras de fer inutiles. » Sylvie Kauffmann tire de cette expérience une leçon : il faut féminiser plus largement les équipes de direction. L'occasion se présente en 2010, quand elle devient la première femme à diriger la rédaction. « Les candidatures féminines ne se bousculaient pas au portillon, mais j'ai été attentive à la mixité. Nous avons essayé de travailler autrement : le climat était beaucoup moins brutal. » Dans ces années de conquête, la dernière forteresse masculine à prendre est la direction du journal : elle tombe trois ans plus tard avec l'accession de Natalie Nougayrède au poste de directrice – un mandat écourté par une grave crise de management. Quatre ans plus tard, la tornade #MeToo confirme à tous ceux qui en doutent encore que, au Monde comme ailleurs, les temps ont changé. Le journal

comprend vite que cette prise de parole planétaire est un tournant. « Face à ce mouvement qui était à la fois international et français, politique et sociétal, économique et culturel, il fallait innover », explique Luc Bronner, alors directeur de la rédaction.

**Interrogations en interne**

Dans ce climat sans précédent, la direction crée une task force, une équipe spéciale, afin que #MeToo devienne l'une des « priorités éditoriales ». Une trentaine de volontaires sont chargés d'enquêter sur les multiples facettes de ce que l'on appelle déjà la « troisième vague » du féminisme. Dans cette task force, comme dans la société française, se côtoient deux générations – et deux discours. « La parole des jeunes journalistes du Web était totalement centrée sur

**« LA PRÉSENCE DE FEMMES A RENOUVELÉ LE REGARD SUR L'ACTUALITÉ »**

**SYLVIE KAUFFMANN**  
première directrice de la rédaction

le harcèlement sexuel, le sexisme ordinaire, les violences sexuelles et sexistes, raconte Sylvie Kauffmann. J'ai compris, à l'époque, à quel point le discours féministe avait changé : il ne portait plus sur l'accès au monde du travail, l'égalité des salaires ou la parité, mais sur les relations entre les hommes et les femmes. »

PAULINE AVENEL-LAM

**« La force de la Fondation L'Oréal, c'est un engagement de terrain qui a commencé il y a plus de 20 ans »**

« Le moment n'est pas facile pour l'égalité femmes-hommes, mais la prise de conscience globale est réelle, et c'est une condition sine qua non pour faire avancer les choses. » Pauline Avenel-Lam est la directrice exécutive de la Fondation L'Oréal. Elle poursuit aujourd'hui plus de 20 ans d'engagement auprès des femmes à travers deux domaines d'intervention incontournables : la beauté inclusive et la science. Pendant près d'une heure, elle nous a présenté les grands défis qui se profilent pour la Fondation aujourd'hui et pour les années à venir.

**Les vertus du temps long**

« La force de la Fondation L'Oréal, c'est un engagement de terrain qui a commencé il y a plus de 20 ans. Cette longévité est à la fois puissante et symbolique dans un monde mouvementé et bousculé, notamment sur la question des droits des femmes. » Pauline Avenel-Lam souligne une pérennité d'action qui a permis à la Fondation L'Oréal de construire des partenariats sur le long terme. Cette consistance se répercute aujourd'hui sur le terrain, à travers des accomplissements majeurs. Le programme Pour les Femmes et la Science, porté avec l'UNESCO depuis 1998, a ainsi permis d'accompagner plus de 5 000 femmes scientifiques de tous âges et de tous niveaux. « Il n'existe pas à ma connaissance d'autre réseau de femmes scientifiques dans le monde qui ait réuni autant de profils d'excellence. Parmi les 5 000 femmes récompensées, 6 ont ensuite reçu un prix Nobel », précise Pauline Avenel-Lam.

**L'engagement de terrain d'une Fondation « opératrice »**

Inscrit dans la durée, l'engagement de la Fondation L'Oréal est également ancré dans la réalité du terrain. « Une de nos spécificités dans l'écosystème des fondations est que nous opérons directement nos projets », explique Pauline Avenel-Lam. Au-delà des donations, la Fondation prend par exemple en charge la tournée de deux salons de soins de beauté et de bien-être itinérants, les formations aux métiers de la beauté, le soutien aux chercheuses, ou encore

la relation aux associations partenaires. Ce dernier point est particulièrement central et structure un fonctionnement en écosystème. « Sans nos associations et nos partenaires institutionnels, nous n'aurions pas le même impact », ajoute Pauline Avenel-Lam. De l'UNESCO à l'Académie des sciences, en passant par Banlieues Santé, les Petits Frères des Pauvres, la Maison des femmes, Emmaüs Solidarité ou l'AP-HP, la Fondation L'Oréal s'associe aux grands acteurs comme aux associations hyper-locales, qui connaissent mieux que quiconque les problématiques des femmes qu'elles accompagnent. Pauline Avenel-Lam développe l'exemple des salons itinérants de socio-esthétique, dont l'ambition est de favoriser le mieux-être et la confiance en soi chez des femmes en situation de vulnérabilité. « Nous travaillons avec des associations locales que nous connaissons de longue date, pour savoir si cela intéresse les femmes qu'elles accompagnent. Je crois que nous n'avons jamais essayé de refus », précise-t-elle.

**Une mission ancrée dans son époque**

Inscrite dans la durée, la mission de la Fondation L'Oréal auprès des femmes trouve depuis quelques années une résonance particulière. « On observe des vents contraires, qui s'expriment de plus en plus, comme la montée du masculinisme chez les plus jeunes », précise Pauline Avenel-Lam. Pour la Fondation L'Oréal, cette adversité agit comme une motivation supplémentaire. Selon une étude de la Coalition

mission de l'époque, Sylvia Zappi. Longtemps négligée, la lutte contre le harcèlement sexuel prend, elle aussi, de l'importance. Ces politiques d'égalité salariale et de lutte contre le harcèlement sexuel auraient sans doute stupéfié Yvonne Baby, la première femme cheffe de service au Monde (1971). Cette pionnière avait, selon la journaliste Claire Devarrieux, subi beaucoup d'« avanies machistes » au journal, mais à l'époque, on ne parlait pas encore de violences de « genre » ou de discriminations « systémiques ». Année après année, centimètre par centimètre, les normes sur les relations entre les hommes et les femmes se sont largement déplacées, jusqu'à changer profondément, en quelques décennies, le visage du monde (et du Monde). ■

**ANNE CHEMIN**

PUBLICITÉ

